

# Fête de Achoura : La journée du dimanche chômée et payée

La journée du dimanche 10 Moharram 1439 de l'Hégire correspondant au 1 octobre 2017, sera chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, y compris les personnels payés à l'heure ou à la journée, a indiqué hier la Direction générale de la Fonction publique et de la Réforme administrative dans un communiqué. Les personnels exerçant en travail posté ou à la journée «sont toutefois tenus d'assurer la continuité du service», ajoute la même source. Cette mesure intervient conformément à la loi du 26 juillet 1963, modifiée et complétée, fixant la liste des fêtes légales, précise-t-on.

P.2

# DK NEWS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

**MÉTÉO**   
27° : ALGER  
34° : TAMANRASSET

Jeudi 28 septembre 2017 - 7 Muhharam 1439 - N° 1720 - 5<sup>e</sup> année - Prix : Algérie : 10 DA. France : 1€

www.dknews-dz.com

## ALGÉRIE-ALLEMAGNE

**Le Président Bouteflika félicite la chancelière allemande et l'invite à effectuer une visite officielle en Algérie**

P.24

## ALGÉRIE-RÉPUBLIQUE DU CONGO

**Le ministre congolais de l'Intérieur veut développer les relations de son pays avec l'Algérie dans le domaine de la formation**

P.24

## ALGÉRIE-TURQUIE:

**M. Yousfi appelle au renforcement des partenariats industriels**

P.24

## ALGÉRIE-AFRIQUE DU SUD:

**M. Benmeradi appelle à l'augmentation du volume d'échanges commerciaux**

P.24

## CONSEIL DE LA NATION

### Débat sur le Plan d'action du gouvernement

Le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, a affirmé hier à Alger que le gouvernement «tendra toujours la main» aux partis de l'opposition, soulignant que les portes du Premier ministère «demeurent ouvertes» devant ces partis qui souhaitent un dialogue et un échange. «Je voudrais dire aux partis de l'opposition que le gouvernement leur tendra toujours la main. Bien sûr, nous avons et nous aurons une relation privilégiée avec la majorité présidentielle qui est notre base politique, comme cela se passe dans tous les pays démocratiques», a déclaré M. Ouyahia dans ses réponses aux interrogations soulevées par les membres du Conseil de la nation lors du débat sur le Plan d'action du gouvernement.



# Ouyahia : «Le gouvernement tendra toujours la main aux partis de l'opposition»

P.3-4

- ▶ Les pensions de retraites «seront toujours payées»
- ▶ 302.000 logements livrés en 2017 et 341.000 pour 2018
- ▶ Les réserves algériennes en or à plus de 6 milliards de dollars
- ▶ Un impôt sur la fortune dans l'avant-projet de Loi de finances 2018

## FINANCES

**M. Raouia** présente et explique la situation financière actuelle du pays

P. 5

## FINANCES-BOURSE

Convention entre la Cosob et l'université d'Alger pour l'ouverture «d'un master d'analyste financier»

P. 5

## ADMINISTRATION :

Une application électronique permet aux clientes d'Algérie Poste de retirer l'argent de leurs époux

P. 5

## SANTÉ

### ANGINE

Quel est le meilleur traitement ?



P.12-13

PRÉVU DU 27 JANVIER AU 10 FÉVRIER 2018

**L'Algérie** invité d'honneur au Salon international du livre du Caire 2018

P. 2

## FOOTBALL

LIGUE 1 MOBILIS (5<sup>e</sup> JOURNÉE):

**CRB-ESS** pour la 1<sup>re</sup> place, derby alléchant entre le MCO et l'USMBA

P. 21

## MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

**3 bombes artisanales détruites** par les forces de l'ANP à Tébessa

P. 8

## FÊTE DE ACHOURA : La journée du dimanche chômée et payée

La journée du dimanche 10 Moharram 1439 de l'Hégire correspondant au 1er octobre 2017, sera chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, y compris les personnels payés à l'heure ou à la journée, a indiqué hier la Direction générale de la Fonction publique et de la Réforme administra-

tive dans un communiqué. Les personnels exerçant en travail posté ou à la journée «sont toutefois tenus d'assurer la continuité du service», ajoute la même source. Cette mesure intervient conformément à la loi du 26 juillet 1963, modifiée et complétée, fixant la liste des fêtes légales, précise-t-on.



## 2<sup>E</sup> SALON DE L'EMPLOI D'ADRAR Plus de 20 participants au rendez-vous

Plus de vingt (20) participants prennent part à la deuxième édition du salon de l'emploi d'Adrar, ouverte mardi à la Maison de la Culture.

Cette manifestation d'information, initiée par une entreprise privée versée dans le domaine de la formation, en coordination avec des organismes d'aide à l'emploi et des entreprises économique opérant dans la région, vise faire connaître aux jeunes, notamment les promus d'universités et des établissements de la formation professionnelle, les opportunités d'emploi existantes dans la région et les modalités de montage de micro-entreprises, a indiqué la directrice de l'entité organisatrice.

Le salon a dès son ouverture drainé un public nombreux, notamment de jeunes, venu s'enquérir de la situation du monde du travail dans la wilaya d'Adrar et se rapprocher des organismes de soutien et d'accompagnement mis en place par les pouvoirs publics pour promouvoir l'emploi, a précisé Mme Kelthoum Ferdjani.

## CINÉMA

### Le film algérien "Chroniques de mon village" à l'honneur des nuits du film arabo-hollandais en Jordanie

Le film algérien "Chroniques de mon village" du réalisateur Karim Traïdia, prend part aux "Nuits du film arabo-hollandais, dont le coup d'envoi a été donné mardi soir. L'événement est organisé par la Fondation "Abdel Hamid Shoman" en collaboration avec le festival international "Notre dame" et l'ambassade des Pays-Bas en Jordanie.



## TOURISME SAHARIEN: Lancement d'un programme de promotion de la destination du Tassili N'Ajjer

Un riche programme médiatique de promotion du tourisme saharien et de la destination touristique du Tassili N'Ajjer (wilaya d'Illizi) vient d'être lancé, a-t-on appris hier de l'Office national algérien du tourisme (ONAT). Intervenant à la veille de l'ouverture de la saison touristique saharienne, mais aussi de la célébration de la fête culturelle de la "Sbeiba" qu'accueille Djanet dimanche prochain, ce programme vise à faire découvrir davantage cette destination, l'une des plus prisées du tourisme algérien, a indiqué à l'APS le directeur de la communication de l'ONAT, Adel Gana.

L'initiative comprend un Eductour de près d'une semaine dans divers sites touristique que recèle la perle du Tassili Djanet, en plus de l'implication des divers médias dans la promotion de cette destination et la vulgarisation des potentialités et services offerts par l'ONAT pour la promotion des activités touristiques, a-t-il expliqué. Le programme vise, en outre, à faire connaître et découvrir le patrimoine culturel matériel et immatériel que renferme le plus grand musée à ciel ouvert (Tassili), sachant que le choix s'est porté, pour ce début de saison touristique, sur la ville de Djanet l'enchanteresse, une destination privilégiée pour de nombreux algériens, avant d'organiser des circuits vers d'autres destinations à travers le pays, a-t-il ajouté.

## TISSEMSILT : 4<sup>ES</sup> journées du rire et du monologue à partir d'aujourd'hui

Les quatrièmes journées du rire et du monologue se tiendront à partir d'aujourd'hui à Tissemsilt, a-t-on appris mardi des organisateurs. Le programme de cette manifestation, initiée par la direction de la culture, comporte des spectacles de comédie destinés aux adultes et aux enfants et animés par coopérative de wilaya «Jil El Ghad», les associations «Ghou-



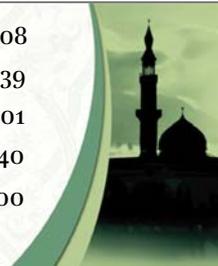
roub» et «amateurs du théâtre de Tissemsilt», a indiqué le commissaire de cette manifestation, Mohamed Dahel.

Le public sera au rendez-vous, quatre jours durant, avec des spectacles de rire interprétés par Hamid Achouri, Madani Meslem, Ali Charef et autres.

## Horaire des prières

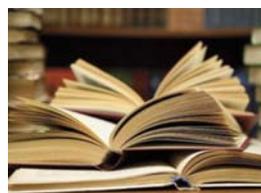
Jeudi 7 Moharem 1439

Fajr	05:08
Dohr	12:39
Asr	16:01
Maghreb	18:40
Isha	20:00



## PRÉVU DU 27 JANVIER AU 10 FÉVRIER 2018 L'Algérie invitée d'honneur au Salon international du livre du Caire 2018

L'Algérie participera en tant qu'invité d'honneur au 49e Salon international du livre du Caire, prévu du 27 janvier au 10 février 2018 dans la ville de Nasr City, a annoncé le comité d'organisation de cette manifestation lors d'une réunion tenue mardi dans la capitale égyptienne. Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, avait annoncé en octobre 2016, lors du Salon international du livre d'Alger qui a accueilli l'Égypte comme invité d'honneur, que l'Algérie sera à l'honneur à la 49e édition du Salon international du livre du Caire.



Le public sera au rendez-vous, quatre jours durant, avec des spectacles de rire interprétés par Hamid Achouri, Madani Meslem, Ali Charef et autres.

## Météo

	Max	Min
Alger	27°	16°
Oran	26°	18°
Annaba	24°	16°
Béjaïa	26°	16°
Tamanrasset	34°	21°

## THAÏLANDE: Bangkok la ville la plus prisée par les touristes en 2017

Sur le plan mondial composé de 132 destinations, la capitale thaïlandaise, Bangkok, occupe à nouveau la première place du classement annuel avec 19,41 millions de visiteurs. Bangkok occupe à nouveau la tête de ce classement, avec 19,41 millions de visiteurs, devant Londres et Paris, avec 19,06 millions et 15,45 millions respectivement. Zurich, avec 2,2 millions de visiteurs internationaux, occupe la 55ème place, devant à la 8ème place une autre ville suisse, Genève.

## Le CNRC adhère au système d'acceptation de e-paiement de la BNA

La Banque nationale d'Algérie (BNA) et le Centre national de registre de commerce (CNRC) ont signé mardi un contrat portant l'adhésion de ce dernier au système d'acceptation de paiement en ligne par carte interbancaire (CIB), ont indiqué la BNA et le CNRC dans un communiqué commun. Ce service permettra aux assujettis porteurs de CIB de s'acquitter de leurs redevances via le site internet du CNRC en toute sécurité, a noté la même source.

Selon le communiqué, ce service vient en prolongement des actions déjà concrétisées par la BNA dans le cadre de l'accompagnement



du CNRC et des grands facturiers pour introduire et généraliser le paiement électronique par l'installation d'un parc important de terminaux de paiement. La signature de ce contrat s'inscrit dans la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie de la banque visant à promouvoir auprès de la clientèle, des moyens de paiement innovants, modernes et sécurisés leurs permettant l'accès à une gamme de services flexibles et de qualité, note le communiqué.

## SAÏDA Création prochaine d'une base de données sur les intempéries

Une base de données recensant tous les points noirs et risques d'intempéries en automne et hiver sera créée prochainement à Saida, a-t-on appris mardi du wali, Seif El Islam Louh.

Lors d'une réunion de l'exécutif au siège de la wilaya, le wali a souligné que des dotations financières sont destinées aux communes de la wilaya pour l'éradication de points noirs causant des catastrophes lors des intempéries.

Il a insisté sur le recensement des moyens des directions et entreprises en vue d'élaborer un plan d'interventions. Le même responsable a donné des instructions pour la maintenance des réseaux d'assainissement et le curage des oueds et des avaloirs. Le wali a également sommé les services de la wilaya de mobiliser tous les moyens humains et matériels en prévision de tout risque et de prévoir des centres d'hébergement à travers les communes, dont des établissements scolaires, des CFPA, des maisons de jeunes, en cas de sinistre.



## M. OUYAHIA DEVANT LE PARLEMENT

## Le gouvernement tendra toujours la main aux partis de l'opposition

Le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, a affirmé hier à Alger que le gouvernement «tendra toujours la main» aux partis de l'opposition, soulignant que les portes du Premier ministre «demeurent ouvertes» devant ces partis qui souhaitent un dialogue et un échange.

«Je voudrai dire aux partis de l'opposition que le gouvernement leur tendra toujours la main. Bien sûr, nous avons et nous aurons une relation privilégiée avec la majorité présidentielle qui est notre base politique, comme cela se passe dans tous les pays démocratiques», a déclaré M. Ouyahia dans ses réponses aux interrogations soulevées par les membres du Conseil de la nation lors du débat sur le Plan d'action du gouvernement. Il a ajouté que

«ceci n'empêche pas la porte du Premier ministre de demeurer ouverte devant tous les partis de l'opposition qui souhaitent un dialogue et un échange, pour peu que cela se fasse dans le cadre d'un respect mutuel, et dans le respect des positions des uns et des autres».

Par ailleurs, M. Ouyahia a assuré que le gouvernement «veillera à renforcer» sa relation «de complémentarité» avec les membres du Parlement. A ce titre, il a

fait savoir que le cabinet de l'Assemblée populaire nationale et celui du Conseil de la Nation «recevront sous peu, la liste des conseillers de chacun des ministres et du Premier ministre qui seront responsables du suivi des relations avec les membres du Parlement». Il a également indiqué que le ministre de l'Intérieur avait déjà instruit les walis et les walis-délégués de recevoir les membres du Parlement mais aussi de les tenir informés des pro-

grammes et des initiatives locales.

«En effet, nous avons besoin de travailler ensemble, gouvernement, parlementaires et autres forces disposées à le faire, à sensibiliser et à mobiliser notre peuple pour dépasser la crise financière actuelle et pour transformer cette situation passagère en sursaut pour plus d'efforts dans la construction économique, et pour plus d'esprit civique dans la gestion de la cité», a conclu M. Ouyahia.



## Les pensions de retraites «seront toujours payées»

Les pensions de retraites «seront toujours payées» malgré les «graves difficultés» financières du système de retraite, a assuré hier à Alger, le Premier ministre, Ahmed Ouyahia.

«Je tiens à rassurer les retraités que leurs pensions seront toujours payées», a affirmé M. Ouyahia dans ses réponses aux interrogations et remarques soulevées par les membres du Conseil de la nation lors du débat sur le Plan d'action du gouvernement, précisant que «face aux graves difficultés financières du système de retraite, le gouvernement a arrêté des mesures qu'il soumettra dans l'avant-projet de Loi de finances 2018».

Parmi ces mesures, il a expliqué que «le gouvernement inscrira 500 milliards DA à verser à la Caisse nationale de sécurité sociale (CNAS) pour lui rembourser une partie des montants qu'elle a prêtés à la Caisse nationale de retraite (CNR)».

## CARBURANTS :

## Grâce aux nouvelles raffineries, aucune importation dans quelques années

L'entrée en activité prochaine des projets de raffineries permettra de cesser les importations des carburants dans quelques années, a affirmé hier le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, en réponse aux préoccupations des membres du Conseil de la Nation soulevées lors des débats sur le programme d'action du gouvernement.

A ce propos, il a indiqué que 11,5 millions tonnes de carburants sont raffinés en Algérie.

Mais la consommation, qui a explosé ces dernières années, a atteint 15 millions de tonnes de carburants annuellement. Pour combler ce déficit, un volume de 3,5 millions de tonnes de carburants/an est importé

actuellement, selon ses chiffres. Mais «cela cessera dans quelques années» grâce à l'entrée en activité prochaine de plusieurs raffineries, a-t-il avancé.

Ainsi, a détaillé le Premier ministre, la raffinerie d'Alger sera livrée en décembre 2018 tandis que les travaux de réalisation de la raffinerie de Hassi Messaoud seront entamés en janvier 2018.

En outre, l'appel d'offres pour la raffinerie de Tiaret sera lancé «très bientôt».

«Une fois toutes ces réalisations finies, le pays deviendra exportateur de carburants», a soutenu le Premier ministre. Pour rappel, l'Algérie importe pour plus d'un (1) milliard de dollars de carburants.

## Les réserves algériennes en or à plus de 6 milliards de dollars

Les réserves de l'Algérie en or représentent actuellement l'équivalent de plus de six (6) milliards de dollars, a indiqué hier le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, en réponse aux préoccupations des membres du Conseil de la Nation soulevées

lors des débats sur le programme d'action du gouvernement.

Ce montant vient en plus des réserves de change qui sont de l'ordre de 102 milliards de dollars en septembre en cours, a-t-il ajouté. Selon le Premier minis-

tre, ce montant des réserves algériennes en or est «le résultat de la sagesse» de Kaid Ahmed qui, en tant que ministre des Finances (au milieu des années 60), avait acquis ces quantités qui ont pris de la valeur avec le temps.

## Un impôt sur la fortune dans l'avant-projet de Loi de finances 2018

Un impôt sur la fortune sera proposé dans l'avant-projet de Loi de finances 2018, a indiqué hier le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, en réponse aux préoccupations des membres du Conseil de la Nation soulevées lors des débats sur le programme d'action du gouvernement. Le Premier ministre a précisé

qu'il s'agirait d'une introduction d'un impôt sur la fortune «d'une manière plus directe», tout en ajoutant qu'il existe déjà un impôt sur le patrimoine.

M. Ouyahia a aussi tenu à souligner que par ses barèmes, cet impôt sur la fortune «ne concernera pas la 90% des Algériens».

## Le gouvernement n'envisage pas de taxe pour les Algériens qui se rendent à l'étranger

Le gouvernement n'envisage pas d'imposer une taxe pour les Algériens qui se rendent à l'étranger, a affirmé hier à Alger le Premier ministre, Ahmed Ouyahia dans ses réponses aux interrogations soulevées par les membres du Conseil de la nation lors du débat sur le Plan d'action du gouvernement.

«Je profite de l'occasion pour préciser que le gouvernement n'envisage pas de taxe sur les Algériens qui se rendent à l'étran-

ger», a déclaré M. Ouyahia lors d'une séance plénière présidée par M. Abdelkader Bensalah, président du Conseil de la nation en présence des membres du gouvernement.

Dans le même sillage, le Premier ministre a rappelé que l'Etat avait accordé d'importants avantages au secteur du tourisme depuis 2009, citant, entre autres, l'exonération sur une durée de 10 ans de l'IBS (impôt sur le bénéfice des sociétés) ou sur la TAP (taxe

sur l'activité professionnelle).

Concernant les réalisations enregistrées dans le secteur, il a précisé qu'entre 2011 à juin de l'année en cours, 374 nouveaux hôtels ont été inaugurés avec plus de 32.000 chambres, ajoutant que 582 nouveaux hôtels avec 75.000 lits sont en chantier.

Citant d'autres réalisations, il a rappelé l'ouverture d'une Grande école internationale d'hôtellerie et la remise à niveau des hôtels publics.

## RÉFORMES STRUCTURELLES : Une feuille de route consignée dans un décret présidentiel

Les réformes structurelles économiques et financières, qui accompagneront le financement non conventionnel, seront adossées à une «feuille de route consignée dans un décret présidentiel», a indiqué mercredi le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, en réponse aux préoccupations des membres du Conseil de la Nation soulevées lors des débats sur le programme d'action du gouvernement.

Abordant le financement non conventionnel, qui fait l'objet de l'amendement de la loi sur la monnaie et le crédit en vigueur, M. Ouyahia a affirmé qu'il n'avait pas de montant à indiquer à ce stade quant au niveau du montant des emprunts que le Trésor contractera auprès de la Banque d'Algérie.

Mais ces emprunts, a-t-il avancé, serviront à rembourser les dettes du Trésor et à financer les dépenses d'équipements.

Il a également tenu à préciser qu'aucun dinar ne sera emprunté pour financer le Budget de fonctionnement.

De plus, a-t-il poursuivi, les emprunts du Trésor à la Banque d'Algérie seront accompagnés de réformes structurelles économiques et financières pour lesquelles une «feuille de route» sera consignée dans un Décret présidentiel, et un mécanisme indépendant de surveillance sera mis en place.

Selon M. Ouyahia, «tout le monde pourra savoir et suivre, et le Parlement pourra contrôler le Gouvernement sur le respect de ces réformes».

## 302.000 logements livrés en 2017 et 341.000 pour 2018

La livraison de logements pour toute l'année 2017 doit être de 302.000 unités dont 169.000 jusqu'à fin août 2017, a indiqué hier le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, en réponse aux préoccupations des membres du Conseil de la Nation soulevées lors des débats sur le programme d'action du gouvernement. Selon ses prévisions, le nombre de logements qui seront livrés sur les deux prochaines années sera de 341.000 unités en 2018 et de 353.000 en 2019.

Ainsi, entre 2017 et 2019, Plus d'un (1) million de logements auront été livrés, s'ajoutant aux 3,7 millions déjà distribués, a-t-il précisé.

Concernant l'habitat rural, 100.000 logements sont livrés en 2017 dont 92.000 unités jusqu'à fin août 2017.

Quant aux prochaines années, il est prévu la livraison de 114.000 logements ruraux en 2018 et de 120.000 autres en 2019.

APS

M. OUYAHIA :

## L'illusion de ceux qui espéraient la faillite de l'Algérie cet automne "s'est évaporée"

Le Premier ministre, Ahmed Ouyahia a indiqué hier à Alger que l'illusion de ceux qui espéraient que cet automne allait être celui de la faillite de l'Algérie "s'est évaporée", ajoutant que l'Algérie "a de nouveau puisé dans sa volonté souveraine pour prendre en charge la crise financière".

"Certains espéraient que cet automne allait être celui de la faillite de l'Algérie, de la colère de son peuple et de l'arrêt de son avancée".

Grâce à Dieu, l'illusion de ceux-là s'est évaporée", a relevé M. Ouyahia dans ses réponses aux interrogations soulevées par les membres du Conseil de la nation lors du débat sur le Plan d'action du gouvernement. Il a fait remarquer que l'Algérie, "sous la direction éclairée du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a de nouveau puisé dans sa volonté souveraine et dans les expériences d'autres pays, pour prendre en charge la crise financière".

Evoquant la situation sécuritaire qui prévalait en Algérie il y a 20 ans, il a rappelé qu'en 1997, le pays "pleurait ses martyrs, victimes du terrorisme le plus aveugle, notamment à Benthalha et Rais (Alger) et Ramka (Relizane) où des milliers d'enfants, de femmes, d'hommes et de vieillards ont été assassinés par le terrorisme le plus aveugle que l'humanité ait connu".

"Aujourd'hui, ces localités, comme toute l'Algérie, ont pansé leurs blessures et l'Algérie commémorera dans deux jours le 12ème anniversaire de la réconciliation nationale, qui a de nouveau réuni notre peuple", a-t-il noté, soulignant que "l'Algérie demeurera à jamais reconnaissante au président Bouteflika de l'avoir ramenée à la paix, à la sécurité, à l'unité et à la fraternité".

Il a rappelé aussi qu'en 1997, la communauté internationale affichait un "aveuglement coupable face au drame de notre pays confronté seul au terrorisme", déplorant que "des voix s'élevaient alors à l'étranger pour revendiquer une intervention extérieure en vue de protéger le peuple algérien".

"En 2017, l'Assemblée générale des Nations unies rend hommage à l'expérience algérienne dans la lutte contre le terrorisme et notamment à la réconciliation nationale aujourd'hui prise comme modèle", a-t-il fait observer.

Il a en outre rappelé qu'en 1997, l'Algérie "vivait le drame de l'ajustement structurel contracté avec le FMI, alors qu'en 2017, l'Algérie prend en charge la crise financière par ses propres moyens et par ses décisions souveraines". "En 1997, l'Algérie connaissait un taux de chômage de 30%".

A présent le taux de chômage n'est que de 12%, même s'il est remonté ces deux dernières années", a-t-il noté, précisant que la multiplication des investissements et le recul du chômage "sont les fruits de quatre programmes massifs de développement mis en place par le président de la République".

"Les exemples sont encore nombreux sur cette Algérie qui avance depuis 1999".

Le peuple en vit les résultats partout à travers le pays et connaît la destination des 1000 milliards de dollars dépensés pour son bien-être en écoles, hôpitaux, logements et autres réalisations".

Par ailleurs, le Premier ministre a indiqué que le débat parlementaire sur le Plan d'action du gouvernement "a démontré toute la vitalité de la vie démocratique dans notre pays", ajoutant que "notre démocratie est à parachever encore pour atteindre le niveau de celles des Nations qui nous ont précédé de près de deux siècles sur cette voie".

Il a souligné, dans le même contexte, que la révision constitutionnelle de 2016 "ouvre la voie pour de nouvelles avancées" de la démocratie algérienne dans tous les domaines, notamment parlementaire.

"En tout état de cause, notre peuple peut légitimement s'enorgueillir déjà de s'être attribué les libertés politiques et de presse les plus avancées dans le monde arabe et en Afrique", s'est-il félicité.

"Ce sont là des exemples d'une démarche résolue qui autorise l'optimisme de chaque Algérien et de chaque Algérienne que l'Algérie traversera la crise financière sans dommage, que l'Algérie continuera d'avancer encore davantage, et que l'Algérie appelle aussi ses enfants à plus d'efforts dans la construction nationale", a-t-il affirmé, appelant les Algériens "à garder confiance car notre pays est dirigé avec sagesse par un grand dirigeant du Monde, le président de la République".

Par ailleurs, M. Ouyahia a annoncé, sur instruction du président de la République, la levée en 2018 du gel sur la totalité des projets de l'éducation nationale (écoles, CEM, lycées, cantines et internats), sur de nombreux projets de la santé (polycliniques, hôpitaux spécialisés, centres de soins...) et sur plusieurs projets de l'hydraulique.

CONSEIL DE LA NATION :

## Les intervenants appellent à assurer les conditions nécessaires à la réussite du plan d'action du gouvernement

Les présidents des groupes parlementaires représentés au Conseil de la nation ont appelé mardi, lors du débat sur le plan d'action du Gouvernement, à assurer les conditions et les mécanismes nécessaires à sa réussite.



Les présidents des groupes parlementaires concernés ont salué la «franchise» dont a fait montre le Gouvernement en informant l'opinion publique de la réalité de la situation économique et financière de son plan d'action, estimant que cela est de nature à renforcer la confiance entre les deux parties, permettant ainsi de consolider le processus de développement économique et social du pays.

Pour le président du groupe parlementaire du tiers présidentiel, Hachemi Djiar, la solution à la crise actuelle ne doit pas être uniquement liée au prix du pétrole. La conjoncture actuelle exige d'améliorer et de moderniser la gestion administrative et d'accroître les performances des secteurs économique, financier et fiscal.

L'enjeu est de mettre un terme aux pressions bureaucratiques qui entravent l'amélioration qualitative de la gestion administrative et représentent un danger pour la bonne gestion des services publics.

L'absence d'efficacité et la progression du phénomène de la corruption ont entamé la confiance des citoyens en l'administration, ce qui a eu un impact négatif sur la mise en œuvre des politiques publiques, a estimé M. Djiar.

«Les choses ne sont pas aussi simples que le prétendent certains milieux qui font croire aux gens que la démocratie, les libertés et l'économie de marché peuvent être réalisées en un tournemain». La réussite de ce plan est l'affaire de tous si nous voulons éviter la panne du processus démocratique consolidé par la révision de la Constitution et le nouveau modèle économique de croissance», a soutenu le sénateur.

### La solution de cette crise ne dépend pas seulement des finances

Cette situation aura un impact négatif sur les efforts ayant pour objectif de bâtir une économie de marché réelle, a estimé M. Djiar affirmant qu'il n'y a pas de baguette magique pour résoudre les problèmes économiques et financiers actuels.

La solution de cette crise dépend non seulement des finances mais du renforcement des ressources humaines, a-t-il souligné, ajoutant que les clivages n'aboutissent pas au développement écono-

mique et «l'amour de la patrie n'est l'apanage de personne».

La crise financière qui secoue le pays ne revêt pas un caractère spécifique, précisant que toute activité économique était exposée aux fluctuations de temps à autre dans le cadre du cycle économique, a-t-il fait savoir.

A son tour, le président du groupe parlementaire FLN, Zoubiri Mohamed a précisé qu'il fallait comprendre les dimensions des mesures prévues dans le plan d'action du gouvernement, particulièrement le financement non-conventionnel. Ces mesures traduisent la volonté du Président de la République qui a refusé le recours à l'endettement extérieur.

M. Zoubiri a rappelé que la démarche du gouvernement en vue de trouver des mécanismes pour la mise en œuvre de cette option, se concrétisait à travers l'amendement de la loi relative au crédit et à la monnaie.

### Lutte contre la corruption et instauration de la transparence pour consolider la confiance du peuple

«L'Algérie a opté pour l'autonomie pour faire face à la crise financière et demeure désormais assurée, plus que jamais, à assurer les mécanismes propices à cet effet», a ajouté M. Zoubiri.

Parmi ces mécanismes, le Groupe parlementaire propose notamment la lutte contre la corruption, la rationalisation des dépenses publiques, la transparence dans les marchés publics, le recours à la justice contre ceux qui dilapident les deniers publics et le renforcement du pouvoir d'achat des citoyens.

Le Plan d'action du gouvernement a mis l'accent sur la promotion de l'investissement productif et la production des matières premières pour les projets productifs, mais la rigueur demeure, selon l'intervenant, la meilleure voie pour consacrer l'efficacité dans ce domaine et la consolidation de la confiance du peuple à l'égard des institutions de l'Etat.

Dans ce contexte, il a indiqué que la décision du gouvernement de poursuivre les grands projets doit être accompagnée d'efforts soutenus en matière d'évasion fiscale et de la réforme bancaire, et de formules à même d'intégrer le marché parallèle dans le cercle écono-

mique, saluant à ce propos, l'introduction de la finance islamique dans le système bancaire et financier national.

S'agissant du volet économique, le Groupe parlementaire a proposé la réactivation des rapports entre les députés et les ministres du gouvernement, pour une meilleure prise en charge des préoccupations des citoyens.

### Le temps est venu pour les Algériens de consommer moins ou l'égal de ce qu'ils produisent comme richesses hors hydrocarbures

Le président du groupe parlementaire RND a salué la décision du gouvernement visant à accorder la priorité au produit national et limiter les importations ce qui permettrait d'assurer la réussite de son plan d'action.

Pour M. Bouzeriba la décision de recourir au financement non conventionnel est la solution idoine au vu de la menace que constitue l'endettement extérieur sur la souveraineté de l'Etat.

Il a également salué le non-recours au financement par les recettes des impôts en raison des conséquences de cette mesure sur le pouvoir d'achat des citoyens.

Ces financements exceptionnels doivent -selon le même sénateur- être orientés vers le financement de projets et de programmes créateurs de valeur ajoutée pour l'économie nationale, toute en assurant le suivi des subventions de l'Etat.

M. Bouzeriba a plaidé par ailleurs pour une économie ouverte aux étrangers conformément aux lois nationales, à condition que ces derniers apportent une valeur ajoutée à l'économie nationale.

La «dépendance» à laquelle se sont habitués les citoyens du fait du «caractère social de l'Etat» a poussé les étrangers à vouloir tirer profit des avantages proposés par l'Algérie, a-t-il ajouté.

La conjoncture nécessite selon M. Bouzeriba de faire prévaloir le principe du compter sur soi en réalisant un équilibre entre les droits et les devoirs, affirmant dans ce sens que «le temps est venu pour les Algériens de consommer moins ou l'égal de ce qu'ils produisent comme richesses hors hydrocarbures».

## FINANCES

## M. Raouia présente et explique la situation financière actuelle du pays

Le ministre des Finances, Abderhmane Raouia, a présenté mardi un exposé détaillé de la situation financière et économique que vit le pays suite à la chute des prix du pétrole dans les marchés internationaux qui a conduit à une sévère réduction des revenus du pays amenant le gouvernement à recourir au financement non conventionnel comme solution pour réaliser l'équilibre du budget de l'Etat.

S'exprimant lors de sa présentation du projet de loi complétant et modifiant l'Ordonnance relative à la monnaie et au crédit devant la commission des Finances et du budget de l'Assemblée populaire et nationale (APN), en présence du ministre des Relations avec le Parlement, Tahar Khaoua, M. Raouia a affirmé que l'Etat faisait face depuis 2014 à des contraintes financières qui exerçaient à l'heure actuelle de «fortes pressions» sur le trésor et sont dues au «recul de nos revenus financiers et un épauement complet de nos épargnes».

Les ressources en devises, dépendant fortement des recettes des exportations des hydrocarbures, régressent progressivement depuis le deuxième semestre 2014 en raison du recul constant des cours du pétrole qui ont chuté de 58 dollars le baril entre la fin mai 2014 et fin juillet 2017, a indiqué M. Raouia.

Le ministre a expliqué qu'en raison de la tendance à la baisse des prix du pétrole brut, les exportations algériennes des hydrocarbures sont passées de 60,3 milliards de dollars en 2014 à 32,7 milliards de dollars en 2015, à 27,1 milliards de dollars en 2016 et à 18,7 milliards de dollars au cours des sept premiers mois de l'année 2017.

Le ministre a en outre fait savoir que la fiscalité pétrolière recouvrée jusqu'à juin 2017 était de 1.100 milliards de dinars, soit 60%



de celle recouvrée à la même période en 2014.

Les réserves de change qui ont atteint 105,8 milliards de dollars à fin juillet dernier, pourraient régresser pour atteindre 97 milliards de dollars à la fin de l'année 2017, a-t-il indiqué.

En dépit de ces pressions, l'économie nationale a fait preuve jusque là «d'une certaine flexibilité qui lui a permis d'éviter une crise financière aigüe», relevant que cette situation tend à «faiblir en raison de contraintes ayant trait au déséquilibre entre les recettes et les dépenses de l'Etat et une réduction de l'épargne publique».

Pour faire face à ces besoins, le gouvernement a recouru en 2016 et 2017 à une série de mesures monétaires et financières en vue de mobiliser des ressources supplémentaires.

S'agissant du financement non conventionnel, M. Raouia a fait savoir que ce projet de loi a été élaboré dans «une conjoncture économique et financière particulière».

M. Raouia a assuré que le risque d'inflation, conséquence du recours au financement non conventionnel, fera l'objet d'un contrôle «rigoureux», affirmant que l'utilisation du financement non conventionnel sera encadrée et que chaque retrait sera soumis à un «contrôle minutieux».

Il a ajouté à ce sujet que les besoins seront fixés annuellement sur la base du déficit financier suivant un programme tracé par le gouvernement, relevant qu'une commission placée auprès du ministère des finances assurera le contrôle et le suivi de mise en œuvre du financement non

conventionnel.

Le recours au financement non conventionnel sera accompagné en outre par un programme de réformes structurelles économiques et budgétaires en vue d'aboutir au rétablissement des équilibres du budget de l'Etat et de la balance des paiements au terme des cinq années prévues par le projet de loi, a affirmé le ministre des Finances.

Il a ajouté que l'Etat poursuivra l'application du nouveau modèle de croissance économique en sus d'une mobilisation des ressources internes, une rationalisation des dépenses, une amélioration de la programmation du budget et du recouvrement fiscal, l'élargissement de l'assiette fiscale, la généralisation du E-paiement, l'introduction de nouveaux produits bancaires dits produits islamiques et le développement des produits d'assurance.

### La loi de finances 2018 comprendra des modifications en adéquation avec le contexte économique

En réponse aux préoccupations des membres de la commission de finances et de budget à l'Assemblée populaire nationale, M. Raouia a affirmé que la loi de finance 2018 comprendra des modifications conformes au contexte économique actuel, notamment certains amendements relatifs à la fiscalité et aux impôts, l'obligation pour les commerçants d'utiliser les terminaux de paiement électronique ce qui permettra d'absorber les fonds circulants aux marchés parallèles ainsi que le dégel des projets, particulièrement dans les secteurs de l'éducation et de la santé.

«Le gouvernement s'est en-

gagé à adopter la franchise lors de son discours sur la situation financière du pays et sur les mesures relatives à l'amélioration de cette situation», a-t-il affirmé.

M. Raouia a ajouté que le gouvernement n'avait pas recouru aux «solutions faciles» pour surmonter la situation actuelle comme le relayaient certains, soutenant que «le gouvernement aurait renoncé, si c'était le cas, aux subventions destinées aux catégories vulnérables et à la libéralisation des prix», mais le gouvernement a décidé de préserver tous les acquis sociaux et de recourir à quelques mesures à même de maintenir l'équilibre de l'économie nationale.

«L'Algérie a recouru au financement intérieur au lieu de l'endettement extérieur pour éviter les conséquences du recours aux institutions monétaires internationales, tel que fut le cas durant les années 90». Concernant la destination des recettes du financement non-conventionnel,

M. Raouia a affirmé qu'elles seront destinées aux projets transparents et non au paiement des salaires ou la consommation locale».

Il a annoncé que son département ministériel était en passe de présenter au gouvernement un projet d'une loi organique «importante» à même de rajouter plus de transparence dans la gestion et la maîtrise des dépenses publiques.

Interrogé sur l'ouverture des agences bancaires algériennes à l'étranger, le ministre des finances a indiqué qu'une réflexion a été amorcée en vue d'inaugurer une agence d'une banque publique en France au vu du nombre important de la communauté algérienne dans ce pays. Cette expérience sera vulgarisée dans d'autres pays.

Les banques algériennes ont procédé à la modernisation de leurs systèmes à l'instar de la banque du développement local (BDL) qui s'est dotée depuis quelques mois d'un système informatique développé assurant la gestion numérique de toutes ses transactions, ajoutant que la modernisation sera généralisée à toutes les banques ainsi qu'au niveau du secteur des impôts pour l'élargissement et intensification du recouvrement fiscal.

## ADMINISTRATION : Une application électronique permet aux clientes d'Algérie Poste de retirer l'argent de leurs époux

Les clientes d'Algérie Poste, titulaires d'une carte nationale d'identité biométrique, pourront dès la semaine prochaine, retirer l'argent de leurs époux au niveau des agences d'AP, et ce, grâce à une nouvelle application électronique présentée hier à Alger et qui a été développée conjointement par la Direction des titres et documents sécurisés du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire et Algérie Poste.

«L'épouse n'aura plus de difficultés au niveau des guichets d'Algérie Poste à retirer l'argent de son époux grâce à la solution technique, opérationnelle dès la semaine prochaine, et qui permet d'afficher électroniquement au niveau des agences d'Algérie Poste les noms et prénoms de l'époux de la cliente», a expliqué Hacene Boualem de la direction des titres et documents sécurisés.

Le même responsable a indiqué que cette action «vient suite aux instructions du ministre de l'Intérieur relatives à la délivrance de la carte nationale d'identité biométrique au moment du renouvellement de l'ancienne carte», ajoutant que cette opération «sera suivie par d'autres dans la même finalité consistant à offrir davantage de services électroniques».

Il a également mis en évidence, dans son intervention, la détermination des pouvoirs publics à «poursuivre le développement des services électroniques afin de parvenir à une administration numérisée à 100% (e-administration), et aussi travailler en coordination avec les autres secteurs à l'effet de leur fournir des informations de l'identité digitale (authentification forte) devant permettre de créer la confiance entre le citoyen et les fournisseurs de services», ajoutant que d'autres opérations similaires et touchant divers secteurs «seront lancées prochainement».

Pour sa part, le directeur informatique par intérim au niveau d'Algérie Poste, Salem Guesmi, a souligné que cette application a été conçue pour «permettre de récupérer toutes les données inscrites sur la carte biométrique mais qui ne sont pas affichées (elles sont stockées dans la puce)».

Cette application «est venue remédier au fait que la carte nationale biométrique n'affiche pas les nom et prénom de l'époux», a-t-il ajouté, relevant que le nouveau service «sera assuré dans des agences pilotes comme première étape avant de passer à sa généralisation à travers toutes les agences d'Algérie Poste».

## FINANCES-BOURSE

## Convention entre la Cosob et l'université d'Alger pour l'ouverture d'un «master d'analyste financier»

Une convention de formation a été signée hier à Alger entre la COSOB (Commission d'Organisation et de Surveillance des Opérations de Bourse) et la Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et de Gestion (Université d'Alger 3) pour définir les modalités et les conditions de l'introduction d'un nouveau master professionnel dans la spécialité d'analyste financier.

Selon cette convention, paraphée en marge du 3ème colloque du Conseil scientifique de la Cosob, dédié aux «modes de financement alternatifs par le marché, l'Université d'Alger 3 s'engage à assurer la formation de ce master au profit des cadres des entreprises et des professionnels du marché en partenariat avec la Cosob.

Cette formation permettra à chaque étudiant d'avoir les connaissances et les compétences professionnelles pour exercer la profession d'analyste financier en ayant une synthèse de tous les concepts et méthodes analytiques dans une variété d'applications pour une analyse financière efficace, selon le Président de la Cosob Abdelhakrim Berrah.

Présent à la rencontre, le ministre des Finances Abderrhmane Raouia a invité les participants à débattre des modalités pratiques qui puissent permettre au marché financier de devenir une vraie source de financements alternatifs, tel qu'inscrit par le Plan d'action du Gouvernement. Ce Plan d'action

prévoit notamment de diversifier l'offre bancaire en élargissant les produits dits islamiques, en encourageant le leasing et en redynamisant la Bourse et le marché des capitaux, l'enjeu principal étant de mobiliser au maximum l'épargne existant actuellement hors le circuit bancaire, surtout que le pays traverse une conjoncture financière difficile, a souligné le ministre. Pour ce faire, le Gouvernement compte également diversifier l'offre boursière en y introduisant les Sukuks, c'est à dire des titres boursiers conformes à la Charia.

Les Sukuks offrent à leurs détenteurs un droit de propriété sur des titres tangibles et non pas un droit de créance, explique Nasser Hider, Directeur général d'Al Salam Bank Algeria. Les Sukuks ressemblent en fait aux actions classiques mais avec une différence fondamentale: le détenteur d'un Sakk n'entre pas dans le capital de la société émettrice, contrairement à l'actionnaire.

Les Sukuks diffère également des obligations, d'abord parce que ces dernières sont fondées sur l'émission de dettes alors que le détenteur du Sakk est un investisseur qui finance un actif tangible qui va fournir un revenu pendant une certaine période, et ensuite pour ce qui est de la rémunération, définie au préalable pour l'obligation et calculée en fonction des bénéfices pour le Sakk, précise le même expert. Les participants au colloque ont débattu des moyens techniques et juridiques nécessaires pour

la mise en place des Sukuks destinés aux entreprises. Une nouvelle loi régissant ce type d'émission boursière est actuellement en cours d'étude, a fait savoir M. Berrah.

Mais pour que la Cosob puisse donner son Visa à une émission de Sukuks, «il faut que le code du Commerce soit amendé pour introduire ces Sukuks parmi les titres que peuvent émettre une SPA et que la Loi sur la Monnaie et le Crédit explicite plus l'encrage légal concernant ce type de titres», a préconisé M. Hider. Les intervenants ont mis l'accent sur les répercussions positives qu'aurait l'introduction des Sukuks et des produits financiers alternatifs en général sur la mobilisation de l'épargne, surtout celle existant dans le marché informel.

M. Sid Ali Boukrami, ancien ministre et président du Conseil scientifique de la Cosob a quant à lui plaidé pour une large implication des sociologues dans la réflexion sur ces solutions alternatives et pour trouver les moyens de renforcer la confiance des citoyens dans le système financier du pays.

«Nous assistons à une inflation de textes régissant les finances, engendrée par une méconnaissance des comportements de la société d'où l'intérêt à impliquer les sociologues dans cette démarche», a-t-il soutenu.

## CONFÉRENCE DE HAUT NIVEAU SUR LES JEUNES ET L'EMPLOI EN AFRIQUE DU NORD

# M. Zemali présente à Genève l'expérience algérienne en matière de promotion de l'emploi de jeunes

Le ministre du Travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, Mourad Zemali a présenté mardi au siège du Bureau International du Travail (OIT) à Genève, l'expérience algérienne en matière de promotion de l'emploi des jeunes, affirmant que les questions liées à l'emploi des jeunes et à la lutte contre le chômage étaient une priorité pour le gouvernement algérien.

Intervenant lors de la séance plénière des travaux de la conférence de haut niveau sur les jeunes et l'emploi en Afrique du Nord, M. Zemali a souligné que les «questions liées à l'emploi des jeunes et à la lutte contre le chômage, est une priorité pour le gouvernement algérien», consacrée notamment à travers l'élaboration en avril 2008 d'un plan d'action pour la promotion de l'emploi et de la lutte contre chômage.

Il a relevé dans ce contexte que la stratégie actuelle de promotion de l'emploi au profit des jeunes algériens reposait sur deux principes à savoir le développement de l'esprit entrepreneurial et la promotion du travail rémunéré, avant de rappeler que les dispositifs mis en place concernaient toutes les catégories de jeunes à la recherche d'un emploi, à travers des mécanismes facilitant leur intégration dans le monde du travail par différents canaux et tenant compte de leurs capacités et qualifications.

Le ministre a ajouté que l'expérience sur le terrain a prouvé que le dispositif de soutien à la création de micro-entreprises géré par l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ) et la

Caisse nationale d'assurance chômage (CNAC), était un «important outil pour mobiliser les jeunes et les orienter vers la création d'activités», et ce grâce aux capacités «énormes» dont dispose l'Algérie, notamment dans le domaine de la sous-traitance, de l'agriculture, de l'industrie manufacturière, des services et autres.

Les jeunes bénéficiaires de ces dispositifs sont passés aujourd'hui du statut de chômeur à celui de promoteur créateur de richesses et d'emplois, et sont devenus de «véritables acteurs du développement national», grâce aux mesures incitatives mises en place par l'Etat, l'accompagnement permanent assuré par l'ANSEJ et la CNAC, ainsi que leur volonté de réussir, a fait remarquer M. Zemali.

Le deuxième dispositif reposant sur le soutien à la promotion du travail rémunéré a été réalisé, à travers le dispositif d'aide à l'insertion professionnelle au profit des jeunes demandeurs d'emploi



âgés de 18 à 35 ans, des résultats «importants» grâce aux différentes formules qu'il propose, a ajouté le ministre.

Les travaux de cette conférence ont été présentés diverses expériences sur la prise en charge de la problématique de l'emploi des jeunes et la promotion de l'emploi des jeunes en Afrique du Nord, pour les cinq prochaines années, se poursuivront jusqu'à mercredi.

M. Zemali s'entretiendra jeudi avec ses homologues égyptien et mauritanien ainsi qu'avec le directeur général du Bureau International du Travail.

## COOPÉRATION ARABO-AFRICAINE : L'Algérie dispose de moyens d'investissements «importants»

L'Algérie dispose d'importants moyens et opportunités d'investissements pouvant être concrétisés en projets dans le cadre de la coopération arabo-africaine, a indiqué hier à Amman la directrice générale de la Chambre algérienne du commerce et d'industrie (CACI).

Lors d'une séance sur «les opportunités d'investissements en Afrique et dans les pays arabes» dans le cadre du forum économique arabo-africain qu'abrite la Jordanie sous le thème «feuille de route et financement accordé pour des investissements réussis», la responsable a souligné que les parties concernées étaient convaincues que «l'Algérie dispose de moyens et opportunités d'investissements importants pouvant être concrétisés en projets dans le cadre de programmes ambitieux et promoteurs, notamment à la faveur des réductions fiscales et des mesures douanières préférentielles décidées par les autorités publiques».

Mme Bahlou, qui a fait observer que les opportunités d'investissement en Algérie «augmentent particulièrement en ce qui concerne l'investissement commun», met en exergue la composante de l'économie algérienne qui repose sur les petites et moyennes entreprises (PME) dont le nombre dépasse un million.

Elle a également mis en re-

lief les opportunités d'investissements «importantes» et les facilités accordées dans ce secteur.

Evoquant l'orientation stratégique que l'Etat entend concrétiser à travers l'activation des petits et moyens projets en Algérie durant la dernière décennie, la responsable a déclaré «nous devons réfléchir aux moyens et mécanismes à même d'intensifier le partenariat dans les petits et moyens projets d'investissements», ajoutant «nous pouvons également bénéficier du cadre que nous offre l'Union des chambres arabes pour un partenariat gagnant pour toutes les parties».

L'Algérie aspire à réaliser un taux de croissance autour de 4% en 2018 et dispose de réserves de change (103 milliards de dollars).

Mme Bahlou s'est félicitée de la présence, en Algérie, de plusieurs entreprises arabes qui aspirent aujourd'hui à des perspectives prometteuses pour accéder aux marchés africains.

Les travaux du forum économique arabo-africain ont débuté mercredi avec la participation de l'Algérie représentée par le président de la chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), Mohamed Laïd Benamor, qui participe aussi à la 125e session du Conseil de l'Union des chambres arabes et les colloques algéro-jordanien des

chambres du commerce des deux pays.

Le forum est organisé par la chambre de commerce de la Jordanie en collaboration avec l'Union des chambres arabes et le groupe libanais de l'économie et des affaires dans l'objectif de «développer les relations économiques et commerciales et les investissements arabo-africains» avec la participation de 500 spécialistes représentant 53 pays arabes, africains et étrangers.

Les participants à cette manifestation de deux jours veilleront à examiner les nouvelles opportunités de développement de la coopération dans le domaine, commerciale et d'investissement entre les pays arabes et africains à la lumière des décisions du 4e sommet arabo-africain tenu l'année dernière en Guinée équatoriale.

Prendront part à ce forum les ministres et responsables concernés par l'économie et l'investissement dans les pays arabes et en Afrique, et les responsables des chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture et la chambre de commerce arabes et étrangères, ainsi que les chambres africaines.

Les entreprises de transport et de logistique, les importateurs et exportateurs des différents secteurs de production, les banques et les institutions financières, les institutions de financement

arabes et africaines, ainsi que les organisations économiques et financières arabes et des économistes seront également présents à ce rendez-vous.

Intervenant à cette occasion, le président de la chambre de commerce arabe et de la chambre de commerce et d'industrie de Jordanie, Naël al Kabarit, a indiqué que cette rencontre «se veut une occasion pour faire la promotion des opportunités d'investissement et le climat des affaires dans les pays arabo-africains, en vue de développer et de consolider les relations arabo-africaines dans les domaines économique, commercial et culturel, car constituant une priorité stratégique sur le plan arabe et africain».

Une importante croissance a marqué la coopération commerciale entre l'Afrique et le monde arabe durant la dernière décennie, selon un rapport onusien qui prévoit une hausse du volume des échanges commerciaux à l'avenir.

Les exportations de l'Afrique vers le monde arabe ont atteint 6,5%, selon le secrétaire exécutif adjoint de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) relevant de l'Onu, économiste en chef, Abdallah Hamdouk, ajoutant que les exportations du monde arabe vers l'Afrique sont estimées à près de 5,3%.

## ALGÉRIE-USA: Signature d'un accord de subvention pour la formation des cadres de Sonelgaz

Un accord pour la subvention d'un programme de perfectionnement des cadres de Sonelgaz d'une valeur de 269.000 dollars a été signé mardi à Alger entre ce groupe public et l'Agence américaine pour le commerce et le développement (USTDA).

Signé par le P-dg de Sonelgaz, Mohamed Arkab, et le directeur par intérim de l'USTDA, M. Thomas Hardy, cette subvention finance des formations en matière de gestion et de leadership ainsi que des formations techniques pour les cadres dirigeants et cadres supérieurs de Sonelgaz afin de renforcer leurs compétences à même de contribuer à la croissance continue du secteur énergétique du pays.

C'est la compagnie américaine General Electric (GE) qui est désignée comme maître d'œuvre de la réalisation de ce programme de formation, lequel se subdivise en deux sessions organisées chaque année sur une période de quatre ans, et ce, en Algérie et aux Etats-Unis depuis 2014.

La première partie de cette session 2017 de formation de cinq (5) jours sera organisée au profit de 24 cadres supérieurs de Sonelgaz, et ce, pour la période allant du 16 au 20 octobre prochain au campus de GE à Alger.

Quant à la seconde partie de cette session, elle aura lieu au campus de GE à Crotonville (New York) en mars 2018, et ce, au profit de 8 cadres dirigeants de Sonelgaz. Il s'agit de la quatrième de session de formation assurée par GE depuis 2014, explique-t-on.

Lors de la cérémonie de signature de cet accord, le P-dg de Sonelgaz a indiqué que cette formation consacrait la continuité du partenariat en terme de formation.

«Nous sommes dans une collaboration gagnant-gagnant soutenue par l'échange des expériences, des compétences et du savoir-faire», a-t-il avancé.

Pour sa part, le directeur par intérim de l'USTDA a relevé qu'un tel accord mettait en relief l'intérêt continu des Etats-Unis pour le renforcement de la coopération avec l'Algérie.

«Les précédentes sessions de formation tenues aux Etats-Unis avaient porté sur plusieurs thèmes tels que le leadership dans l'évolution du marché mondial, la gestion, la gouvernance d'entreprise et la planification de la relève».

Quant à la formation à Alger, elle couvre le développement du leadership y compris l'endurance des dirigeants, le coaching, la gestion du changement et le récit stratégique», a-t-il détaillé.

M. Hardy a indiqué, par ailleurs, que l'USTDA saluait l'opportunité de soutenir le développement professionnel des cadres supérieurs et des cadres dirigeants de Sonelgaz.

«Ce n'est pas la première fois que l'USTDA travaille avec Sonelgaz. Notre partenariat remonte à 1998 lorsque nous avons appuyé une étude de faisabilité pour un projet d'électricité Greenfield de 1.200 MW», a-t-il renchéri.

Par ailleurs, M. Hardy a indiqué que l'USTDA avait fourni une subvention pour explorer une proposition d'installation d'un système de contrôle de supervision et d'acquisition de données (SCADA) et des liaisons de communication par fibre optique, en indiquant que l'objectif était de contrôler plus efficacement la production d'énergie, le transport et la distribution d'énergie aux niveaux national et régional. «Ces projets, y compris cet accord de financement de la formation, représentent des opportunités de coopération réciproquement bénéfiques. Sonelgaz bénéficie des meilleurs pratiques et des compétences que GE a à offrir. Alors que les cadres développent leurs compétences, l'accès à une énergie fiable se développera à travers l'Algérie», a-t-il relevé.

Pour sa part, le président général de GE Afrique du Nord-Ouest, M. Toufik Frej, a indiqué que depuis plus de 40 ans, «nos programmes de formation ont contribué à créer un vivier de professionnels talentueux en Algérie». Pour rappel, dans le cadre de l'accord de subvention conclu entre Sonelgaz et l'USTDA signé en juin 2014, un montant de 500.000 dollars a été octroyé à Sonelgaz afin de réaliser un programme de formation au management, au leadership et à la conduite des affaires au profit du personnel du groupe Sonelgaz.

## RAPPORT MONDIAL SUR LA COMPÉTITIVITÉ: L'Algérie à la 86<sup>e</sup> place

L'Algérie occupe la 86<sup>e</sup> place en matière de compétitivité pour l'année 2017/2018, selon le rapport mondial sur la compétitivité publié par le Forum économique mondial (FEM) sis à Genève.

Le rapport est une évaluation annuelle des facteurs favorisant la production, la prospérité et le développement économique dans 137 pays.

Le document souligne qu'après une décennie de crise financière mondiale, le secteur des finances reste toujours faible.

Par ailleurs, d'autres pays ont réussi à tirer profit de l'innovation, a indiqué le rapport.

L'Algérie a avancé d'une place après avoir occupé la 87<sup>e</sup> place en 2016, indique le rapport qui précise qu'en 2014, 2013 et 2012 elle était classée respectivement 79<sup>e</sup>, 100<sup>e</sup> et 110<sup>e</sup>.

Les critères d'évaluation de l'éducation et de l'enseignement ont contribué à l'amélioration du classement de l'Algérie, notamment en ce qui concerne le taux de scolarisation des enfants (53<sup>e</sup> place mondiale), le taux d'élèves admis aux centres de formation au cycle secondaire (47<sup>e</sup> place mondiale).

L'importance du marché a contribué également à l'amélioration du classement (36<sup>e</sup> place mondiale), bien que certains indicateurs continuent à impacter négativement la compé-



titivité de l'économie algérienne, notamment la transparence, les politiques adoptées (121<sup>e</sup> place mondiale), l'efficacité des conseils d'administration des entreprises (135<sup>e</sup> place), qualité des infrastructures aéroportuaires (107<sup>e</sup> place), déficit du budget (127<sup>e</sup> place) et les règles appliquées aux investissements étrangers directs (131<sup>e</sup> place).

Les prestations et les institutions financières ont aussi impacté ces résultats notamment en matière de garanties des prestations financières (126<sup>e</sup> place au niveau mondial).

Concernant le sondage sur la qualité du climat des

affaires en Algérie, l'incompétence de l'administration publique vient en tête des problèmes auxquels sont confrontés les investisseurs et les chefs d'entreprises.

Le problème d'accès au financement intervient à la troisième position, tandis que le taux d'inflation qui commence à influencer sur le climat des affaires, selon un sondage ayant concerné les chefs d'entreprises, arrive en quatrième position, présageant ainsi un retentissement de la crise économique sur le climat des affaires en Algérie.

L'indice de compétitivité mondiale repose, dans l'évaluation des économies,

sur trois types de critères influant sur la compétitivité notamment l'efficacité et la créativité.

Il se base également sur des critères secondaires, à savoir les institutions, les infrastructures de base, le climat macroéconomique, l'éducation et l'enseignement, les marchés financiers et l'importance du marché.

Le Centre de recherche en économie appliquée pour le développement (CREAD) établit un sondage annuel au profit du forum, sur un échantillon d'entreprises productives, concernant le climat des affaires.

### ALGÉRIE-ITALIE

## L'Italie et l'Algérie entretiennent un partenariat «solide»

L'Italie et l'Algérie entretiennent un «partenariat solide qui sera affermi à travers des coopérations dans le domaine industriel notamment», a affirmé mardi à Constantine l'ambassadeur d'Italie en Algérie, Pasquale Ferrara. S'exprimant au cours d'une conférence de presse, tenue en marge d'une visite aux chantiers de la société italienne CMC di Ravenna, chargée de la réalisation des gares de péages du tronçon Est de l'autoroute Est-Ouest, M. Ferrara qui a évoqué «la spécificité et la profondeur historique» des relations bilatérales, a indiqué que l'Italie œuvre «à s'impliquer dans le développement économiques de l'Algérie et à accompagner les efforts déployés dans la diversification et le développement du secteur de l'industrie».

Le diplomate italien a souligné que le gouvernement algérien s'attelle à l'amélioration de l'environnement

des affaires et à la facilitation des partenariats étrangers rappelant que son pays est engagé en Algérie dans trois (03) secteurs économiques à savoir, l'agroindustrie, l'industrie automobile et celle du ciment.

Il a, à ce propos ajouté, que l'Italie compte saisir toutes les opportunités offertes en matière de partenariat avec l'Algérie, «dans le domaine des énergies renouvelable et l'économie verte, notamment le recyclage», indiquant la volonté du constructeur italien Fiat Chrysler de s'installer en Algérie à travers un projet de montage automobile.

M. Ferrara qui a rappelé que les échanges commerciaux entre les deux pays avaient dépassé 9 milliards d'euros en 2016, a réitéré la volonté de son pays à hisser le niveau des échanges économiques avec l'Algérie. Evoquant l'exemple de la société

italienne CMC di Ravenna chargée de la réalisation de nouveaux échangeurs avec des gares de péages et des centres d'entretien sur la partie orientale de l'autoroute Est-ouest (de Bordj Bou Arreridj à la frontière tunisienne), le diplomate a souligné qu'en sus de l'impact économique, ce projet lancé en partenariat avec des algériens a permis la création de 800 emplois. L'ambassade d'Italie en Algérie a visité le chantier de la gare de péage, implanté sur le tronçon de l'autoroute Est-ouest traversant la localité d'Ain Smara, lequel selon les explications fournies, le projet affiche 50% de taux d'avancement.

La société italienne CMC di Ravenna est chargée de réaliser 14 gares de péages sur le tronçon Est de l'autoroute Est-Ouest pour un montant d'investissement de près de 34 milliards de dinars.

## RENCONTRE SUR L'INVESTISSEMENT :

## L'industrie, la pétrochimie, le BTPH et l'énergie verte, secteurs ciblés par les investisseurs allemands

L'industrie, la pétrochimie, le bâtiment et la construction et l'énergie verte, sont les secteurs les plus ciblés par les Allemands désirant investir en Algérie, a-t-on appris hier à Oran lors d'une rencontre d'opérateurs algériens et allemands.

Pour le vice-président de l'association «Euro-Méditerranée-arabe» (EMA), Layadi Abdemadjid, les opérateurs économiques allemands cherchent des opportunités d'investissement en Algérie dans les secteurs de l'industrie, la pétrochimie, de la construction et de l'énergie verte, notamment.

Pour cette visite, la troisième après celle d'Alger et Tlemcen, quatorze opérateurs économiques allemands sont présents à Oran, pour prospecter les opportunités de partenariat, a-t-il fait savoir, ajoutant qu'en réalité, ils sont des centaines en Allemagne à vouloir investir en Algérie.

Outre les secteurs cités, la formation représente un créneau à promouvoir en collaboration avec les Allemands qui pourront transmettre aux Algériens la technologie et le savoir-faire, a encore indiqué M. Layadi.

Pour Hirèche Zoubida, directrice de l'antenne d'Oran de l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI), la wilaya d'Oran recèle d'énormes opportunités d'investissement que les opérateurs allemands peuvent saisir, principalement en matière d'industrie, de tourisme, de pêche, de bâtiment, de travaux publics et d'hydraulique.

Elle a annoncé, qu'entre 2002 et fin 2016, pas moins de 3.045 projets d'investissement d'un montant global de 1.483 milliards DA ont été évalués, dans la perspective de créer 102.366 emplois.

Pour M. Djabballah, représentant de la direction de l'industrie et des mines, plusieurs opportunités s'offrent effectivement aux investisseurs, notamment en industrie, services et BTPH, soulignant qu'un partenariat gagnant-gagnant sera assuré pour les deux parties.

Présentant la situation actuelle du tissu industriel, il a fait savoir que, jusqu'à fin 2016, environ 25.064 unités industrielles ont été recensées à Oran employant plus de 119.733 salariés. En 2013, environ 22.748 entreprises ont été enregistrées employant 111.905 salariés, a-t-il mis en exergue.

Pour ce responsable, la création de PME dans le cadre du partenariat est importante dans la mesure où la densité de la PME en Algérie est en deca des standards internationaux fixés à 45 PME pour 1.000 habitants.

«En Algérie nous sommes à 10 PME pour 1.000 habitants et à Oran c'est encore moins, 9 PME pour 1.000 habitants», a-t-il révélé.

Cette rencontre, organisée par la chambre de commerce et d'industrie de l'Oranie en collaboration avec l'Association euro-méditerranéenne arabe de coopération économique a regroupé plus d'une quinzaine d'opérateurs économiques allemands dans divers créneaux et une cinquantaine de chefs d'entreprises Algériens.

Un modèle de partenariat algéro-allemand «gagnant-gagnant» a été présenté en l'occurrence, le groupe Knauf plâtre Algérie, fruit de partenariat entre le groupe cimentier algérien «ERCO» et le groupe allemand «Knauf international» depuis 2006.

Des rencontres B to B ont été organisées à l'occasion, pour faciliter les contacts entre opérateurs algériens et allemands.

### TLEMEN :

## Plusieurs opportunités d'investissement dégagées au 4<sup>e</sup> Forum économique algéro-allemand

Plusieurs opportunités d'investissement à travers la wilaya de Tlemcen ont été dégagées mardi à l'occasion d'une rencontre entre des opérateurs algériens et allemands, tenue dans le cadre du 4<sup>e</sup> forum économique algéro-allemand au Parc national de la capitale des Zianides.

Ces opportunités ont été résumées par le directeur de l'antenne locale de l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI), Amine Belarbi, qui a cité les possibilités offertes dans le domaine de l'agroalimentaire, la plastrurgie et textiles, les produits pharmaceutiques, les laiteries, les énergies renouvelables ainsi que les constructions de bâtiments et préfabriqués.

Le responsable de l'agence de Tlemcen

a, également, mentionné la pêche industrielle et l'aquaculture, les élevages ovins et bovins, les complexes d'abattages, les hôtels, les stations thermales et autres parcs d'attraction et de loisirs.

Le secteur des services offre, pour sa part, de multiples opportunités, dont le transport terrestre et maritime, les centres d'appels et data centers ainsi que la collecte et recyclage de tous types de déchets.

Ces possibilités offrent de larges éventails d'investissement et de partenariat gagnant-gagnant pour les deux parties, a indiqué Abdelmajid Layadi, vice-président de l'association EMA.

Au plan local, la coopération algéro-allemande a été concrétisée par l'ouverture, au

mois de décembre écoulé à Maghnia, d'une unité de montage de tracteurs allemands, a signalé, pour sa part, Chakib Tabet, représentant du groupe Kherbouche.

«Cela a été le fruit d'un partenariat avec la société SAME DEUTZ-FAHR», a-t-il précisé, soulignant que cette unité produit actuellement «15.000 tracteurs/an».

La délégation des opérateurs allemands offrait, de son côté, de multiples facettes économiques, à l'instar de la chimie et matières plastiques, transports maritimes de marchandises, la promotion de l'entreprenariat, installation de générateurs à turbines à gaz, la construction de bateaux et de conseils en investissement.

L'enseignant universitaire, Dib Ama-

zigh, a présenté, quant à lui, les efforts du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique pour la contribution des diplômés dans le processus du développement local. Cette rencontre est organisée par la chambre de commerce et d'industrie «Tafna» de Tlemcen, en collaboration avec l'association euro-méditerranéenne arabe de coopération économique.

Arrivant d'Alger, où ils ont tenu une séance similaire lundi, les membres de la délégation ont visité, à cette occasion, plusieurs entreprises et administrations locales versées dans l'investissement, rappelé-t-on. Ce 4<sup>e</sup> forum sera accueilli mercredi par la ville d'Oran, a-t-on fait savoir.

## BORDJ BOU-ARRÉRIDJ : Engouement particulier pour l'Institut national de formation professionnelle spécialisé dans le domaine électronique

L'Institut national spécialisé de la formation professionnelle Athmane Belazoug de Bordj Bou Arréridj a enregistré durant la dernière session professionnelle un engouement «particulier» des jeunes parmi lesquels des étudiants universitaires, a-t-on appris mardi, du directeur de cet établissement, Abdelkader Berkane.

La session de septembre courant a connu l'inscription de près de 500 jeunes, issus des différentes régions du pays dont environ 350 stagiaires ont été retenus et pris en charge dans 14 spécialités ouvertes dans le domaine électronique a précisé le même responsable.

Il a, à ce propos ajouté que le reste des demandes formulées ont été orientées vers d'autres établissements du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels. M. Berkane a expliqué cet engouement par «la qualité de la formation dispensée» dans cet Institut qui répond, selon le responsable aux «aspirations des apprenants et leur permet une meilleure intégration dans le monde du travail dans des entreprises économiques et leur offre une opportunité pour la création de projets privés dans le cadre des différents dispositifs d'aide à l'emploi décidés par l'Etat au profit des jeunes». Ce type de formation spécialisée répond aux besoins du marché du travail notamment dans cette wilaya, considérée comme la capitale de l'électronique, selon la même source. Le secteur local de la formation et de l'enseignement professionnels dispose de 19 établissements de formation dont deux (02 instituts nationaux spécialisés en formation professionnelle en plus de 11 écoles agréées spécialisées en formation.

## SIDI BEL-ABBÈS: Nécessité d'un climat adéquat pour les investissements touristiques

La wilaya de Sidi Bel-Abbès, qui recèle d'importants atouts touristiques, nécessite la création d'un climat adéquat pour l'attrait d'investissements, a déclaré mardi le wali, Tahar Hachani. Lors d'une exposition sur l'investissement touristique, le wali a affirmé que la wilaya de Sidi Bel-Abbès peut devenir une destination touristique par excellence en égard à sa position géographique, souligné que cela nécessite des investissements dans le cadre de la coopération entre les secteurs public et privé. Dans ce contexte, le même responsable a salué la politique de l'Etat visant à encourager le tourisme et à développer le secteur pour la création de richesses. Des mesures ont été prises pour développer et élargir le secteur du tourisme grâce à des incitations et des facilités encourageant les investisseurs à orienter leurs fonds vers le domaine du tourisme, à l'instar de la restauration, le divertissement, l'artisanat et autres, a-t-on indiqué. Le chef de l'exécutif a également appelé à coordonner les efforts entre les différents secteurs liés au tourisme tels que ceux des forêts, de l'agriculture et de la formation professionnelle, à fournir des assiettes foncières devant accueillir des projets touristiques et une main-d'œuvre qualifiée. Le wali a écouté lors de cette exposition, les préoccupations des investisseurs dans le secteur du tourisme les rassurant de leur accompagnement dans la réalisation de leurs projets, dans le but de créer un climat propice pour accueillir leurs activités touristiques. La tenue de cette exposition, à laquelle ont assisté des investisseurs et des porteurs de projets, intervient dans le cadre de la célébration de la journée mondiale du tourisme le 27 septembre de chaque année. Cette journée est célébrée cette année sous le slogan «tourisme durable, outil pour le développement», à l'initiative de la direction du secteur.

## LES CANTINES SCOLAIRES À CONSTANTINE: Entre couacs et ambition d'inculquer une éducation à l'alimentation

Les cantines scolaires concernent dans la wilaya de Constantine, au titre de l'année scolaire 2017-2018 pas moins de 27 000 scolarisés. Gérées pour la première fois par les APC (Assemblée populaire communale), actuellement 108 cantines scolaires sur un total de 342 sont opérationnelles, selon le directeur de l'Éducation, Mohamed Bouahali.

Ces cantines prennent en matière de restauration 31% des scolarisés du palier primaire, a précisé le même responsable qui relève toutefois que "des insuffisances en matière de gestion" sont signalées ici et là.

"Certaines cantines scolaires relevant de plusieurs communes de la wilaya nécessitent des opérations urgentes de mise à niveau, et un état des lieux est en cours d'élaboration par les services de la direction de l'Éducation pour étudier des mesures à mettre en œuvre pour remédier à cette situation", a détaillé M. Bouahali.

La gestion des cantines scolaires, depuis le choix du prestataire jusqu'à la confection des menus en passant par le fonctionnement des équipes, est un "méga chantier" pour les communes qui œuvrent, tant bien que mal, à s'adapter à cette nouvelle situation.

Dans la commune de Constantine, une somme de près de 124 millions de DA a été réservée pour la restauration scolaire à travers 106 cantines dont une centrale desservant 6 écoles, précisent les services de la direction de l'administration locale (DAL).

Actuellement, seulement 50 cantines sont fonctionnelles et le président de l'Assemblée populaire communale (P/APC) de Constantine, Mohamed Rira, a expliqué cet état de fait par des raisons "purement administratives" en rapport notamment avec "les délais que demandent les procédures des marchés et des appels d'offre pour la fourniture des denrées et l'acquisition de équipements appropriés".

L'édile a également souligné que le déficit en personnel qualifié (cuisiniers et agents de l'hygiène) pour assurer le fonctionnement des cantines scolaires "sanctionne" l'ouverture de nouvelles cantines, rappelant que le recrutement pour ces deux spécialités, dans les collectivités locales s'est interrompu depuis près de deux ans".

## MILA: Début d'exploitation partielle du périmètre d'irrigation de Teleghma

Le périmètre d'irrigation agricole de Teleghma (wilaya de Mila) vient d'entrer en phase d'exploitation partielle après l'achèvement de ses travaux, a indiqué mardi le chef service irrigation à la direction de wilaya des ressources en eau, Zaki Bencheikh El-Hocine.

L'opération concerne actuellement 2.142 hectares de ce périmètre qui s'étend au total sur 4.447 hectares répartis sur les communes d'Oued El Athmania, Oued Seggan, Teleghma et Mechira, a pré-

cisé la même source qui a souligné que la direction des ressources en eau a invité dans ce cadre 150 agriculteurs (dont 70 à Oued El Athmania) à se rapprocher de l'Office national de l'irrigation et du drainage (ONID) de Teleghma pour signer les actes de concession leur permettant d'irriguer leurs terres sur le périmètre.

L'exploitation totale de ce périmètre dont le coût d'aménagement dans le cadre du système de transfert des eaux du barrage de Béni Haroun a

atteint 4 milliards DA devra être atteinte «d'ici avril 2018» à condition que les agriculteurs respectent leurs engagements, a souligné le même cadre. Lors de son inspection récente de ce périmètre, le wali de Mila, Ahmouda Ahmed Zineddine, a insisté sur la mise en service de ce projet "fin septembre" pour répondre à la demande des agriculteurs en eau. Appelé à recevoir annuellement 38 millions m3 du barrage de Béni Haroun et à favoriser la création de 15.000 emplois permanents et saisonniers, ce périmètre

devra consolider considérablement la production agricole dans cette région déjà connue pour être une importante zone de culture de l'ail, de la pomme de terre, des carottes en plus des céréales, a soutenu le même cadre. Une commission de suivi de ce périmètre et de la saison agricole sera prochainement installée. Un total de 40.000 hectares de terres agricoles devrait être, à terme irrigués par le complexe hydraulique du barrage de Béni Haroun, est-il indiqué.



Un déficit que la wilaya Constantine, en collaboration avec la direction de la formation et de l'enseignement professionnels, tente de rattraper par l'ouverture de septembre en cours de sessions de formation de cuisinier en restauration collective pour palier le déficit, affirme-t-on à la DAL.

### Un menu pensé, une éducation à l'alimentation à inculquer

Au-delà d'une réponse à des besoins physiologiques de l'enfant, les cantines scolaires et le menu proposé aux scolarisés constitue une "éducation nutritionnelle qui permet aux enfants de découvrir des goûts et de manger varié et équilibré", a déclaré à l'APS le directeur de l'Institut de la Nutrition, de l'Alimentation et des Technologies Agro-Alimentaires (INATAA), Abdelghani Boudjelal, estimant que "le cadre demeure aussi important que le contenu de l'assiette".

Pour ce spécialiste en nutrition, les cantines scolaires sont les meilleurs lieux pour "lutter contre la réticence à goûter des aliments non familiaux".

"Les enfants boudent souvent à la maison des aliments qu'ils ne connaissent même pas et la restauration collective, l'ambiance des cantines attisent la curiosité des enfants pour goûter aux aliments et même les adopter", relève le spécialiste.

Dans ce sens, M. Boudjelal atteste que le respect strict des conditions d'hygiène dans la préparation et la présentation des menus demeure "incontournable" pour inculquer une éducation alimentaire variée, saine et équilibrée. Il souligne aussi l'importance de l'échange, du partage entre les scolarisés, les concepteurs des menus et les encadreurs. "En plus d'inciter les enfants à finir leurs assiettes, introduire un aliment, parler de ses bienfaits non seulement animent l'ambiance autour de la table mais encouragent les scolarisés à en raffoler", a-t-il soutenu.

Un budget estimé à 390 millions de DA a été dégagé au profit de la wilaya de Constantine au titre de l'exercice 2017 pour permettre aux communes de mener à bien leur nouvelle mission.

## LUTTE CONTRE LE TERRORISME

### 3 bombes artisanales détruites par les forces de l'ANP à Tébessa (MDN)

Trois (3) bombes de confection artisanale ont été détruites mardi à Tébessa par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), a indiqué hier le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'ANP a détruit, le 26 sep-

tembre 2017 à Tébessa/5ème RM, trois (3) bombes de confection artisanale» a précisé la même source. Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements de l'ANP et des éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté à Tlemcen, Ouargla, In

Guezam et Bordj Mokhtar, 15 contrebandiers et ont saisi 55 kilogrammes de kif traité, ainsi qu'un véhicule tout-terrain, 400 unités de différentes boissons et des outils d'arpillage.

Par ailleurs des garde-côtes ont intercepté à Ténès, Mostaganem et Ain Témou-

chent /2ème RM ainsi qu'à Annaba et Skikda /5ème RM, 121 personnes à bord d'embarcations de construction artisanale, tandis que 58 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Béchar, Tlemcen, In Guezam et Adrar.

APS

## LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

# Saisie de différents produits prohibés dans plusieurs wilayas

Les éléments de la Sûreté nationale ont effectué, la semaine dernière, plusieurs descentes ciblant les points noirs et les endroits suspects qui se sont soldées par des arrestations et la saisie de quantités de produits prohibés et d'armes blanches, a indiqué mardi un communiqué de la cellule de communication relevant de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

Des descentes ont été effectuées, fin de semaine dernière à Alger, Skikda, Ouargla et Saïda se sont soldées par la saisie de 923 comprimés psychotropes, 169 unités de boissons alcoolisées, 40 grammes de kif traités, 33 armes blanches ainsi que par l'arrestation de 47 suspects âgés entre 20 et 40 ans dont la plupart sont des repris de justice dans des affaires liées à la possession de drogues, d'armes blanches et de boissons alcoolisées sans autorisations.

Dans le cadre de sa lutte contre la vente illégale, notamment de boissons alcoolisées, les éléments de la police judiciaire de la wilaya de Khenchela ont saisi plus de 1100 unités.

Agissant sur la base d'informations faisant état de la circulation d'un véhicule commercial chargé d'une quantité considérable de boissons alcoolisées, les éléments de la brigade mobile de police judiciaire d'Ouled Rechache ont récupéré, après avoir fouillé le véhicule, 1116 unités de boissons alcoolisées destinées à la vente au marché noir, précise le communiqué.

Dans une opération distincte, les forces de la Sûreté nationale relevant de la wilaya de Sétif ont procédé à la saisie de 15 quintaux de tabac à chiquer contrefait.

L'opération fait suite à l'exploitation par les services de police de la sûreté de la daïra de Salah-Bey qui relève de la sûreté de la wilaya de Sétif, d'informations sûres faisant état du transport par l'un des suspects d'une quantité considérable de tabac à chiquer contrefait à bord d'un véhicule utilitaire qui a été intercepté à l'entrée sud de la ville et fouillé.

Le suspect, également conducteur du véhicule en question et qui transportait 15 quintaux de tabac à chiquer contrefait, a été transféré au siège du service, en vue de parachever les procédures de l'enquête.

Cette opération s'inscrit dans le cadre des démarches entreprises par les forces



de police, visant à juguler la criminalité sous toutes ses formes et à lutter contre les professionnels qui se livrent à ce genre d'activités commerciales.

Les Forces de police des wilayas de Khenchela et Tlemcen ont saisi une importante quantité de boissons alcoolisées estimée à 4.233 unités de différents volumes sans facturation, et ont également arrêté le suspect.

La 1ère opération a été menée suite à des informations parvenues à la police de Khenchela, selon lesquelles, un suspect se livrait à la vente illégale des boissons alcoolisées dans sa demeure. Après avoir obtenu un mandat de perquisition, les forces de police de la daïra de Kais relevant de la même wilaya se sont déplacés sur le lieu pour ensuite y saisir 4.125 unités de boissons alcoolisées de différents volumes sans autorisation et ont arrêté, par la suite, le suspect.

La 2ème opération quant à elle, remonte à samedi dernier (23 septembre),

où une tentative de contrebande d'une quantité de boissons alcoolisées à bord d'un véhicule a été mise en échec. Le suspect, âgé de 50 ans, propriétaire du véhicule et qui s'avère être un repris de du véhicule, transportait une quantité de 108 unités de boisson alcoolisée, d'un montant global de 54.000,00 DA, et qui a été saisi par la suite.

Une fois les investigations parachevées, des dossiers judiciaires ont été constitués à l'encontre du mis en cause et ont été transmis aux juridictions compétentes, ajoute le communiqué.

La Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) qui demeure mobilisée, à travers l'ensemble de ses unités réparties à travers l'ensemble du territoire national, en vue de faire face à toute tentative visant la sécurité du citoyen et de ses biens, tient à rappeler qu'un numéro vert gratuit (15 48) et un numéro de secours (17), ont été mis au service des citoyens en vue de signaler tout acte contraire à la loi.

## SELON UN COMMUNIQUÉ DE LA CELLULE DE COMMUNICATION DE LA SÛRETÉ D'ALGER

# Arrestation d'un individu impliqué dans une affaire de vol d'accessoires de plus de 14 véhicules à Alger

Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger ont procédé récemment à l'arrestation d'un individu accusé d'atteinte aux biens d'autrui, vol d'accessoires de plus de 14 véhicules, usurpation d'identité et déclarations mensongères, a indiqué mardi un communiqué de la cellule de communication de la Sûreté d'Alger.

Le mis en cause a été identifié grâce aux empreintes digitales relevées sur la voiture d'un plaignant et qui correspondaient à celles d'un suspect connu sous plusieurs identités. Les résultats de l'enquête ont permis de retrouver la carte d'identité nationale du mis en cause qui a reconnu son implication dans plusieurs délits.

L'exploitation et la comparaison des empreintes du suspect avec celles conservées dans la base de données du système AFIS ont montré une correspondance totale avec les empreintes d'un repris de justice impliqué dans 12 affaires de vol d'accessoires de voiture.

Le mis en cause a été déféré devant procureur de la République qui a ordonné sa mise en détention provisoire.

## GUELMA :

# Un mort dans une collision entre une moto et un camion à Héliopolis



Une (1) personne a trouvé la mort dans un accident de la circulation à Héliopolis (5 km au Nord de Guelma), a-t-on appris mardi de la cellule de l'information et de la communication de la direction de la Protection civile.

L'accident s'est produit au village «Boudjoul» a précisé la même source suite à une collision entre une moto et un camion causant de graves blessures au conducteur de la moto, âgée de 22 ans.

La victime, évacuée par les éléments de la Protection civile, a succombé à ses blessures à son admission à l'hôpital El Hakim Okbi du chef-lieu de wilaya.

Les services de Sûreté territoriale-ment compétents ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances exactes de cet accident de la circulation.

APS

## BORDJ BOU-ARRÉRIDJ :

# La gestion des déchets ménagers confiée aux deux centres d'enfouissement techniques de la wilaya

Les services des deux centres d'enfouissement techniques (CET) de Bordj Bou-Arréridj ont été chargés de la gestion des déchets ménagers des quartiers du chef lieu de wilaya, a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya.

Cette décision, entrée en vigueur dès cette semaine, a été prise par le wali, Salah El Afani, "suite au déficit constaté dans la gestion de ce dossier par les services de la commune et les doléances exprimées par les citoyens dénonçant un cadre de vie entaché par des amas impressionnants de déchets", a souligné la même source. Le chef de l'exécutif local a appelé les services de la commune à mettre à niveau les espaces publics ainsi qu'à œuvrer à donner un aspect attrayant aux quartiers, citant à titre d'exemple la localité Boumargued située à l'entrée est de la wilaya, a-t-on détaillé. Le wali a également mis l'accent sur l'importance d'impliquer et de concerter les citoyens à chaque opération d'aménagement ciblant leurs cités, a-t-on encore noté. La wilaya dispose de deux centres d'enfouissement technique, le premier implanté à Boumergued, et le second dans la commune d'Aïn Taghrout (est de la wilaya) en plus d'une décharge publique intercommunales dans la commune de Rabta, a-t-on rappelé, précisant que la décharge de Medjana a été évacuée et convertie en une zone d'activités.

## ALGER

# Arrestation de plus de 500 individus impliqués dans des affaires de trafic de drogue

Les services de Sûreté de la wilaya d'Alger ont arrêté, du 17 au 25 septembre en cours, plus de 500 individus impliqués dans des affaires de trafic de drogue, a indiqué, mardi, un communiqué de la Cellule de communication de la Sûreté de wilaya. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité urbaine, les services de sûreté de la wilaya d'Alger ont traité plusieurs affaires au cours de la période allant du 17 au 25 septembre dont 514 affaires liées au trafic de drogue et de comprimés psychotropes qui se sont soldées par l'arrestation de 333 indivi-

du et la saisie de 1,2 kg de kif traité, 126 plaques de résine de cannabis et 63 joints, a précisé la même source. En outre, 155 affaires relatives au port d'armes blanches ont été traitées. 159 individus suspects ont été arrêtés et 219 armes blanches de différents type et calibre ont été saisies, ajoute la même source. Par ailleurs et dans un autre communiqué rendu public par la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) et dans le but d'éradiquer les réseaux criminels, les forces de police, relevant de la sûreté de la wilaya d'Alger, ont mené des descentes dans

plusieurs quartiers populaires, notamment dans les points noirs et les lieux suspects.

Ces opérations se sont soldées par l'arrestation de 99 individus accusés de détention et trafic de drogue et port d'armes blanches prohibées, et la saisie d'une quantité importante de kif traité et de comprimés psychotropes et de 33 armes blanches de différents types ayant été utilisées dans des actes de cambriolage et d'agressions contre les citoyens, conclut le communiqué.

## BATNA

# Saisie de 3.440 euros à l'aéroport international «Mostefa-Benboulaïd»

La brigade des douanes de l'aéroport international «Mostefa Benboulaïd» de Batna a saisi un montant en devise de 3.440 euros, a indiqué mardi le chef de l'inspection divisionnaire des douanes, Amar Belhache. L'opération a été menée lundi après-midi au cours d'une fouille ordinaire d'un voyageur trentenaire arrivé à bord du vol reliant Marseille (France) à Batna, a précisé la même source. Selon la même source, la personne mise en cause n'a pas déclaré le

montant en question, qui a été retrouvé soigneusement caché dans ses bagages avec des bijoux en or de fabrication étrangère totalisant 185 grammes. M. Belhache a fait en outre état de la saisie de livres, de photos et d'affiches de prosélytisme d'une secte qu'une personne a tenté d'envoyer dans un colis aérien sur le vol reliant la ville française de Lyon à Batna. Toutes les mesures ont été prises lors des opérations avec l'information des services compétents.

## IRLANDE L'Irlande organisera un référendum sur l'avortement au printemps 2018



Le gouvernement irlandais a annoncé mardi la tenue d'un référendum sur l'avortement en mai ou juin 2018, alors qu'il est actuellement illégal sauf en cas de menace pour la vie de la mère.

«Le gouvernement s'est mis d'accord sur un programme de référendums portant sur des amendements constitutionnels», dont un «référendum sur le huitième amendement, en mai ou juin 2018», a dit le gouvernement dans un communiqué.

Le huitième amendement garantit «le droit à la vie de l'embryon, en tenant compte du droit égal à la vie de la mère». Le Premier ministre Leo Varadkar, ar-

rivé au pouvoir en juin, avait jugé cette loi «trop restrictive».

L'avortement a toujours été illégal en Irlande, mais son interdiction n'a été insérée dans la constitution qu'en 1983, après avoir recueilli 67% des suffrages lors d'un référendum.

En 2013, l'Irlande a quitté le cercle très restreint des pays européens où l'avortement est totalement interdit, mais ne l'autorise qu'en cas de danger pour la mère. Le viol, l'inceste ou la malformation du fœtus ne sont pas des raisons légales d'avorter, et une telle intervention constitue un crime passible d'une peine de 14 ans de prison.

## OEUFS CONTAMINÉS: L'Union européenne va travailler sur un nouveau plan de gestion de crise

La Commission européenne va plancher sur un nouveau plan de gestion des crises sanitaires en réponse au scandale des oeufs contaminés qui a éclaté pendant l'été, écartant toute sanction contre des Etats membres, a-t-elle annoncé mardi.

«Ce n'est pas une affaire de sanctions», a déclaré le commissaire européen à la Santé Vytenis Andriukaitis, précisant que chaque Etat membre avait agi dans le cadre de sa législation nationale.

Le commissaire Andriukaitis s'est exprimé à la sortie d'une réunion entre hauts responsables sur cette crise des oeufs contaminés, dont une dizaine de ministres venus en personne, présentée non comme une réunion d'urgence mais comme une rencontre pour «tirer des leçons».

La contamination d'oeufs et produits transformés au fipronil, un anti-parasite interdit dans la chaîne alimentaire, a touché 25 des 28 pays de l'UE (à l'ex-

ception de la Croatie, de la Lituanie et du Portugal).

Elle est liée à l'utilisation frauduleuse de fipronil dans des poulaillers traités contre le pou rouge par une entreprise néerlandaise, liée à un fournisseur belge de produits sanitaires. Ces deux sociétés sont visées par des enquêtes judiciaires en Belgique et aux Pays-Bas. Les deux pays ont été pointés du doigt pour ne pas avoir alerté plus rapidement des risques de contamination.

La Belgique, premier pays à s'être inquiété après qu'un éleveur eut décelé la présence du fipronil dans ses oeufs, a d'abord communiqué avec les Pays-Bas via le réseau de lutte contre la fraude alimentaire (FFN). Il a ensuite fallu plusieurs semaines avant que l'alarme ne soit donnée au niveau européen, via une autre plateforme, le RASFF. Système d'alerte rapide pour les denrées alimentaires et aliments pour animaux.

La Commission s'est engagée à «développer un plan de gestion pour des incidents liés à l'alimentation humaine et animale», dans lequel son rôle de coordination serait renforcé.

Elle s'est donnée aussi comme «priorité» de mieux lier les deux systèmes d'alerte, FFN et RASFF, et examinera la possibilité de les combiner sur une plateforme commune.

Les participants à la réunion de mardi se sont également mis d'accord pour travailler à la création de postes d'officiers de liaison, «points de contacts» sur des dossiers alimentaires. Cinq Etats membres parmi les plus touchés par la crise – la France, l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas et l'Autriche – avaient présenté une série de mesures pour améliorer la circulation de l'information entre Etats membres, soutenant notamment l'idée des officiers de liaison.

APS

## TUNISIE : Conférence internationale «Femmes et pouvoir local»

Une conférence internationale sur la participation des femmes au pouvoir local se tient depuis mardi à Tunis.

Intitulée «Femmes et pouvoir local», la rencontre internationale de deux jours dissèque la participation des femmes au pouvoir local, l'échange des expériences et le rôle des différents acteurs dans le renforcement de la participation des femmes à ce pouvoir.

Evoquant la nécessité de renforcer la participation de la femme tunisienne au pouvoir local, Nezih Labidi, ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfance a rappelé que le Chapitre VII de la constitution tunisienne de 2014 énonce des changements considérables. Mme Labidi a notamment fait référence à l'article 34 selon lequel «l'Etat veille à garantir la représentativité des femmes dans les assemblées élues», et à l'article 46 qui stipule de protéger leurs droits, garantir l'égalité entre hommes et femmes et renforcer la parité.

La ministre a mis l'accent sur l'effort de son département en faveur du renforcement de la participation de la femme tunisienne au pouvoir, affirmant que des mécanismes ont été mis en place afin d'appliquer les lois favorisant la parité, dont l'élaboration d'une stratégie portant sur l'appui de la prise de décision de la femme rurale. Plus de 3000 familles rurales ont été formées, dans ce cadre, pour la préparation des femmes au leadership, a-t-elle précisé.

«L'implication de la femme au pouvoir local impose de procéder d'abord à assurer l'autonomisation économique de la femme», a souligné la ministre. «1736 projets réalisés par des femmes ont été financés, en fin du mois d'août, par le ministère en collaboration avec la banque tunisienne de solidarité (BTS), dans l'objectif d'assurer



une émancipation économique des femmes et de leurs familles», a ajouté Labidi.

De son côté, Riadh Mouakhar, ministre des Affaires locales et de l'Environnement, a mis en relief la nécessité de la quête des pistes d'appui au rôle de la femme tunisienne dans le pouvoir local, citant l'exemple des prochaines échéances politiques en Tunisie, en l'occurrence les élections municipales. Cette étape, a-t-il expliqué, est une opportunité pour consacrer les principes de la constitution. M. Mouakhar a rappelé, dans ce même cadre, que son département a veillé à améliorer et à mettre en place les mécanismes et les législations afin de les adapter à ce principe de parité, en intégrant l'approche genre dans tous les programmes du ministère et en veillant, aussi, à assurer l'égalité entre la femme rurale et la femme citadine. Près de 300 femmes ont été formées dans le cadre de la préparation des femmes tunisiennes à devenir des actrices politiques, a-

t-il précisé.

Pour sa part, William Massolin, chef du bureau du Conseil de l'Europe en Tunisie a affirmé qu'il faut que ce cadre législatif tunisien soit mis en application pour consacrer l'égalité des chances dans la participation au pouvoir.

Il a évoqué, à cette occasion, l'importance de l'échange des expertises et de la comparaison des situations en la matière entre les différents pays.

Cette conférence internationale organisée à l'initiative du ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance et du ministère des Affaires locales et de l'Environnement a réuni différents participants, dont des responsables gouvernementaux et des institutions publiques, des collectivités locales, des parlementaires, des experts internationaux, des représentants de missions diplomatiques et d'organisations internationales, ainsi que des organisations de la société civile et du secteur académique.

## JOAILLERIE Le plus gros diamant brut du monde vendu pour 53 millions de dollars

Le plus gros diamant brut au monde a été acheté par le joaillier britannique Laurence Graff pour 53 millions de dollars (45 millions d'euros) auprès de la compagnie canadienne Lucara Diamond. Le groupe d'extraction de diamants Lucara s'est dit mardi sur son compte Twitter «heureux» d'annoncer la vente de ce diamant de 1.109 carats. Graff Diamonds, la société de Laurence Graff, a précisé dans un communiqué que les négociations sur cette

acquisition avaient duré un an.

«Notre équipe d'artisans hautement qualifiés va s'appuyer sur de nombreuses années d'expérience en travaillant jour et nuit pour garantir que nous rendons justice à ce remarquable cadeau de Mère Nature», a déclaré M. Graff.

La pierre précieuse avait fait l'objet d'une vente aux enchères en juin 2016 chez Sotheby's à Londres mais n'avait alors pas trouvé d'acheteur, faute

d'avoir atteint le prix de réserve de 70 millions de dollars. Le diamant de la taille d'une petite balle de tennis et baptisé «Lesedi La Rona» (notre lumière) en langue Tswana) a été découvert en novembre 2015 par Lucara au Botswana, le pays étant le deuxième producteur de diamants au monde après la Russie. C'est le plus gros diamant découvert depuis plus de 100 ans et le premier de cette taille à avoir jamais été proposé aux enchères.

Le record historique du plus gros diamant au monde est toujours détenu par le légendaire «Cullinan» de 3.016,75 carats, découvert en 1905 en Afrique du Sud. Il avait été transformé en neuf diamants pour les Joyaux de la Couronne britannique.

Le même jour de la découverte du «Lesedi La Rona», une autre pierre de 830 carats a été trouvée au Botswana, le troisième plus gros diamant au monde.

## MÉTÉO L'ouragan Irma a fait 72 morts en Floride et 40 morts aux Caraïbes

L'ouragan Irma qui a frappé la Floride le 10 septembre a fait au moins 72 morts dans cet Etat du sud des Etats-Unis, selon un nouveau décompte établi mardi à partir des différentes données diffusées par les autorités locales.

Le porte-parole des services de secours de l'Etat, Alberto Moscoto, a communiqué mardi aux médias

un bilan officiel de 54 morts. Ce chiffre ne comprend cependant pas les huit victimes recensées jusqu'à présent dans l'archipel des Keys, ni celles de la maison de retraite près de Miami où dix personnes âgées sont décédées en raison d'un manque d'électricité.

Les victimes sont principalement décédées de noyade, de trau-

matismes, résultant pour certains d'accident de la circulation et d'intoxication au monoxyde de carbone, un drame fréquent lors de l'utilisation de générateurs électriques d'intérieur. Irma a également tué au moins 40 personnes dans les Caraïbes portant le bilan de son passage à au moins 112 morts.

## MEXIQUE: 14 personnes assassinées par un «groupe armé» dans un centre de désintoxication à Chihuahua



Au moins 14 personnes ont été tuées et huit blessées mardi soir à Chihuahua, dans le nord du Mexique, lors de l'attaque par un «groupe armé» d'un centre de réinsertion pour toxicomanes, a annoncé la police locale.

«Un groupe armé est entré dans le centre de réinsertion Uniendo Familias et a tiré sur les patients, tuant 14 personnes et en blessant huit» avec des fusils d'assaut, a précisé dans un communiqué le secrétaire à la sécurité de la ville de Chihuahua, capitale de l'Etat du même nom. Environ 25 personnes se trouvaient dans le centre au moment de l'attaque. L'Etat de Chi-

huahua, qui partage une large frontière avec les Etats-Unis, est l'un des Etats mexicains les plus touchés par les violences liées au trafic de drogue et où opère le cartel de Juarez, rival d'autres groupes criminels comme le cartel de Sinaloa. Ces dix dernières années, au moins une demi-douzaine d'attaques ont eu lieu contre des centres de réinsertion, dans le cadre de règlements de comptes entre bandes rivales estimant que leurs ennemis se cachent dans ces centres, selon les autorités. Depuis le début de la guerre contre les cartels lancée par le gouvernement mexicain en 2006, les violences ont fait plus de 200.000 morts ou disparus dans le pays.

## INDE : 7 morts dans un accident de la route

Au moins sept personnes ont été tuées et une dizaine d'autres blessées mercredi dans un accident de la route dans l'Etat indien du Rajasthan (ouest), selon la police locale.

«L'accident s'est produit lorsqu'une voiture a percuté à toute vitesse un groupe de pèlerins dans la région de Dhaulpur ce matin,

après que le conducteur a perdu le contrôle du véhicule», a précisé un responsable de la police.

Sept personnes sont mortes sur place, et les blessés ont été transportés à un hôpital voisin par des habitants locaux. «Le bilan pourrait encore s'alourdir, plusieurs blessés se trouvant dans un état critique», a ajouté le responsa-

ble. Il s'agit du troisième grave accident de la route dans le même Etat au cours du mois de septembre.

L'Inde détient le record de la plus forte mortalité routière. Les principales causes d'accidents sont les mauvaises habitudes au volant et le mauvais entretien des routes et des véhicules.

## SUÈDE : 4 personnes blessées dans une collision d'un train avec un tank au sud de Stockholm



Un train qui transportait 70 passagers a déraillé après être entré en collision avec un tank près de Trosa, au sud de Stockholm. Quatre personnes ont été blessées, a rapporté mardi la télévision suédoise. La collision a eu lieu entre Lastringe et Vagnharad, dans la zone où l'exercice militaire Aurora 17 est en cours. «Trois personnes du véhicule militaire ont été blessées», selon la même source.

Les blessés ont été acheminés vers les hôpitaux, et les services de secours, les ambulanciers et la police travaillent sur le site, selon la télévision suédoise. L'exercice militaire Aurora 17 se déroule actuellement dans la région et il était prévu qu'il aurait un impact sur le trafic local. Les forces armées suédoises ont confirmé que la collision s'est produite avec un de leurs tanks Panzerterranbil.

## ÉDUCATION Des millions d'enfants incapables de lire ou compter malgré une scolarisation de plusieurs années

Dans les pays à revenu faible et intermédiaire, des millions d'enfants ne savent ni lire, ni écrire, ni résoudre des opérations de mathématiques élémentaires même après avoir passé plusieurs années sur les bancs de l'école, a révélé mardi la Banque mondiale. «Cette crise de l'apprentissage scolaire accentue les disparités sociales au lieu de les réduire», constate-t-elle dans un rapport. «Les jeunes élèves déjà défavorisés par la pauvreté, les conflits, leur genre ou un handicap entrent dans la vie adulte sans avoir acquis ne serait-ce que les compétences de base», ajoute-t-elle. Lorsqu'on a demandé à des élèves de troisième année de l'école primaire au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda de lire en anglais ou en swahili une phrase simple du genre «Le nom du chien est Fido», les trois quarts d'entre eux n'ont ainsi pas compris ce qu'elle voulait dire. «Dans les campagnes indiennes, près de trois quarts des élèves de troisième année du primaire n'ont pas pu faire une opération de soustraction à deux chiffres telle que 46-17», selon un autre exemple. «En cinquième année du primaire, la moitié en était toujours incapable». La Banque mondiale note en outre que malgré une amélioration des compétences des Brésiliens âgés de 15 ans, au rythme actuel, ils n'atteindront pas la note moyenne en mathématiques des pays riches avant 75 ans. Et il leur faudra 263 ans pour atteindre le niveau moyen en lecture. «Cette crise de l'apprentissage (scolaire) est d'ordre moral et économique», a commenté Jim Yong Kim, président de la Banque mondiale, observant qu'un bon apprentissage scolaire était notamment synonyme de «perspective d'emploi». Le rapport ajoute que, selon les évaluations internationales de référence en matière de lecture, de calcul et d'écriture, les notes de l'élève moyen d'un pays pauvre sont inférieures à celles de 95% des élèves de pays à revenu élevé. Et, pour les élèves affichant d'excellentes performances dans certains pays à revenu intermédiaire, leur niveau équivalait seulement au niveau inférieur des élèves d'un pays plus riche.

Le rapport souligne cependant que des progrès importants peuvent être réalisés dès lors que «l'apprentissage scolaire devient une priorité pour les dirigeants». La Corée du Sud est citée en exemple car la scolarisation pour tous a été mise en place en 1995 avec un enseignement de qualité jusqu'au secondaire, si bien que ses jeunes se hissent désormais au plus haut niveau dans les classements internationaux alors que le pays avait un taux d'alphabétisation extrêmement faible au début des années 50. Les résultats du Vietnam sont aussi élogieux: à un test de suivi des acquis des élèves du second cycle du secondaire en mathématiques, science et lecture de l'OCDE réalisé en 2012, les résultats ont montré que ses jeunes de 15 ans avaient le même niveau que ceux d'Allemagne bien que ce pays soit nettement plus pauvre.

APS

## INDONÉSIE : Adoption d'un plan pour dérouter des avions en cas d'éruption du volcan Agung



Les autorités indonésiennes se tiennent prêtes à dérouter des avions à destination de Bali, où un volcan pourrait entrer en éruption à tout moment, a indiqué hier le ministre des Transports.

Le mont Agung, à un peu plus de 3.000 mètres d'altitude et situé à environ 75 kilomètres des principales destinations touristiques de Kuta et Seminyak, gronde depuis le mois d'août et pourrait entrer en éruption pour la première fois depuis plus d'un demi-siècle.

L'aéroport international de Denpasar, la capitale de Bali, qui accueille chaque année des millions de touristes, n'est pas affecté pour le moment. Mais plusieurs pays de la région Asie-Pacifique, parmi lesquels Singapour et l'Australie, ont émis des recommandations de prudence aux voyageurs.

Anticipant une éruption, les autorités indonésiennes prévoient de dérouter les vols à destination de Bali vers dix autres aéroports, notamment sur l'île voisine de Lombok mais aussi vers la capitale Jakarta, sur l'île de Java.

«Les avions seront dérottés vers l'endroit le plus proche», a déclaré le ministre des Transports, Budi Karya Sumadi.

Plus de 100 autocars sont prêts pour évacuer des touristes qui se-

raient bloqués à Bali vers l'île de Lombok, selon le ministère des Transports. Des compagnies aériennes surveillent de près la situation et certaines anticipent une éruption qui provoquerait le dégagement de nuages de cendres dangereux pour le trafic aérien.

Singapore Airlines a ainsi proposé aux passagers ayant acheté un billet d'avion pour se rendre à Bali entre le 23 septembre et le 2 octobre de modifier la date de leur vol ou de solliciter un remboursement. Le niveau d'alerte maximale à Bali avait été décrété le 22 septembre par les autorités indonésiennes, qui recommandent de rester à plus de neuf kilomètres du cratère du volcan, loin des zones touristiques.

Plus de 80.000 habitants du district de Karangasem, le plus proche du volcan, et au-delà, ont été évacués ces derniers jours dans des refuges temporaires, alors que l'activité sismique est forte. En surface, un faible dégagement de fumée blanche au-dessus du volcan est visible. La dernière éruption du mont Agung remonte à 1963. Le volcan avait craché des cendres jusqu'à Jakarta, à environ 1.000 km. Plusieurs éruptions avaient alors fait près de 1.600 morts au total.

## CHILI: Un séisme de magnitude 5,1 secoue la région de Bio-Bio

Un tremblement de terre de magnitude 5,1 sur l'échelle de Richter a été enregistré mardi dans la région de Bio-Bio, au sud de Santiago, ont annoncé des sources officielles, sans faire état de dégâts matériels ou de pertes humaines.

Selon le Centre national sismologique de l'Université du Chili, le séisme a été ressenti mardi à 09h14 HL (23h14 GMT) et son épicerentre a été localisé à 60 kilomètres à l'ouest de la localité de Lebu à une profondeur de 33,8 kilomètres. Pour sa part, le Bureau national chilien des urgences (Onemi) a précisé, dans son rapport, que ce tremblement de terre n'a pas fait de victimes ou de dégâts matériels.

Le Chili a récemment placé sous sur-



veillance la faille de San Ramon qui pourrait provoquer à tout moment un séisme majeur, qui frapperait de plein fouet la capitale Santiago. Dans un des pays les plus sismiques au monde, le projet de suivi de la faille de San Ramon, prévu pour durer jusqu'en 2019, vise essentiellement à contrecarrer cette menace réelle: un séisme d'ampleur affecterait directement Santiago, capitale de sept millions d'habitants. Longue

d'au moins 30 kilomètres, cette faille peut provoquer des séismes au moins deux ou trois fois plus forts que le tremblement de terre de 2010, qui avait atteint une magnitude de 8,3 à Santiago, et 8,8 à son épicerentre, dans la région de Bio-Bio, provoquant l'évacuation d'un million de personnes. La région de Coquimbo a été la plus touchée par ce séisme, qui a causé quinze morts, 2.500 maisons détruites et 30.000 sans-abri.

# SE COUCHER TÔT, LA MEILLEURE ASTUCE POUR TENIR SES RÉOLUTIONS

*Vous avez l'intention de prendre de nouvelles habitudes en 2015 ? Dans ce cas, commencez par bien dormir. Le manque de sommeil ruine toute notre bonne volonté, selon une étude.*

Pour la nouvelle année, vous vous êtes préparé une liste de bonnes résolutions : dépenser moins d'argent dans du shopping, reprendre le sport, arrêter de fumer... Ces projets pourraient bien être sérieusement mis à mal par un état de fatigue prononcé.

Richard Wiseman, psychologue à l'Université de Hertfordshire, au Royaume-Uni recommande 7 heures de sommeil par nuit au minimum si on veut tenir ses résolutions. Après avoir interrogé un panel de 1 000 adultes sur leur sommeil et leur capacité à tenir leurs résolutions, le spécialiste est arrivé à la conclusion que le manque de sommeil venait à bout de la volonté et de la motivation à

entreprendre des changements. En effet, 60 % des sondés qui dormaient en moyenne huit heures par nuit ont réussi à tenir leurs résolutions, contre 44 % chez les petits et mauvais dormeurs.

Sans surprise, le manque de sommeil et la fatigue accumulés ont poussé les participants à faire l'inverse de leurs résolutions, comme grignoter des sucreries au lieu d'aller faire du sport.

## Le matin au lit, la gym le soir

Garder son self-control et persévérer dans ses décisions comme celle de faire un régime, passe donc par une bonne nuit de sommeil. Le psychologue recommande d'ailleurs de rester plus long-

temps au lit plutôt que de se forcer à faire du sport le matin. A la place, il conseille de réserver un créneau gym en fin de journée. "Le cerveau a besoin d'énergie pour faire quelque chose qu'on n'a pas vraiment envie ou qu'on arrive difficilement à faire. Or, si on est en manque de sommeil, on ne dispose pas de l'énergie suffisante. Les personnes qui décident d'aller à la gym le matin par exemple finissent par renoncer car le fait de se lever tôt pour faire du sport les prive de sommeil".

Les mauvais dormeurs sont prévenus : trouver un bon sommeil est finalement la première résolution à satisfaire si on veut assurer toutes les autres.



## Etre créatif, le meilleur des anti-stress !

Non, la créativité n'est pas réservée à quelques initiés ! Elle est en chacun de nous et procure à tous bien-être et équilibre, tout en renforçant l'estime de soi. Et ce n'est pas un hasard si le "do it yourself" a le vent en poupe. Pas moins de 553 000 blogs sont consacrés au "do it yourself". Un tel succès s'explique aisément : tricoter une écharpe, personnaliser une robe ou rajouter un vieux buffet apporte l'immense satisfaction d'avoir créé quelque chose de ses mains. Une pièce unique qui nous distingue et renvoie à des gestes ancestraux. Toute occupation manuelle allie détente et fierté. Elle permet de percevoir et d'exprimer ce qu'il y a de beau en nous.

On peut aussi simplement dessiner ou colorier (mandalas...), ce qui permet d'exprimer sa personnalité dans le choix des couleurs et réveille l'énergie créatrice. Le plus important, c'est d'être

totalemment immergé dans une activité qui nous enchante : elle procure alors les mêmes bénéfices que la méditation et l'on renoue ainsi avec son âme d'enfant.

### Danser, une vraie thérapie du bien-être

On n'y pense pas forcément sous cet aspect, mais danser est aussi une activité artistique qui réveille les forces de vie. Que ce soit danser seule dans sa cuisine pour se "lâcher" et exprimer sa féminité, évoluer en couple pour le plaisir d'accrocher son corps avec celui du partenaire, ou encore au milieu d'un groupe en harmonie avec la musique et les autres, c'est l'un des remèdes les plus dynamisants. "Une étude a comparé les effets des médicaments anti-dépresseurs à ceux

d'un cours de tango. La danse faisait mieux !", constate le Pr Michel Lejoyeux, psychiatre.

### Pimenter sa vie d'un brin de fantaisie

Pour doper le goût de vivre et l'estime de soi, il convient de saupoudrer un peu d'inédit dans sa vie. "Il faudrait lister ce qui nous fatigue et alléger un peu ces obligations pour donner plus de place à ce qui nous plaît", conseille le Pr Michel Lejoyeux. Et si l'on ne connaît même plus ses desirs ? Changer d'itinéraire pour redécouvrir sa ville "en touriste", mettre de la couleur dans la maison ou sur soi, s'offrir une séance inhabituelle de détente en piscine, il en faut peu pour les réveiller. "Si l'on amorce son cerveau, cela fait bouillir de nettes et les envies viennent", assure Michel Lejoyeux.

## LE MANQUE DE SOMMEIL AUGMENTE LE RISQUE DE TOMBER MALADE

Le manque de sommeil détruit nos cellules et augmente le risque de tomber malade, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue scientifique Sleep. Et ce sont celles du foie, du poumon et de l'intestin grêle qui sont les touchées. Mais pour limiter les lésions cellulaires, il suffirait de deux jours de récupération.

Les chercheurs du Medical College of Wisconsin (Etats-Unis) ont privé des rongeurs de sommeil en diminuant de 35% la durée de leur nuit ou en les empêchant totalement de dormir. Puis, les rats ont pu récupérer et dormir pendant deux jours. Les résultats de

l'étude révèlent que la privation totale de sommeil entraîne chez les rats un stress oxydatif de 39% supérieur à la valeur normale. Et qu'il était encore plus élevé pour les cellules du foie (+147%), des poumons (+66%), et de l'intestin grêle (+45%). Lors de la privation partielle du sommeil, ce stress oxydatif a été constaté, mais dans une moindre mesure.

"C'est donc une preuve « physique », sur l'animal, de la relation entre privation de sommeil et dommages cellulaires et risques de maladies, confirmant ainsi que les troubles du sommeil sont des facteurs de risque de maladies cardiovasculaires et de cancers

", conclut le Dr Carol Everson, professeur de neurologie, de biologie cellulaire, de neurologie et d'anatomie au Medical College of Wisconsin. Mais, les chercheurs ont aussi constaté que deux jours de récupération permettent de rétablir l'équilibre et réduire les lésions cellulaires.

### Les troubles du sommeil, un problème de santé public

Les troubles du sommeil touchent aujourd'hui 20% de la population des pays industrialisés. Ils sont responsables d'un grand nombre de troubles de santé. En effet, la ca-

rence en sommeil peut être responsable d'accidents de voiture, de catastrophes industrielles, de troubles métaboliques, et de problèmes cardiaques. De plus, les personnes en manque de sommeil ont un risque plus élevé de développer des maladies chroniques comme l'hypertension, le diabète, la dépression, l'obésité et le cancer. Ils subissent aussi une mortalité précoce accrue. Plus d'un tiers des Français (34%) ont consulté un spécialiste pour leurs troubles du sommeil, selon un récent sondage d'Opinion Matters pour Withings, une société qui fabrique le réveil intelligent Withings Aura.

**Malformation congénitale : la pollution atmosphérique, une cause confirmée**



Une nouvelle étude israélienne réaffirme le lien entre pollution atmosphérique durant la grossesse et malformations congénitales. Elle a porté à la fois sur les conceptions naturelles et sur les grossesses suite à une procréation médicalement assistée (PMA).

Nul n'est sans savoir que la pollution atmosphérique nuit à la santé, et particulièrement à celle du bébé exposé in utero à un environnement pollué. Pour autant, on ne sait pas toujours exactement quel est l'effet de cette pollution sur la grossesse et sur l'enfant à naître.

Une étude de l'Université de Tel Aviv (Israël) apporte de nouvelles preuves sur le lien entre une exposition élevée à la pollution de l'air pendant la grossesse et un risque accru de malformations congénitales chez l'enfant à naître. Cette étude, publiée dans la revue scientifique Environmental Research, est la première à s'intéresser aux grossesses issues de procréations médicalement assistées (PMA).

L'équipe de recherche a analysé les données de 216 730 naissances en Israël, qui ont eues lieu entre 1997 et 2004. Ces informations ont ensuite été confrontées aux données de pollution de l'air, en particulier concernant les niveaux de dioxyde de soufre, de particules fines, d'oxydes d'azote et d'ozone. Elles ont été obtenues grâce aux stations de surveillance de l'air du pays.

Pour chaque femme, l'exposition à la pollution atmosphérique durant la grossesse a été évaluée selon son lieu de résidence.

C'est ainsi que les chercheurs ont constaté que l'exposition aux particules fines et aux oxydes d'azote tout au long de la grossesse était associée à un risque très élevé de malformations congénitales. Les particules fines entraîneraient des anomalies du système circulatoire, et les oxydes d'azote des anomalies des organes génitaux.

Pour les grossesses issues de PMA, ce sont les expositions au dioxyde de soufre et à l'ozone qui sont associées, mais de manière plus faible, à un risque de malformations congénitales.

**OBÉSITÉ : L'ANNÉE DE NAISSANCE EST AUSSI À PRENDRE EN COMPTE POUR ÉVALUER LE RISQUE**

*En plus du risque génétique et de l'IMC, il faudrait aussi prendre en compte l'année de naissance du patient pour évaluer correctement son risque d'obésité, déclarent des chercheurs américains dans une nouvelle étude.*

Il est désormais avéré, au sein de la communauté scientifique, que le fait d'avoir une certaine année du gène FTO, lié à la combustion des graisses, prédispose à l'obésité. Cependant, selon une nouvelle étude publiée dans la revue scientifique Proceedings of the National Academy of Sciences, le risque lié à l'obésité doit aussi être précisé en fonction de l'année de naissance du patient.

Les chercheurs du Massachusetts General Hospital (Etats-Unis) ont analysé les données d'une large étude nommée Framingham Offspring Study, menée de 1974 à 2008, sur des volontaires âgés de 27 à 63 ans au début de l'étude. L'IMC (Indice de masse corporelle) des participants a été mesuré 8 fois durant la période de suivi, permettant aux chercheurs d'évaluer les corrélations existantes entre l'IMC et le variant du gène FTO.

C'est ainsi que les scientifiques ont observé qu'il n'y avait aucun lien entre l'IMC et le variant FTO chez les patients nés avant 1942. Pour ceux nés après cette année, la corrélation entre IMC et variant FTO était bien visible, et deux fois plus forte que ce qu'avaient rapportées les précédentes études. Ainsi, ce n'est pas obligatoirement parce que l'on porte le variant FTO de l'obésité que l'on est condamné à avoir un IMC supérieur à 25, notre année de naissance entrant également en jeu.

« Nous avons observé que la corrélation entre le variant du gène associé à l'obésité et l'indice de masse corporelle augmentait d'autant plus lorsque l'année de naissance du par-



ticipant augmentait, explique le Docteur James Niels Rosenquist, auteur principal de l'étude. Ces résultats -les premiers dans ce sens à notre connaissance- suggèrent que les corrélations entre les facteurs génétiques et les traits physiques peuvent varier de manière significative selon le moment où sont nés les individus, même s'ils font partie de la même famille. »

**Le mode de vie post-1945 mis en cause**

Si les changements environnementaux qui induisent ces différences de corrélation ne sont pas bien déterminés, les chercheurs pointent du doigt les changements de mode de vie qui ont suivi la seconde guerre mondiale. Le recours accru à la technologie à la place du travail physique et la mise sur le marché d'aliments transformés riches en calories seraient des effets négatifs possibles de cette période.

« Nous savons que l'environnement joue un rôle important dans l'expression des gènes, rappelle le Dr Rosenquist. Mais le fait que cet effet est observable chez des frères et sœurs nés à des années différentes implique que les facteurs environnementaux mondiaux (telles que les tendances alimentaires et l'activité physique au travail) peuvent avoir un impact sur les traits génétiques. »

**ANGINE : QUEL EST LE MEILLEUR TRAITEMENT ?**

Mal de gorge, difficulté à avaler ? C'est sans doute une angine. Cette affection des amygdales, parfois accompagnée de fièvre, est souvent douloureuse. Dans la plupart des cas, on la soigne soi-même et tout rentre dans l'ordre après une petite semaine.

Chez l'adulte, 8 angines sur 10 sont dues à un virus. Dans certains cas, l'infection est plus large et touche en même temps le pharynx ou le nez : il n'est donc pas rare que l'on ressentisse aussi des picotements au fond de la gorge ou que le nez coule abondamment. Mais les antibiotiques sont rarement nécessaires. Une automédication bien réfléchie suffit.

**On apaise la douleur**

Avec un antalgique, essentiellement du paracétamol (6 comprimés de 500 mg/jour maximum). L'aspirine et les anti-inflammatoires sont déconseillés. Car en luttant contre l'inflammation, ils peuvent diminuer la lutte naturelle de l'organisme contre l'infection. Ce qui peut entraîner des complications en cas de surinfection bactérienne.

Des pastilles (Drill, Strepsils...) ou des collutoires (Éludril, Fluximex...). La plupart contiennent à la fois des antalgiques (lidocaine, tétracaine), et des antiseptiques (bichlorolol,

cétylpyridinium...) : 3 à 6 prises par jour, selon le médicament.

**On ne prend pas forcément des antibiotiques**

Il faut consulter quand la température dépasse 38,5°C, et que la fatigue et la douleur vous clouent au lit : il est possible que l'infection soit bactérienne et nécessite des antibiotiques. Le médecin décide en fonction de l'aspect de la gorge, de son expérience, du résultat du test s'il l'effectue. On doit consulter quand apparaissent d'autres signes... Des petits boutons rouges partout sur le corps : c'est peut être une scarlatine provoquée par la bactérie responsable de l'angine. Des gros ganglions sous le cou, ce peut-être une mononucléose infectieuse. Quand les symptômes ne s'améliorent pas, voire empirant après 48 heures d'automédication, il faut voir un médecin.

Ni les symptômes ni l'aspect de la gorge ne permettent de prédire à coup sûr la nature de l'infection. En revanche, il existe un test rapide pour repérer le streptocoque de type A, bactérie responsable de 80 % des angines adultes. On prélève quelques cellules au niveau des amygdales avec un bâtonnet, qui est ensuite plongé dans un produit réagissant en présence de



la bactérie. En quelques minutes, on sait donc si l'angine est due au streptocoque. Si c'est le cas, le médecin prescrit un antibiotique, généralement de l'amoxicilline durant 6 jours.

Attention toutefois, tient à prévenir le Dr Béatrice Pochard, ORL (La Madeleine, 59) : « parmi les tests négatifs, il n'y a pas que des angines virales, il peut s'agir aussi d'une angine causée par une autre bactérie, plus rare que le streptocoque. Il faut donc suivre le traitement conseillé par son médecin mais ne pas hésiter à consulter à nouveau si, après 48 heures, la fièvre ou la douleur ne régressent pas. »

**Parfois, il faut se faire opérer des amygdales**

Si, chaque année, vous souffrez de 4 ou 5 angines bactériennes qui vous empêchent d'avoir une activité normale, il est peut-être temps de penser à vous faire opérer. « L'opération des amygdales ne dure que quelques minutes, sous anesthésie générale », décrit Béatrice Pochard. Les adultes restent généralement hospitalisés 24 heures pour bien soulager leur douleur et surveiller le risque de saignement. Les suites de l'opération sont parfois inconfortables, voire douloureuses, mais des antalgiques efficaces sont prescrits. Et vous en aurez fini avec les angines bactériennes.

## RÉPRESSION AU RIF: Des activistes marocains dénoncent le «silence complice» de l'UE

L'activiste sociale et politique marocaine, Fatima Beladel a dénoncé mardi à Bruxelles le «silence complice» de l'UE et des gouvernements européens par rapport à la vague de répression et d'arrestations arbitraires au Rif (Nord du Maroc), plaidant pour un «soutien international» en faveur de la libération des détenus marocains.

«Pourquoi l'UE n'a pas soutenu la mobilisation du Rif?» s'est-elle interrogée lors d'une soirée organisée sur le thème de «Révolte dans le Rif, quel avenir pour le Hirak», estimant que «les gouvernements européens sont complices» pour avoir fermé les yeux sur «des pratiques de torture révélées par des organisations et activistes marocains».

Cette activiste marocaine a regretté, à ce titre, que l'UE ait cédé au chantage des autorités marocaines de la collaboration contre le terrorisme.

«Le Maroc joue la carte du terrorisme et l'utilise pour faire pression sur l'UE afin de ne pas intervenir», a-t-elle soutenu.

Depuis le décès fin octobre 2016 du jeune marchand de poisson, Mohsen Fikri, broyé par une benne à ordures alors qu'il tentait d'empêcher la destruction de sa marchandise saisie par la police, la mobilisation n'a jamais cessé à Al-Hoceima (nord du Maroc) et dans plusieurs localités alentour.

Le mouvement s'est même durci pour exiger que justice soit faite pour la mort du jeune poissonnier, mais également pour porter des revendications économiques et sociales en faveur de cette zone enclavée.

Animé par des jeunes de la région, le mouvement de contestation populaire Hirak, est longtemps resté pacifique. L'arrestation fin mai de Nasser Zelfazi, le leader du mouvement, a marqué un durcissement de la crise.

Environ 427 personnes, notamment les activistes constituant le noyau dur du mouvement, sont actuellement détenues dans les prisons marocaines, selon Fatima Beladel. Accusés d'«atteinte à la sécurité de l'Etat» ou de «séparatisme» de nombreux militants du Hirak risquent de lourdes peines.

Pour cette activiste, c'est la mort de Mohsen Fikri qui «a été le déclencheur» de nouvelles demandes sur les conditions de vie d'une population marginalisée.

«Les manifestations sont une colère préexistante, liée au faible développement économique du Rif», a-t-elle affirmé, soutenant que la marginalisation de cette région est «programmée» par les autorités marocaines.

Elle en veut pour preuve le taux de chômage «élevé» dans la région et qui avoisinerait les 60%.

Pour Fatima Beladel, la souffrance des marocains du Rif est «réelle», soulignant que le mouvement de contestation populaire au Rif était «spontané» et que les femmes aussi sont très nombreuses à participer à ce mouvement et à investir les rues et les réseaux sociaux, malgré le fort conservatisme dans le milieu rural.

Le militant des droits humains et activiste dans le comité Mohsen Fikri, Saïd El Amrani a déploré, de son côté, le silence des dirigeants européens sur «la répression qui continue», notamment de la France, soulignant que les autorités marocaines «refusent le dialogue et préfèrent répondre par la violence».

«Contrairement à l'image d'un Maroc respectueux des droits de l'homme, de démocratie et d'Etat de droit que les autorités veulent véhiculer, le Maroc réprime les manifestants et ne laisse point de place à la liberté d'expression», a-t-il ajouté.

Évoquant les racines profondes de la révolte du Rif, ce militant a assuré que la population exprime sa colère par rapport à la situation de l'emploi et au sous-développement de la région, dépourvue de toute commodité.

«La population réclame une université et un hôpital, spécifiquement un centre d'oncologie fonctionnel», a-t-il précisé, faisant remarquer que la région connaît un taux très élevé de cancers en raison des bombardements au gaz chimique perpétrés par les Espagnols lors de la guerre du Rif (1921-1926).

«Il n'y a pas d'annexe universitaire dans le Rif et les jeunes doivent aller dans d'autres régions, parfois très éloignées afin de faire leurs études supérieures», a-t-il encore ajouté.

Mais, pour Saïd Boudouina, membre du parti socialiste unifié (PSU), la répression du Rif ne date pas d'aujourd'hui, soulignant que cette région est «très marquée par la migration» en raison des politiques de répression qui se sont abattues sur la population locale au fil des années.

## SAHARA OCCIDENTAL-MAROC

# Situation et militantisme du peuple sahraoui, thème d'une exposition de photos à Copenhague

«Les Sahraouis attendent» est le thème d'une exposition de photos organisée à Copenhague (Danemark) évoquant la vie du peuple sahraoui dans les camps des réfugiés et son militantisme, depuis plus de quatre décennies, afin d'arracher ses droits légitimes à l'autodétermination et à l'indépendance.

Inaugurée lundi, l'exposition a été organisée par l'association danoise de solidarité africaine «Afrika kontakt» en collaboration avec le centre culturel «Verdenskulturcentret», a indiqué la représentation du Front Polisario à Copenhague.

Les photos exposées illustrent la situation des familles sahraouis et des jeunes militants ainsi que la dureté de la vie qu'il mènent, depuis des années d'exil, du fait de l'occupation militaire marocaine qui a transformé leur vie en une histoire d'attente, comme exprimé à l'inti-



tulé de l'exposition. La jeune photographe, Katinika Albrektisen qui a effectué, en avril dernier, une visite aux camps des réfu-

giés sahraouis où elle a rencontré un groupe de jeunes militants, a essayé de raconter leurs histoires et celles de leurs familles à travers son appareil-photos. Présents à l'exposition, qui se poursuivra jusqu'à fin octobre, le président de l'Association «Afrika Kontakt», Morten Nielson et plusieurs membres de cet organisme.

«Afrika Kontakt» qui est l'une des grands mouvements de solidarité défendant les questions africaines poursuit son action avec des associations africaines activant dans la justice sociale, la démocratie et les droits de l'homme. Elle est également partenaire avec l'Union des étudiants de Sakia El Hamra et Oued Dhab depuis des années.

## ONU:

# Alerte sur une nouvelle dégradation de la situation humanitaire dans l'ouest de la République centrafricaine

La situation humanitaire dans l'ouest de la République centrafricaine (RCA) s'est de nouveau dégradée depuis le début du mois de septembre, a alerté mardi le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA).

La prise de plusieurs localités, notamment les villes de Bocaranga et de Niem, par des groupes armés et les affrontements qui s'en sont suivis ont causé un grand nombre de déplacements de populations. La grande majorité des habitants de Bocaranga, (15.000 personnes) et de Niem (8.000 personnes) s'est réfugiée dans la brousse où elle ne peut avoir accès à l'assistance humanitaire. «Encore une fois, les civils

continuent de payer un très lourd tribut aux affrontements entre les groupes armés», s'est inquiétée la Coordinatrice humanitaire en RCA, Najat Rochdi, dans un communiqué.

Ces incidents dans l'ouest de la RCA surviennent alors que les actes de violence contre le personnel humanitaire dans cette zone avaient poussé plusieurs acteurs à suspendre temporairement leurs activités.

La Coordinatrice humanitaire a mis en garde contre une nouvelle recrudescence de la violence dans l'Ouest mais également à l'Est du pays qui engendrerait de nouveaux besoins humanitaires. «Les capacités opérationnelles de la communauté humanitaire subissent

déjà de fortes pressions dans un contexte marqué par le sous-financement de l'aide», a rappelé Mme Rochdi.

«L'émergence simultanée de nouveaux foyers de tension dans plusieurs régions aggraverait sans aucun doute la situation déjà très fragile de milliers de déplacés ainsi que celle des communautés qui se remettent à peine des crises à répétition», a-t-elle également souligné.

La persistance des violences en RCA depuis le début de l'année et la hausse vertigineuse des besoins ont amené la communauté humanitaire à réviser le Plan de réponse humanitaire. A ce jour, seul 30% du financement requis a été sécurisé.

## SOMALIE :

# L'AMISOM et les forces somaliennes en symposium pour lutter contre les engins explosifs improvisés

La Somalie et la Mission de maintien de la paix de l'Union africaine (AMISOM) organisent depuis lundi une conférence de trois jours pour examiner les menaces posées par les engins explosifs improvisés (EED) et planifier des mesures d'atténuation.

La conférence, qui a également réuni des représentants de l'ONU et des forces britanniques, a discuté des menaces et des dangers croissants posés par les EEI dans le pays de la Corne de l'Afrique.

«Je m'attends à ce que des recommandations pratiques soient proposées, afin que des conseils puissent être donnés à tous les secteurs du quartier général de la Force, à la Division des opérations de soutien de la paix de l'Union africaine», a déclaré Osman Noor Soubagleh, commandant de la Force AMISOM dans un communiqué publié à Mogadiscio.

La conférence parrainée par la Mission des Nations Unies pour l'assistance aux mines (UNMAS) vise à développer les capacités de lutte contre les EEI en Somalie.

M. Soubagleh a noté que les ateliers précédents organisés sur les EEI avaient conduit à une sensibilisation et à une connaissance accrue, entraînant

une augmentation significative des explosifs découverts et leur élimination.

Les participants au symposium partageront des connaissances et des informations sur les EEI pour aider à comprendre l'ampleur de la menace.

Les discussions porteront sur des moyens pour contrôler efficacement l'utilisation généralisée de ces explosifs par des organisations terroristes telles qu'Al-Shebab.

Le Représentant spécial du Président de la Commission de l'UA (RSPC) pour la Somalie Francisco Madeira a exhorté les partenaires internationaux à continuer de soutenir l'AMISOM et l'armée somalienne pour leur permettre d'atténuer efficacement les dangers posés par les EEI sur les civils et les forces de sécurité en Somalie.

«Pour réduire la menace des EEI, une combinaison d'éducation, de formation, d'échange d'informations, de dégradation du réseau des terroristes et d'investissements dans les équipements est nécessaire», a souligné M. Madeira.

«C'est seulement après cela que l'AMISOM et les Forces de sécurité nationales somaliennes (FSNS) peuvent entreprendre les opérations de stabilisation nécessaires dont la Somalie a besoin, pour développer un Etat stable et

sécurisé», a-t-il ajouté.

Le Directeur de Soutien aux missions du Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie Amadu Kamara a déclaré que la convention contribuerait à l'élaboration de stratégies efficaces d'atténuation des EEI, dans le cadre d'une approche globale de la sécurité plus large dans le centre-sud de la Somalie.

Allan McDonald, directeur de l'UNMAS, a réitéré l'importance de transmettre les connaissances acquises lors de la conférence aux troupes en première ligne et plus particulièrement aux forces de sécurité somaliennes, conformément aux efforts visant à soutenir les opérations dirigées par la Somalie, avant le retrait prévu des forces de l'UA.

Le commandant des forces britanniques, le colonel John Wakelin, a noté que la lutte contre les EEI nécessitait une réponse à plusieurs volets pour faire face efficacement au défi.

«Il n'y a pas de balle magique, il n'y a pas une solution unique pour résoudre ce défi posé par les EEI. Il n'y a pas un financement unique, il n'y a pas une technique ou une tactique unique qui va résoudre ce problème. C'est un mélange», a déclaré M. Wakelin.

## IRAK-KURDISTAN

# L'Irak rejette le scrutin pour l'indépendance du Kurdistan, Erbil veut dialoguer avec Baghdad

Les autorités du Kurdistan irakien, ont appelé le gouvernement central au dialogue, quelques heures avant l'annonce des résultats officiels du référendum sur l'indépendance de la province autonome, rejeté par Baghdad et mal perçu par la communauté internationale, qui y voit «une menace pour la stabilité de la région».

Le référendum, s'annonce en faveur de l'indépendance, car, selon les résultats partiels fournis par la commission électorale kurde, 93% des électeurs ont votés pour la création de leur Etat indépendant.

Le résultat de cette consultation ne mènera pas à une déclaration d'indépendance immédiate, mais marquera le début d'un processus de discussions avec Baghdad pour négocier entre autres les frontières du futur Etat, souligne-t-on à Erbil.

Initié par le président de la région autonome du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, le référendum a été vivement dénoncé par Baghdad et les pays voisins, qui ont promis de prendre des mesures coercitives contre le Kurdistan autonome, qui s'attend à une «victoire massive du +oui+».

## Barzani appelle au dialogue ... Baghdad campe sur sa position et pose un ultimatum

A quelques heures de l'annonce du résultat du référendum, le président kurde, Massoud Barzani, a appelé le Premier ministre irakien, Haïder al-Abadi, à un dialogue sur les problèmes qui les divisent.

«J'appelle M. Haïder al-Abadi et les autres (responsables politiques irakiens) à ne pas fermer la porte du dialogue car c'est le dialogue qui va résoudre les problèmes».

Barzani, a tenu à rassurer la communauté internationale en réitérant la volonté d'Erbil de dialoguer avec Baghdad, tout en assurant que ce référendum ne visait pas à délimiter la frontière (entre le Kurdistan et l'Irak) ni à l'imposer de facto».

De son côté, M. al-Abadi, a posé un ultimatum de 72 heures, aux autorités du Kurdistan pour remettre le contrôle des aéroports au gouvernement central.

Le gouvernement irakien a décidé d'interdire les vols internationaux depuis et vers le Kurdistan à partir de vendredi, si la gestion des aéroports ne



lui a pas été remise. Deux aéroports fonctionnent au Kurdistan, dans les deux principales villes d'Erbil et de Souleimaniyeh. Outre la compagnie nationale irakienne, plusieurs compagnies internationales, notamment iraniennes, turque, jordanienne et allemande assurent des liaisons régulières. M. Abadi a souligné une nouvelle fois qu'il était hors de question de négocier sur la base des résultats du référendum d'indépendance. Le gouvernement imposera son autorité conformément à la Constitution. Nous restons engagés dans les négociations, mais nous ne négocierons pas sur la base du référendum», a-t-il affirmé.

## Le référendum au Kurdistan: une crainte sur la stabilité de la région

La tenue du scrutin au Kurdistan, a suscité de vives réactions parmi la communauté internationale et des pays voisins qui ont menacé de prendre des mesures coercitives contre les autorités kurdes.

Dans ce sens, Ali Akbar Velayati, principal conseiller du guide suprême de l'Iran, l'ayatollah Ali Khameneï, en matière d'Affaires étrangères, a exprimé sa crainte de voir le Moyen-Orient plonger dans un «chaos politique» conséquence de ce référendum d'autodétermination.

Voisin de l'Irak, l'Iran avait marqué clairement son opposition à la tenue du référendum. Téhéran avait, en effet, annoncé la fermeture de sa frontière avec la région autonome du Kurdistan irakien à la demande du gouvernement central irakien, menaçant de mettre fin à tous ses accords de sécurité avec elle si celle-ci venait à proclamer son indépendance.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a pour sa part, mis en garde contre un risque de «guerre ethnique

et confessionnelle» dans la région.

«Si Barzani et le gouvernement régional du Kurdistan ne reviennent pas très vite sur cette erreur, alors ils passeront à l'histoire avec l'ignominie d'avoir poussé notre région dans une guerre ethnique et confessionnelle», a-t-il estimé.

Le président Erdogan a menacé, par ailleurs, de fermer la frontière terrestre et «les vannes» de l'oléoduc qui permet au Kurdistan irakien d'exporter, via le port turc de Ceyhan (sud), la majeure partie de son pétrole, sans avancer de date pour une telle initiative.

Pour Washington, qui se dit: «profondément déçu» de la tenue du référendum, affirme que ce dernier ne fera qu'«augmenter l'instabilité et les difficultés» dans la région.

Selon la porte-parole de la diplomatie américaine, Heather Nauert, le référendum «compliquera grandement les relations du gouvernement autonome du Kurdistan avec le gouvernement irakien et les Etats voisins».

La lutte contre le groupe terroriste autoproclamé «Etat islamique» (EI/Daech) «n'est pas terminée, et les groupes extrémistes cherchent à exploiter l'instabilité et la discorde», prévient Washington. «Nous croyons que toutes les parties devraient s'engager de manière constructive dans un dialogue pour améliorer l'avenir de tous les Irakiens», souligne la diplomatie américaine.

Le scrutin pour l'indépendance s'est tenu non seulement dans la région autonome du Kurdistan (nord de l'Irak), qui comprend les provinces d'Erbil.

Souleimaniyeh et Dohouk, mais aussi dans des zones que se disputent les Kurdes et le gouvernement central irakien.

## VIE POLITIQUE EN FRANCE L'extrême droite s'entre-déchire

Cherhal E-M

Le départ fracassant de Florian Philippot, numéro deux du Front national, contraint de jeter l'éponge après avoir été délesté de ses responsabilités, ouvre la voie à toutes les supputations sur le devenir du parti de l'extrême droite française et par conséquent sur le sort de sa patronne Marine Le Pen que d'aucuns disent ragaillardie par cet épisode, là ou d'autres pensent qu'elle encourt de gros risques d'une impasse insurmontable.

Il y a une semaine, Marine Le Pen indiquait au cours d'une interview avoir demandé à Florian Philippot de démissionner de l'association «les patriotes» qu'il dirige, sous prétexte de conflit d'intérêt. Devant le refus de celui-ci de se soumettre à cette injonction, il est déchargé de toutes ses attributions, et donc poussé vers la sortie. Refusant «une réorganisation du parti» qui se passe mal à ses yeux, il annonce sa démission du parti, suivi par de nombreux cadres et militants, notamment ceux qui se retrouvent dans son association.

Si tôt la démission annoncée, les analystes tentent de mettre en perspective cet épisode de la vie d'un parti qui est encore sous le coup de l'éclatante déconfiture de sa candidate à la dernière élection présidentielle. D'autant que le départ de Philippot vient quelque temps après une autre retentissante défection, celle de Marion Maréchal Le Pen, partie il y a quelques mois après avoir clamé sa différence avec sa tante Marine Le Pen.

La montée au créneau de Marine Le Pen, dont la présence médiatique a été renforcée, a-t-elle convaincu de la poursuite de sa ligne et de sa conduite à la tête du Front national et de l'absence de tout impact de ce nouveau départ ? Rien n'est moins sûr aux yeux de nombreux observateurs qui estiment que les jours à venir seront durs pour elle, d'autant que beaucoup y compris au sein de sa formation politique savent qu'elle ne pourra jamais avoir cette stature d'une candidate présidentielle.

La prestation discutable lors de l'entre-deux tours de la présidentielle de mai dernier laisse encore des traces vivaces, ouvre la voie à de nombreuses ambitions tant au sein de sa famille politique que dans d'autres bords.

A commencer par la droite traditionnelle dont le représentant le plus visible, Laurent Wauquiez LR, ne se cache plus pour s'adresser aux militants du parti de l'extrême droite, emboîtant le pas à un certain Nicolas Sarkozy passé déjà par ces chemins. De l'autre bord de la classe politique, le patron de la France insoumise, Jean-Luc Mélenchon n'a pas caché sa joie devant ce qui arrive au Front national, allant même jusqu'à faire appel «à tous ceux qui sont fâchés mais pas "fâchos"».

Dans l'entourage de Marine Le Pen, le propos est serin, tourné vers la mobilisation des troupes autour de l'unique et incontestée patronne du parti, que certains parmi ses plus fidèles lieutenants présentent comme la candidate idéale pour la présidentielle de 2022. D'ici là, des défis sont à relever et des obstacles à surmonter, à supposer que le cours de vie du Front national se poursuive sans encombre.

«Question de détente: peut-on rebondir quand on boîte de ses deux jambes? C'est le défi qui attend Marine Le Pen après que Marion Maréchal-Le Pen, figure de son aile libérale-conservatrice, s'est mise en retrait de la vie politique et que Florian Philippot, incarnation de la sensibilité souverainiste, a claqué la porte», s'interroge le journaliste du site de l'hebdomadaire français www.lexpress.fr qui s'appuie sur cette métaphore empruntée aux déçus de la ligne du Front national, proches de Marion Maréchal Le Pen et Philippot: «Deux courants qui s'affrontent, ça protégéait Marine, glisse un proche de l'ancienne députée du Vaucluse.

Le FN était alors un trimaran à trois coques. Là, il n'y en a plus qu'une. On n'affronte pas de la même façon les tempêtes.»

## EXPLOSIONS DANS UN ENTREPÔT MILITAIRE EN UKRAINE: 30.000 personnes évacuées

Quelque 30.000 personnes ont été évacuées suite à un incendie qui ravageait hier un vaste dépôt militaire de munitions dans le centre-ouest de l'Ukraine, provoquant des explosions en chaîne, ont indiqué les autorités.

De précédentes données faisaient état de l'évacuation du personnel et de la perturbation de la circulation.

Plus de 30.000 personnes ont été évacuées de localités avoisinantes, où au moins quatre maisons ont été touchées par des explosions, a précisé la police nationale dans un communiqué.

Au moins deux personnes ont été blessées et hospitalisées, a indiqué le service d'Etat pour les situations d'urgence.

Le feu s'est déclaré mardi vers 22h00 (19h00 GMT) près de la localité de Kalynivka, à 175 km de Kiev dans le centre-ouest de l'Ukraine. Il a déclenché des explosions en série d'obus d'artillerie qui se sont poursuivies toute la nuit, selon la police.

A l'aube, une très puissante explosion a provoqué un gigantesque nuage de fumée flamboyante haut de plusieurs centaines de mètres, a-t-on indiqué.

«L'espace aérien a été fermé dans un rayon de 50 kilomètres autour de la zone de l'incendie», a pour sa part indiqué dans la nuit Iouri Lavreniuk, adjoint au ministre ukrainien des Infrastructures.

Hier matin, de nombreux militaires et policiers portant des gilets par-balle patrouillaient dans les rues de Kalynivka, selon des médias.

En mars dernier, un gigantesque incendie d'un dépôt contenant 138.000 tonnes d'armes et de munitions à Balakliia, dans la région de Kharkiv près de l'Est de l'Ukraine, avait également déclenché des explosions en série pendant plusieurs jours, faisant un mort et cinq blessés. Le parquet militaire avait alors ouvert une enquête pour «sabotage» et «négligence».

En octobre 2015, deux personnes ont été tuées dans une série d'explosions dans un dépôt de munitions à Svatové, petite ville proche de la ligne du front.

## AUSTRALIE :

# Les variations de taille de la banquise australe constituent un problème insoluble pour la navigation

Les grandes variations de la taille de la banquise de l'Antarctique, représentent un problème insoluble pour les bateaux de touristes ou de chercheurs qui s'y rendent, ont annoncé hier des scientifiques.

La banquise s'est étendue cette année, reculant à des niveaux records, relèvent aussi des météorologues et scientifiques du monde entier. Ils sont réunis cette semaine à Hobart, capitale de la Tasmanie, pour tenter de comprendre les variations de la glace et améliorer la navigation alors que de nombreux touristes visitent le continent blanc.

Des images satellite montrent que les niveaux maximum et minimum de la banquise, constituée d'eau salée glacée, ont reculé à des seuils jamais vus depuis que ces observations ont commencé en 1979.

«Il semble que les niveaux minimum de l'été et maximum de l'hiver aient établi des nouveaux records de bas», a déclaré Jan Lieser, scientifique membre du Centre de recherches sur le climat de l'Antarctique et ses écosystèmes, l'organisateur de la conférence.

Le lien avec le changement climatique n'est pas clairement établi. S'il est possible qu'il ait joué un rôle, a-t-il dit, il est trop tôt pour en tirer des conclusions, «tout simplement car la variation du système de glace marine est si élevée».

«Nous avons encore beaucoup de travail à faire pour comprendre les processus océaniques et atmosphériques fondamentaux qui expliquent les variations de la banquise de l'Antarctique». Le 1er mars a été observé le niveau minimum le plus bas, à 2,075 millions de kilomètres carrés tandis que le niveau maximum le plus faible a été recensé le 12 septembre, avec 18,013 millions de km<sup>2</sup>.

Mais il y a seulement trois ans, la banquise avait grossi à un niveau record de plus de 20 millions de km<sup>2</sup>, illustrant les difficultés auxquelles est confrontée la



navigation. Jan Lieser ajoute qu'il est vital de mieux comprendre ces grands mouvements de balancier afin d'établir des prévisions de navigation. En plus des bateaux transportant des chercheurs et des bateaux de ravitaillement, plus de 50 navires de croisière transportant 35.000 touristes ont visité l'année dernière le continent austral.

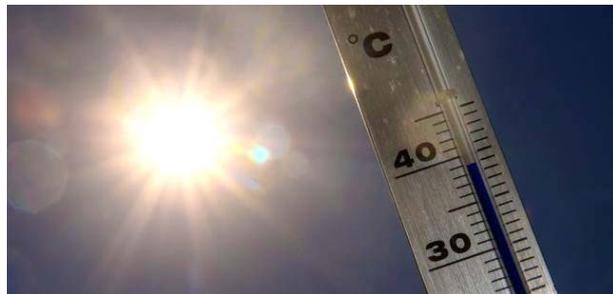
«Ces dernières années, on a vu un certain nombre de navires être pris dans la glace, ce qui a conduit à des opérations de secours coûteuses, susceptibles de retarder les recherches scientifiques», a ajouté le chercheur.

«La distribution de la glace marine dans l'Arctique et l'Antarctique change rapidement depuis quelques années, et parallèlement, la pression du trafic touristique augmente».

En 2013, un bateau russe transportant 74 scientifiques, passagers et membres d'équipage avait été bloqué par la banquise. Une vaste opération de secours coordonnée par l'Australie avec le concours de la France, de la Chine, des Etats-Unis et de l'Allemagne avait alors été organisée mais un brise-glace chinois s'était à son tour retrouvé pris au piège.

## ENVIRONNEMENT

## La chaleur exceptionnelle de l'été 2017 est bien due au réchauffement climatique



Les grosses chaleurs subies par le sud de l'Europe sont bien le fait du changement climatique, selon un rapport de l'ONG scientifique Climate Central paru hier.

Selon ces chercheurs, qui ont travaillé sur la base de modèles informatiques et de relevés de températures, le dérèglement du climat, généré par les activités humaines, a rendu dix fois plus probable la survenue d'un été aussi chaud.

Et d'ici 2050, l'été 2017 sera un été typique dans le sud de l'Europe si le monde n'arrive pas à réduire les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, ont-ils ajouté.

Ces recherches ont été menées dans le cadre du projet scientifique international Worldwide Weather Attribution, qui vise à déterminer si les épisodes météorologiques extrêmes sont liés au réchauffement mondial.

«Nous avons trouvé de nettes preuves d'une influence humaine sur le record de chaleur de cet été - sur la température en général et spécifiquement sur la

vague de chaleur baptisée «Lucifer», indique Geert Jan van Oldenborgh, chercheur au Royal Netherlands Meteorological Institute (KNMI).

Cette canicule surnommée «Lucifer» a touché début août notamment le sud-est de la France, l'Italie et la Croatie. L'étude estime qu'un tel événement est aujourd'hui au moins quatre fois plus probable qu'en 1900.

«De nombreuses communes du sud de l'Europe ont désormais une chance sur dix de vivre chaque été un épisode de canicule aussi fort que celui de cet été», ajoute Geert Jan van Oldenborgh. «Alors qu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, un tel été aurait été extrêmement rare», selon lui. Pour le chercheur Robert Vautard, du Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement (LSCE, près de Paris), «il est essentiel que les villes travaillent avec les scientifiques et les experts en santé publique pour développer des plans d'action, car une chaleur aussi extrême sera la norme au milieu du siècle».

APS

## Publicité

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS  
ET DES TRANSPORTS  
WILAYA DE BLIDA  
DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS

### MISE EN DEMEURE N°1

L'entreprise SARL EPLEC, détentrice du marché N° 17/16 et visa du CF N° 217/16 du 23/03/2016 et l'ODS N° 047/2016 relatif à la réalisation de l'éclairage public de l'évitement de Meftah sur 17km.

- vu l'ODS de reprise N°75/DTP/SAM/2017 du 28/08/2017.

- vu les envois :

- N° 410/BRIB/SDIB/2532/DTP/17

du 11/09/2017

- N° 432/BRIB/SDIB/2635/DTP/17

du 19/09/2017

L'entreprise est mise en demeure de notifier l'ODS de reprise N° 75/DTP/SAM/2017 du 28/08/2017, et de relancer les travaux dans un délai de huit (08) jours à compter de la date de parution de cet avis dans les quotidiens nationaux.

Faute de quoi, des mesures coercitives seront appliquées à l'égard de l'entreprise.

## SELON LA SOCIOLOGUE ALGÉRIENNE KAOUTAR HARCHI La littérature algérienne francophone est perpétuellement soumise à une déterritorialisation

La littérature algérienne francophone est perpétuellement soumise à un mouvement de déterritorialisation, de décontextualisation, a estimé la sociologue algérienne Kaoutar Harchi, dressant un portrait critique de la France littéraire.

Cette chercheuse à l'université Paris-Descartes, auteure d'un essai «Je n'ai qu'une langue et ce n'est pas la mienne» (Fayard, 2016) pense, dans une interview à L'Humanité dans son édition de mercredi, que les écrivains algériens francophones, édités en France, sont pris entre désir de reconnaissance parisienne et engagement dans les combats décoloniaux.

Dans son essai, Kaoutar Harchi retrace le parcours de cinq écrivains algériens: Kateb Yacine, Assia Djebar, Rachid Boudjedra, Kamel Daoud et Boualem Sansal.

La littérature algérienne de langue française, a-t-elle dit, est un extraordinaire lieu d'observation des relations entre société et processus créatif, en raison notamment du caractère déterminant du système colonial et de ses traces, soutenant qu'au fur et à mesure de leur passage du néant à la vie littéraire, ces écrivains sont confrontés à des obsta-



cles, des épreuves qui laissent apparaître des conduites de résistance développées par eux.

Décartisant le système des lettres françaises, la sociologue relève qu'à son cœur, se trouve cette fabrique historique de l'altérité littéraire fondée sur la perception d'une altérité ethnique ou sexuée, soulignant que cela s'applique aux écrivains étrangers ainsi que féminins.

Focalisant sur les écrivains algériens qui sont l'objet de sa recherche, elle fait observer que pour le cas de Boualem Sansal, dès lors qu'il parle de la montée de l'islamisme, son propos va être

mis en avant pour être mieux récupéré dans un processus de «valorisation intéressée» qui vise à renforcer les représentations ayant cours dans la société française.

Il y a ainsi déduit la difficulté pour ces écrivains à demeurer propriétaires de leurs discours et à produire une pensée autonome, soulignant que c'est un régime d'hétéronomie intellectuel qui prévaut chez ce genre d'écrivains.

Elle met en opposition à ce cas de figure Kateb Yacine qui, pour elle, a adopté une conduite critique frontale de dénonciation de la domination coloniale, mais en situa-

tion postcoloniale, cette situation n'est plus offerte, note-t-elle. Pour Rachid Boudjedra, la sociologue estime que son cas est particulier dans le sens où il est parfaitement bilingue et où sa stratégie s'appuie sur un puissant capital linguistique. Il s'est en partie construit en France avant de devenir un écrivain phare de sa propre nation, a affirmé Kaoutar Harchi, qui a également écrit plusieurs romans.

Revenant sur les critiques faites à Assia Djebar sur son manque de reconnaissance à la France dans son discours devant les membres de l'Académie française, la sociologue les a expliquées par une forme de procès en ingratitude littéraire, niant le droit à l'écrivain dit francophone de critiquer la politique française.

Se révèle ici, dit-elle, de manière très précise, la nature qui lie l'écrivain étranger à la nation littéraire qui l'accueille: un lien d'endettement symbolique.

## TIZI OUZOU/PRÉSERVATION DU PATRIMOINE : Signature prochaine d'une convention entre le CNRPH et la Direction de la culture

Une convention portant sur la préservation du patrimoine immatériel de la wilaya de Tizi-Ouzou sera signée prochainement entre la Direction de la culture de la wilaya de Tizi-Ouzou et le Centre national des recherches préhistoriques, anthropologiques et historiques (CNRPH), a-t-on annoncé mardi à l'ouverture de la 2ème édition du Salon du patrimoine immatériel.

Considérant que la culture amazighe est une culture d'oralité dont la préservation nécessite une traçabilité et un travail de recherche auxquels seront associés des partenaires sociaux, des chercheurs et des spécialistes, la Direction de la culture et le CNRPH signeront cette convention qui marquera ainsi le démarrage réel de ce projet, a expliqué à l'APS la directrice de la culture, Nabila Goumeziane.

«Nous sommes en train de travailler avec le CNRPH pour la préservation et la pérennisation du patrimoine immatériel de la région dans toute sa diversité et sa variété», a-t-elle affirmé, soulignant que le salon vise justement à préserver les traditions et les coutumes pratiquées au niveau local dans les différentes occasions.

C'est dans cette même optique que s'inscrit la deuxième édition du salon qui, en plus des expositions sur l'héritage patrimonial local, se penchera sur la «fonction sociale de la fête religieuse de Taâchourt (Achoura) célébrée en Kabylie dans un esprit de solidarité et de partage», a-t-elle précisé.

Cet événement (Taâchourt), marqué par des waâdas (déjeuner collectif), timechret (un sacrifice de vaux ou de mouton collectif) au niveau des villages ainsi que par la préparation de plats et pains traditionnels spécialement pour l'occasion dans tous les foyers, constitue l'une des richesses patrimoniales qui nécessite d'être préservées», a-t-elle indiqué.

Et comme l'événement revêt un caractère religieux, la direction de la culture a rendu hommage lors de la première journée de la manifestation à l'une des figures emblématiques du chant religieux au niveau de la région, à savoir El Hadi Aït Ouares.

Ce membre de la troupe de Maddih de la localité d'Aït Yahia dans la daïra de Aïn El Hammam a été honoré pour les efforts qu'il a consenti des années durant pour la sauvegarde et la préservation du chant religieux mais aussi la formation de jeunes artistes qui assurent aujourd'hui la relève.

El Hadi Aït Ouares, très affaibli par sa maladie mais également très ému par l'initiative de la direction de la culture, a tenu à bercer l'assistance de l'un de ses merveilleux achwiks «La illah ila Allah».

Les adhérentes de l'association «Sselqam n talaght d'Ath khir» ont aussi enchanté le public par des «achwiks» que la femme kabyle chantait autrefois en assurant leurs tâches quotidiennes à l'intérieur de la maison ou dans les champs.

Au programme de la manifestation, qui se poursuivra jusqu'au 29 septembre prochain, des conférences autour de Taâchourt et du patrimoine immatériel de la kabylie, des ateliers de conte et de poèmes pour enfants, ainsi qu'une rencontre littéraire prévue jeudi à la bibliothèque principale de lecture publique avec le directeur du CNRPH, Slimane Hachi et une visite, vendredi au village d'Ath Khir dans la commune d'Ath Khelili.

## TLEMCCEN :

### Une trentaine d'établissements participent à un premier Salon national des musées

Pas moins de 27 musées nationaux, régionaux et locaux de plusieurs wilayas du pays prennent part à une à un premier Salon national des musées qui se tient à la maison de la culture Abdelkader Alloula de Tlemcen.

Cette manifestation est organisée, depuis mardi, par le musée public national d'archéologie islamique de Tlemcen, en collaboration avec les directions locales de la culture et du tourisme.

Le salon, mis sur pied à l'occasion de la célébration de la journée mondiale du tourisme, vise, selon ses organisateurs, à la promotion du tourisme culturel et archéologique, notamment, en application de la convention entre

les ministères de la Culture et du Tourisme. Cette manifestation nationale, organisée régulièrement à Alger, a été délocalisée, cette année à Tlemcen, où les responsables du secteur de la culture espèrent la tenir, annuellement, pour permettre aux musées des différentes régions du pays d'échanger leurs expériences, d'offrir un espace idoine pour la présentation du patrimoine culturel, touristique et archéologique, notamment, et surtout de promouvoir le potentiel archéologique et culturel national.

A cette occasion, une exposition des musées participants, dont ceux du Bardo (Alger), Ahmed Zabana (Oran), Ain Defla, Ahmed

Bey (Constantine), Saida et Khenchela a été mise sur pied pour mettre en valeur divers objets, livres, tableaux et costumes traditionnels de leurs régions respectives. Le musée du Moudjahid de la wilaya V de Tlemcen, a également participé à cette exposition en mettant en valeur la contribution de cette région à la guerre de libération nationale. Le programme de ce salon national prendra fin, jeudi, avec un séminaire sur les objectifs de cette manifestation et une sortie vers les sites et monuments historiques de Tlemcen.

Des ateliers pédagogiques ont été organisés au profit des élèves du CEM El Maqqari de Tlemcen.

## MÉDÉA

### La fabrication de Rob, un métier séculaire en voie de disparition

La fabrication de «Rob», suc épuré, obtenu de la variété de raisin, le «Cinsault», est en voie de disparition à Médéa où il ne subsiste que quelques rares artisans, qui tente de préserver, tant bien que mal, ce métier transmis de génération en génération.

Très répandu autrefois à Médéa, Benchicao, Si-Mahdjoub et Tizi-Mahdi, région à vocation vinicole par excellence, le métier de fabrication de Rob, a commencé à être progressivement abandonné par beaucoup d'artisans, qui, avec l'âge, éprouvaient d'énormes difficultés à poursuivre ce métier, outre la baisse des entrées d'argent qui finit par démotiver le plus passionné d'entre-deux.

L'activité de transformation de raisin,

héritée de l'époque ottomane, est un métier qui s'exerçait en famille, de façon artisanale et limitée, en terme de production et de temps.

Une dizaine de familles d'artisans, parmi lesquelles les Ould-khaoua, installées au centre-ville de Médéa, assurent l'essentiel de la production de Rob commercialisée, aussi bien dans l'ancienne capitale du Titteri, qu'au niveau de certaines villes du centre du pays, telles que Blida ou Khemis-Meliana.

Héritières de ce savoir-faire ancestral, qui faisait, autrefois, la fierté des artisans locaux, ces familles transformaient leur demeure, au début de chaque saison de récolte de vigne, en véritable atelier de fabrication. Le même équipement rudi-

mentaire utilisait, jadis par leurs aïeux, composé de marmite pour faire bouillonner les raisins, d'une poêle à feu et d'ustensiles pour égoutter le mélange de raisin, sert, toujours, à la fabrication du Rob. Le métier a continué à être exercé de manière artisanale, comme beaucoup d'autres métiers qui ont fini par disparaître, comme la sellerie, la distillation de fleurs ou la teinture de laine, qui étaient très connus à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, début du 20<sup>e</sup> siècle.

La fabrication, qui durait, en moyenne, près d'un mois, le temps nécessaire pour la maturation du suc de raisin, requiert de la patience, comme le souligne Mohamed Ould-khaoua, ancien artisan, aujourd'hui, à la retraite, mais

également de la passion pour cette activité, à laquelle il consacrait des journées entières. Ce métier exige énormément d'efforts et de sacrifices, c'est un métier très prenant, pénible, mais passionnant.

Il suffit d'aimer ce qu'on fait et mettre tout son cœur au travail pour obtenir le meilleur produit.

«Telle est ma satisfaction qui m'a incité à exercer ce métier durant plus de quatre décades», a-t-il confié à l'APS.

«Si certains artisans, au demeurant très rares, essayent de pérenniser ce métier et d'éviter sa disparition, c'est surtout par passion et le sentiment de contribuer au maintien d'un legs familial ancestral», a-t-il fait observer.





## JEUX AFRICAINS DE LA JEUNESSE (JAJ-2018): Possibilité d'intégrer les trois disciplines de boules au programme général

Les trois disciplines de sport boules (pétanque, boule lyonnaise et Raffa) pourraient être intégrées, lors des prochains Jeux africains de la jeunesse (JAJ), prévus en juillet 2018 en Algérie, a appris l'APS auprès du nouveau président de la Confédération africaine de raffa (CAR), l'Algérien Mohamed Yacine Kafi.

« Il y a une forte possibilité que les trois disciplines de sport boules (pétanque, boule lyonnaise et Raffa) soit incorporées aux 3è Jeux africains de la jeunesse (JAJ) que l'Algérie aura l'honneur d'abriter en juillet 2018 », a déclaré à l'APS, le président de la CAR, faisant référence au protocole d'accord et de partenariat signé par lui-même et le président de l'Union des Confédérations Sportives d'Afrique (UCSA), l'Egyptien Ahmed Nasser Mohamed, à Casablanca, en marge du Championnat du monde seniors de boule lyonnaise qui a pris fin en début de semaine.

Les deux parties ont discuté des modalités et formes de soutien aux disciplines de sport boules qui ont pris de l'ampleur dans le continent africain, pour certaines, et sont en plein extension pour les autres, et aussi travailler à promouvoir davantage ce sport en Afrique et participer à mettre en avant le soutien du continent à la candidature des sports boules et ses composants pour l'édition 2024 des Jeux Olympiques.

« Outre l'étude d'une intégration des trois disciplines au rendez-vous d'Alger, il a été convenu que l'UCSA apportera tout son savoir faire et son aide dans l'organisation et usera de tout son poids politique pour convaincre les gouvernements des pays africains à intégrer efficacement les Confédérations africaines des sports boules (Raffa, boule lyonnaise et pétanque), afin d'accroître les ressources de promotion et de développement de ces disciplines qui ont donné beaucoup de satisfaction au niveau international et peuvent encore en donner plus », a expliqué Mohamed Yacine Kafi, également membre du bureau exécutif de la fédération internationale de boules (FIB).

Quatorze (14) nations sont affiliées aux différentes confédérations africaines de sport boules, mais pour des raisons, beaucoup plus financières, plusieurs d'entre elles ne sont pas régulières dans leur présence aux tournois et compétitions organisés dans le continent.

## VOLLEY - CHAMPIONNAT D'AFRIQUE DES NATIONS 2017 (MESSIEURS): 16 pays en lice au Caire (CAVB)

Seize pays dont l'Algérie prendront part au Championnat d'Afrique des nations masculin de volley-ball, prévu du 22 au 29 octobre prochain au Caire (Egypte), a annoncé mardi la Confédération africaine de volley-ball (CAVB) sur son compte twitter.

Il s'agit d'un record dans l'histoire de cette compétition.

Le Maroc, le Cap-Vert, le Ghana, le Niger, la RD Congo, le Congo, le Kenya, le Rwanda et le Botswana ont obtenu leur qualification via les tournois zonaux, tandis que la Zambie, la Libye et le Tchad bénéficient de wild cards.

La Tunisie, le Cameroun et l'Algérie confirment leur ticket grâce à leur classement FIVB. L'Egypte est le pays hôte.

L'équipe algérienne avait terminé deuxième au tournoi zonal disputé du 21 au 23 septembre à Radès (Tunis) avec une victoire contre la Libye (3-1) et une défaite devant le Maroc (3-2).

Les 16 équipes qualifiées seront réparties en 4 groupes pour la phase préliminaire et les deux premiers de chaque poule disputeront le tournoi final.

Ce championnat d'Afrique de volley-ball servira également de qualification pour le Mondial de la discipline puisque les trois premiers pourront y prendre part.

## FORUM «FEMME ET SPORT» :

### Berraf : «Le sport féminin en Algérie avance mais pas assez»

Le sport féminin algérien a réalisé d'«énormes progrès mais il y a encore du chemin à parcourir dans ce domaine pour que nos sportives soient hautement représentatives» lors des manifestations internationales, a indiqué hier à Alger le président du Comité olympique et sportif algérien (COA), Mustapha Berraf.

«Le sport féminin en Algérie a atteint le sommet avec des performances de premier ordre, grâce à Hassiba Boulmerka, Nouria Benida Merrah, Soraya Haddad et autres.

Après cette période d'euphorie, les choses n'évoluent pas actuellement comme on le souhaiterait», a déclaré Berraf en ouverture du Forum national Femme et sport, organisé à Zéralda (ouest d'Alger).

Plusieurs thèmes seront débattus durant ce rendez-vous dédié à la pratique sportive en milieu féminin.

«C'est une opportunité pour analyser ensemble les progrès réalisés et discuter des problèmes qui perdurent.

J'espère que ce forum ouvrira des horizons à même d'établir des stratégies pertinentes et des politiques rationnelles et ambitieuses pour l'essor du sport féminin», a ajouté Berraf.

De son côté, Messaouda Khellili, récipiendaire du trophée Femme et sport du Comité international olympique (CIO), a tenté dans



son intervention de décortiquer la réalité du sport féminin en Algérie.

«Le sport scolaire était, par le passé, le socle de la formation de base, maintenant il n'y a plus de vision claire ni de stratégie raisonnable pour l'émergence de femmes sportives.

Une ligne directrice est impérative pour arriver à une cohérence en matière de sport féminin», a-t-elle jugé.

«Beaucoup de pays qui faisaient par le passé de l'Algérie leur premier modèle en matière de pratique sportive féminine, ont

avancé à pas de géant, au moment où nous avons reculé, a regretté Khellili.

Il faut redresser la situation».

#### Un climat tendu «pas normal» dans le sport algérien

«Les acteurs du sport national doivent écartier l'animosité qui y règne depuis un bon moment.

Ce climat tendu n'est pas normal où nous avons de hautes instances du sport algérien qui sont censées se compléter et œuvrer dans le même sens», a-t-elle encore souligné.

L'ancienne championne

olympique Hassiba Boulmerka a abondé dans le même sens, faisant allusion au bras de fer entre le ministère de la Jeunesse et des Sports et le Comité olympique et sportif algérien.

«C'est malheureux ce qui se passe dans le sport national.

Cette rupture ne devait pas exister car les premiers perdants sont les sportifs qui n'ont plus aucune volonté de faire des efforts.

Je souhaite que la voix de la raison l'emportera», a dit la médaillée d'or du 1500m aux Jeux Olympiques 1992 à Barcelone.

Parmi les axes qui seront abordés lors de ce forum: la femme et le sport dans les instances internationales, la gouvernance en Algérie ainsi que la promotion des femmes aux postes de responsabilité et leur intronisation dans les exécutifs.

Il sera également question de la reconversion des athlètes féminines dans les métiers de sport et leur insertion sociale et professionnelle.

## CIRCUIT ITF JUNIORS - TOURNOI LES TRIÈRES "OPEN" DE NABEUL Les Algériens Abibsi et Boukholda qualifiés au 2<sup>e</sup> tour

Le tennisman algérien Mohamed Ali Abibsi et sa compatriote Houria Boukholda se sont qualifiés mardi pour le deuxième tour du tournoi international junior "Les Trières Open de Nabeul", qui se déroule du 24 septembre au 1er octobre 2017 en Tunisie, après leurs victoires par deux sets à zéro, respectivement contre le Tunisien Youssef Berrajah et sa compatriote Nour El Islam Arafa.

Abibsi avait éprouvé quelques difficultés pour passer l'écueil du Tunisien (6-4, 6-4), alors que Boukholda a été imputoyable contre Arafa, qu'elle a balayée (6-0, 6-0) dans un match presque à sens unique.

Au prochain tour, les Algériens auront affaire à de plus gros morceaux, puisque Abibsi jouera contre la tête de série N8, le Tchèque Vitek Horak, alors que Boukholda sera opposée à la

tête de série N1, la Slovaque Adriana Senkarova.

Outre Boukholda et Abibsi, l'Algérie avait engagé un troisième tennisman dans ce tournoi de grade 5, à savoir Samir Hamza Reguig, qui cependant avait déclaré forfait dès le premier tour des qualifications.

Le tournoi de Nabeul se déroule sur les courts en terre battue du Delfino Beach Mrezka.

## TENNIS / CIRCUIT PRO-FÉMININ À HAMMAMET : L'Algérienne Inès Ibbou abandonne sur blessure au premier tour

La joueuse de tennis algérienne Inès Ibbou s'est retirée hier, au premier tour d'un tournoi professionnel féminin, organisé du 25 septembre au premier octobre à Hammamet (Tunisie), après sa blessure au troisième set, contre l'Italienne Anna Maria Proccacci.

La championne d'Afrique de 2015 avait bien démarré ce match, remportant le premier set (6-4), avant d'éprouver quelques soucis physiques au milieu du deuxième set, qu'elle a fini par concéder (6-4), et se retirer finalement à l'entame du troisième set, après s'être sentie incapable de continuer. Un coup dur pour la sociétaire de l'Académie de

Valence (Espagne), qui a considérablement brillé à Hammamet cet été, en remportant notamment un double et un simple.

Un bon parcours qui a valu à la joueuse de 18 ans un gain de 299 places dans le nouveau classement de la WTA, et qui la positionne désormais au 809e rang mondial.

Ce tournoi que vient d'abandonner Ibbou est doté d'un prize-money de 15.000 USD.

Il a drainé certaines joueuses relativement bien classées sur le plan mondial, notamment, la Bulgare Isabella Shinikova (303e) et la Belge Marie Benoît (434e).

## TENNIS / CIRCUIT ITF JUNIORS :

### 10 pays engagés dans le tournoi Batiche-Saïfi début octobre à Alger



Dix pays ont confirmé leur participation au tournoi ITF juniors Batiche-Saïfi, qui se déroulera du 1er au 7 octobre au Tennis Club de Sidi-Fredj (Alger), a annoncé hier la Fédération algérienne de tennis (FAT).

Il s'agit de la Tunisie, de l'Egypte, de la Libye, de l'Italie, de la République tchèque, de l'Ukraine, de la Russie, de la Hongrie, de la France et de l'Algérie, pays organisateur de cette compétition de grade 5, ouverte aussi bien aux garçons qu'aux filles.

«A travers ce tournoi, nos jeunes

joueurs auront une occasion d'améliorer leur classement mondial de la catégorie, ou de l'intégrer», a ajouté la FAT dans un communiqué.

Hamza Khelassi sera le directeur de ce tournoi, qui sera officé par le juge-arbitre algérien Abderrahmane Chérifa.

Le tournoi est dédié à la mémoire du défunt Batiche Saïfi, ancien joueur, entraîneur de l'équipe nationale et capitaine de coupe Davis, décédé le 27 septembre 2014.

## LIGUE 2 : Plusieurs derbies et grandes affiches au programme de la 5<sup>e</sup> journée

La cinquième journée de Ligue 2 Mobilis de football s'annonce palpitante avec des affiches à la pelle au programme de demain, dont un chaud derby de l'Ouest entre le GC Mascara et l'ASM Oran, ainsi que le déplacement des actuels co-leaders, l'AS Ain M'lila et la JSM Skikda, respectivement chez le RC Kouba et le RC Relizane.

L'ASAM partira néanmoins avec un léger avantage par rapport à la JSMS, car appelée à défier le nouveau promu RC Kouba qui peine encore à trouver ses repères dans le championnat professionnel, puisqu'il n'a récolté que deux points sur les douze possibles jusqu'ici, ce qui le place en pleine zone rouge.

Les Skikdis, en revanche, auront rendez-vous avec un plus gros morceau, puisqu'ils iront défier le RCR, un ancien pensionnaire de l'élite, qui reste sur une belle victoire chez le CA Batna (3-2).

Les autres matchs ne manqueront pas de piment, particulièrement les derbies entre clubs voisins, de l'Est, de l'Ouest et des Aurès, à commencer par le choc GC Mascara - ASM Oran, soit entre le 14<sup>e</sup> qui reçoit le 4<sup>e</sup>.

Un duel des extrêmes, certes, mais qui promet beaucoup car le GCM table justement sur ce derby pour se lancer enfin.

Un objectif que devraient viser même les mal-classés CRB Ain Fakroun (13<sup>e</sup>) et l'Amel Boussaâda (dernier), en accueillant respectivement le CA Batna (8<sup>e</sup>) et le MC El Eulma (11<sup>e</sup>).

Autres chocs qui devraient faire des étincelles vendredi, le déplacement de l'ASO Chlef chez la JSM Béjaïa, et celui de son frère ennemi, le MO Béjaïa chez le CA Bordj Bou Arréridj.

Des duels entre anciens pensionnaires de l'élite qui visent l'accession cette saison. Ce qui promet énormément. Le dernier match inscrit au programme de cette 5<sup>e</sup> journée mettra aux prises le WA Tlemcen et le MC Saïda.

Un autre duel des extrêmes puisque les Zianides sont au plus bas du classement, avec un seul point récolté sur les douze possibles, alors que le MCS est 7<sup>e</sup> et reste sur une belle victoire à domicile contre le GCM (2-0).

### Le programme des rencontres

#### Demain :

- A Ain Fakroun (Stade Abderrahmane-Allag) : CRB Ain Fakroun - CA Batna (16h00)
- A Relizane (Stade Tahar-Zouaghi) : RC Relizane - JSM Skikda (16h00)
- A Tlemcen (Stade des frères Zerga) : WA Tlemcen - MC Saïda (16h00)
- A Mascara (Stade de l'Unité africaine) : GC Mascara - ASM Oran (16h00)
- A Bordj Bou Arréridj (Stade du 20-Août-1955) : CA Bordj Bou Arréridj - MO Béjaïa (16h00)
- A Boussaâda (Stade Mokhtar-Abdelatif) : Amel Boussaâda - MC El Eulma (16h00)
- A Alger (Stade du 20-Août-1955) : RC Kouba - AS Ain M'lila (17h00)
- A Béjaïa (Stade de l'Unité Maghrébine) : JSM Béjaïa - ASO Chlef (17h00)

Classement :	Pts	J
1). JSM Skikda	12	4
->. AS Ain M'lila	12	4
3). MO Béjaïa	10	4
4). ASM Oran	8	4
->. ASO Chlef	8	4
6). JSM Béjaïa	7	4
7). MC Saïda	6	4
8). CA Batna	5	4
->. RC Relizane	5	4
10). CABB Arréridj	4	4
->. MC El Eulma	4	4
12). RC Kouba	2	4
13). CRB Ain Fakroun	1	4
->. GC Mascara	1	4
->. WA Tlemcen	1	4
->. Amel Boussaâda	1	4

APS

## LIGUE 1 MOBILIS (5E JOURNÉE): CR Belouizdad-ES Sétif pour la première place, derby alléchant entre le MC Oran et l'USM Bel-Abbès

Le CR Belouizdad veut s'emparer de la tête du classement de la Ligue 1 Mobilis de football. Cet objectif passe impérativement par une victoire devant l'ES Sétif au stade du 20-Août (Alger), alors que le MC Oran et l'USM Bel-Abbès s'affrontent dans un derby qui s'annonce palpitant à l'occasion de la 5<sup>e</sup> journée de la compétition prévue ce week-end.

Auteurs d'un parcours sans faute (3 victoire et un nul), les Belouizdadis seront devant un véritable test face à l'ES Sétif, champion en titre, qui lui aussi va entamer le match avec les mêmes intentions.

Une explication entre les deux formations les plus en forme de ce début de championnat. Le CRB n'a pas préparé dans les meilleures conditions ce rendez-vous important, les joueurs ayant refusé de s'entraîner lundi pour réclamer leurs salaires, avant de revenir à de meilleurs sentiments et donner un ultimatum à leurs responsables.

«Ce n'est pas bien de préparer un match aussi important que celui de ce week-end contre l'ESS dans de telles conditions. Je n'en veux pas aux joueurs, car ils sont en colère. La direction devait tenir ses engagements», a déploré Todorov, l'entraîneur serbe du CRB. Les Sétifiens, vainqueurs de la JS Saoura (2-0) lors de la précédente journée, comptent enchaîner par un autre bon résultat, une mission compliquée pour les camarades de Djabou, lesquels doivent surtout gérer la pression du public belouizdadis.

«Ce sera un match difficile pour les deux équipes. Le CRB ne partage pas par hasard la tête du classement avec nous. C'est déjà un match à six points. Nous aborderons cette rencontre en conquérants», promet le coach sénégalais Kheireddine Madoui.

Le MC Oran (3<sup>e</sup>, 7 points) recevra l'USM Bel-Abbès (13<sup>e</sup>, 3 points/un match en moins), dans un derby de l'Ouest qui a toujours tenu ses promesses et gratifié les amateurs du beau jeu d'un joli spectacle.

Les retrouvailles entre le MCO et l'USMBA s'annoncent alléchantes et indécises. L'équipe oranaise qui reste sur un succès en déplacement à Tadjanet vendredi passé, est bien décidée à confirmer cette performance, tandis que son adversaire de jour qui est toujours en quête de son rythme de croisière qui lui avait permis de faire sensation



### Programme des rencontres

#### Demain 29 septembre :

- Stade Imem-Lyès : Olympique de Médéa - US Biskra (16h00)
- Stade Ahmed-Zabana : MC Oran - USM Bel-Abbès (17h00)
- Stade Mohamed-Hamlaoui : CS Constantine - MC Alger (17h00)
- Stade Bécharr : JS Saoura - Paradou AC (19h00)

#### Samedi 30 septembre :

- Stade Frères Brakni : USM Blida - NA Hussein Dey (16h00)
- Stade Tizi Ouzou : JS Kabylie - DRB Tadjanant (17h00)
- Stade 20 août (Alger) : CR Belouizdad - ES Sétif (17h00)

#### Mardi 10 octobre :

- Stade 5-juillet (Alger) USM Alger - USM El Harrach (17h45)

#### Classement :

	Pts	J
1). CR Belouizdad	10	4
->. ES Sétif	10	4
3). JS Saoura	7	4
->. MC Oran	7	4
->. Paradou AC	7	4
->. CS Constantine	7	4
7). USM Alger	5	3
->. JS Kabylie	5	4
->. DRB Tadjanant	5	4
->. NA Hussein Dey	5	4
11). MC Alger	4	3
->. O. Médéa	4	3
13). USM Bel-Abbès	3	3
14). US Biskra	1	4
->. USM El Harrach	1	4

la saison passée, tentera de réussir le défilé.

«Certes, nous avons réalisé une belle victoire à Tadjanet, intervenue dans des moments difficiles, mais le football n'a jamais été une science exacte. On ne peut pas gagner à tous les coups. C'est ce que les joueurs doivent savoir pour qu'ils remettent vite les pieds sur terre», explique l'entraîneur tunisien du Mouloûd d'Oran, Mouaz Bouakaz.

Le CS Constantine (7 points) veut mettre à profit l'état psychologique difficile des joueurs du MC Alger éliminés dimanche par le Club Africain tunisien en 1/4 de finale de la Coupe de la Confédération africaine pour signer un nouveau succès à domicile.

Le coach Amrani pas satisfait du rendement de son équipe malgré le point ramené d'Alger devant l'USM El Harrach (1-1) devra trouver la bonne formule contre le MCA qui veut oublier vite l'échec continental.

«Le groupe est démoralisé certes, mais ce n'est pas le moment de baisser les bras. Il

faut vite se relever. Une victoire à Constantine peut penser nos blessures», a souligné l'entraîneur Bernard Casoni. Un déplacement périlleux attend le Paradou AC à Bécharr pour en découdre avec la JS Saoura.

Un match intéressant entre deux formations qui partagent le 3<sup>e</sup> rang avec le MCO et le CSC. L'Olympique de Médéa (11<sup>e</sup>, 4 points) jouera sur son terrain face à US Biskra qui peine à suivre le rythme de la Ligue 1, au moment où le DRB Tadjanant rendra visite à la JS Kabylie.

Enfin, lanterne rouge l'USM Blida défiera le NA Hussein Dey avec la ferme intention d'engranger ses premiers points en championnat et éviter de se laisser distancer par les autres équipes.

Le derby algérois: USM Alger-USM El Harrach a été reporté au 10 octobre en raison de la demi-finale aller de la Ligue des champions d'Afrique que doit disputer les Usmistes contre les Marocains du WA Casablanca vendredi sur la pelouse du stade 5-juillet (Alger). 16). USM Blida 0 4

## LIGUE DEUX MOBILIS/ RC RELIZANE : Le président Hamri n'est pas chaud pour engager l'entraîneur Hammouche

Le président du RC Relizane (ligue 2 professionnelle de football), Mohamed Hamri, s'est dit hier peu emballé à l'idée de confier la barre technique de son équipe première à l'entraîneur Saïd Hammouche, annoncé pourtant en pôle position pour succéder à Youcef Bouzidi, parti il y a près de deux semaines.

«Je suis en contact avec trois entraîneurs pour éventuellement engager l'un d'entre eux la semaine prochaine.

Hammouche ne fait pas partie de ces candidats», a déclaré Hamri à l'APS.

Récemment, Hammouche, qui avait déjà dirigé le RCR, il y a quelques saisons, avait affirmé au micro de la télévision

nationale, qu'il était en contact avec des proches du président du "Rapid" en vue d'une deuxième expérience sur le banc de cette formation.

«Je ne peux pour le moment dévoiler les noms des coaches avec lesquels je suis en négociation. Une chose est sûre néanmoins : le RCR aura très bientôt un nouveau entraîneur, à encore assuré le président du RCR estimant au passage qu'il ne pouvait confier cette mission à l'entraîneur intérimaire, Kada Aïssa, même si ce dernier a réussi à offrir à son équipe son premier succès de la saison en allant s'imposer sur le terrain du CA Batna (3-2), vendredi dernier dans le cadre de la 4<sup>e</sup> jour-

née. Par ailleurs, Hamri a déploré le manque d'aide des autorités locales, avouant n'être plus capable de subvenir seul aux besoins de l'équipe.

Relégué en Ligue deux en fin d'exercice dernier, le RCR, auteur d'un départ difficile ayant coûté sa tête à l'entraîneur Bouzidi, a pu souffler en ramenant une victoire surprise de Batna.

Ceci lui a permis de porter à cinq son capital de points, et monter par là même à la 9<sup>e</sup> position au classement.

Lors de la prochaine journée, le RCR reçoit la JSM Skikda, le co-leader du championnat avec l'AS Ain M'lila (12 pts chacun) vendredi à 16h00.

## LAGHOUAT L'Académie de football de Barcelone, une école en quête de davantage de prise en charge

L'Académie Barcelone Algeria pour la formation de futurs footballeurs à Laghouat, pépinière prometteuse pour le développement de cette discipline sportive dans la région, demeure en quête de davantage de prise en charge, indiquent ses responsables.

Cinquième du genre en Algérie, avec celles de Médéa, Bab-Ezzouar (Alger), Batna et Touggourt (Ouarzla), cette académie, pôle régional de formation, a été implantée à Laghouat à la faveur d'un dossier de candidature bien ficelé et riche en données sur l'histoire et la situation du football dans la région, ainsi que sur les installations et potentialités sportives existantes, a précisé le directeur de cette académie, Attallah Benguit.

Au total, 265 enfants âgés de 8 à 15 ans sont structurés dans cette académie, après avoir été sélectionnés au niveau des quartiers de Laghouat pour suivre, en groupes, des entraînements au niveau des aires de jeux «Matico» de la ville.

Cette école de formation en football vise la prospection et l'épanouissement de jeunes capacités talentueuses pour alimenter, en perspective, les équipes professionnelles et servir de «réservoir» à Barcelone, à l'instar des autres académies implantées dans différentes régions du monde, selon la même source.

A caractère sportif et commercial, l'académie ne peut, toutefois, prétendre aux subventions publiques et repose sur le soutien, sous forme de sponsors, des opérateurs industriels, une situation «difficile» en l'absence d'une importante base d'investisseurs dans la région, a déploré Benguit.

Selon le même responsable, l'académie vient de lancer ses activités par l'organisation d'un stage à Barcelone, suivi d'un programme de formation effective en direction des jeunes, usant des moyens de ses membres affiliés et des contributions de leurs parents.

L'entraîneur de cette académie, Kada Bouzalekh, a, de son côté, indiqué que cette école était la seconde du genre en termes d'envergure et d'organisation qu'a connue la wilaya de Laghouat après celle créée en 1975 par la JSM Laghouat et dont l'existence n'a duré que deux ans.

## COUPE DE LA CONFÉDÉRATION (1/2 FINALE ALLER) / CLUB AFRICAÏN: La délégation clubiste rate le vol pour l'Afrique du Sud faute de visas

La délégation du Club Africain, adversaire de Supersport United (Afrique du Sud) en demi-finale aller de la Coupe de la Confédération africaine de football (CAF), n'a pas pu faire le déplacement à cause d'un problème de visas, rapportait hier, la TAP, citant le chef de la délégation clubiste, Majdi Khelifi.

Selon la même source, les joueurs se sont rendus, hier matin à l'aéroport de Tunis-Carthage pour prendre le vol vers l'Afrique du Sud via Dubaï, mais ils ont été surpris de ne pas pouvoir effectuer les formalités d'usage d'enregistrement faute de visas.

Il a ajouté que le Bureau directeur a saisi la Confédération africaine de football qui a, de son côté, avisé la fédération sud-africaine des risques encourus suite à ce retard, précisant que le club s'emploie en ce moment en coordination avec les services du ministère des Affaires étrangères à résoudre ce problème.

L'instance africaine a tenu hier une réunion pour prendre la décision finale concernant le report ou l'annulation du match, ajoute le responsable clubiste. Le Club Africain avait éliminé, aux quarts de finale, le MC Alger, en remportant le match retour à Radès (2-0), après avoir perdu le match aller à Alger (1-0).

APS

## MC ORAN : Peu de monde pour la commémoration du 7<sup>e</sup> anniversaire du décès de Belkacem Elimam

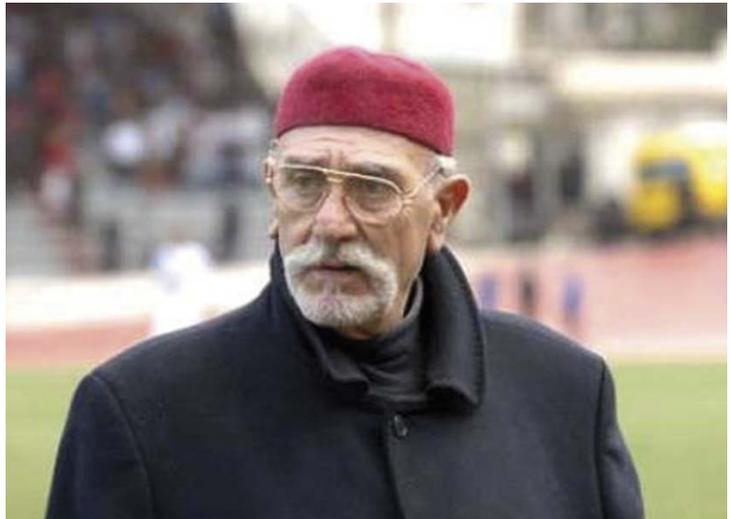
Le septième anniversaire du décès de l'ancien président du MC Oran, Belkacem Elimam, n'a pas été commémoré comme souhaité par les organisateurs de la manifestation, mardi soir au Palais des sports Hamou-Boutlelis, dont les gradins étaient tristement vides, a-t-on constaté sur place.

Figure de proue du football oranais en particulier et national en général, Elimam s'était éteint le 26 septembre 2010 après avoir marqué de son empreinte l'histoire du club phare de l'Ouest algérien.

Et pour rendre hommage à cette personnalité, le club amateur Ouled El Bahia a organisé un match-gala entre les anciens joueurs du MCO, dont la plupart avaient joué sous la coupe d'Elimam.

Mais au grand dam des organisateurs, les fans oranais ne se sont pas déplacés en masse au Palais des sports pour rendre l'hommage souhaité au défunt président. Même les dirigeants actuels du MCO ont brillé par leur absence.

Le wali d'Oran, Mouloud Cherifi, qui a tenu, lui, à marquer de sa présence cet



événement, a souhaité, dans une déclaration à la presse, que la commémoration de l'anniversaire du décès d'Elimam devienne une tradition, tout en appelant les présidents des clubs de football

à s'inspirer de l'homme qui a fait preuve d'un dévouement particulier pour le MCO et son pays».

Le même responsable en a profité aussi pour réitérer son engagement à assister

le sport à Oran, exhortant les deux clubs phares de la ville, le MC Oran et l'ASM Oran, à se montrer ambitieux et ne pas se contenter de jouer à chaque fois le maintien.

## LIGUE 2 MOBILIS/GC MASCARA : Les autorités locales interviennent pour stopper l'hémorragie

La situation catastrophique dans laquelle se débat le GC Mascara après quatre journées de championnat de Ligue deux de football a poussé les autorités locales à intervenir dans une tentative de stopper l'hémorragie.

Le wali de Mascara, Mohamed Lebki, a ainsi rendu visite aux joueurs 48 heures avant la réception de l'ASMO Oran, demain pour le compte de la cinquième journée, dans un derby qui s'annonce palpitant.

Le responsable de l'exécutif de la ville de l'Emir Abdelkader a tenté de comprendre des joueurs eux-mêmes les raisons de cette chute libre du Ghali, menacé d'embellée de retourner en division amateur deux ans après son accession, a-t-on appris de l'entourage du club.

Les milieux sportifs à Mascara espèrent d'ailleurs que cette intervention du wali pousse les joueurs et les dirigeants

à prendre conscience du danger guettant une formation qui a beaucoup souffert en divisions inférieures avant de retrouver le deuxième palier en fin de l'exercice 2015-2016.

Et si le GCM avait réussi l'exploit de se maintenir de justesse en Ligue deux la saison passée, cette équipe risque de ne pas échapper au purgatoire cette fois-ci, au vu des résultats décevants en ce début d'exercice.

Les Vert et Blanc ferment, en effet, la marche avec un seul point, d'un nul et trois défaites.

La venue de l'ASMO vendredi risque de les enfoncer davantage, sachant que le club de M'dina J'dida a le vent en poupe, en ce début d'exercice, comme l'atteste ses deux victoires à domicile, et deux matchs nuls ramenés de l'extérieur au cours des quatre précédentes journées. Mais le wali de Mascara reste per-

suadé qu'il manquait seulement un dédic à l'équipe pour enclencher son véritable départ en championnat.

C'est du moins le discours qu'il avait prononcé devant les joueurs, dans une tentative de les remobiliser et les pousser à se racheter rapidement de leur faux départ cette saison, affirme-t-on de même source.

Mais dans les milieux du GCM, l'on estime que le mal est plus profond, surtout avec ces interminables problèmes administratifs, traduits notamment par ces changements à répétition aussi bien au niveau des commandes du club professionnel que celles du club amateur.

A souligner que pour le match face à l'ASMO, le GCM sera dirigé par l'entraîneur adjoint, Abdelaziz Bot, et ce, en l'absence de l'entraîneur en chef, Majdi Kourdi, qui serait démissionnaire.

## FOOTBALL AMATEUR : La non-homologation du stade Drizi met les clubs de Tissemsilt dans l'embarras

Le président de la Ligue de football de la wilaya de Tissemsilt, Rabah Soudani, a déploré, hier, la non-homologation du stade Drizi qui remplit pourtant les critères pour abriter au moins les matchs du championnat de wilaya, a-t-il dit.

«Avec la non homologation du stade Drizi, doté d'une belle pelouse synthétique, la situation se complique davantage pour les

clubs de Tissemsilt, car le stade de l'Office du Parc Omnisport de la wilaya, le seul homologué dans la ville ne peut répondre à la demande grandissante», a-t-il précisé à l'APS.

«Je souhaite que les services concernés prennent en considération cette situation délicate dans laquelle on s'est retrouvé en homologuant le stade Drizi et nous permettre d'y programmer au moins

les matchs du championnat de wilaya, surtout que ces rencontres n'attirent généralement pas la grande foule», a-t-il ajouté.

La Fédération algérienne de football (FAF) a décidé d'interdire le déroulement des rencontres des différents championnats amateurs sur des terrains en tuf, et ce, à compter de cette saison 2017-2018. Une décision ayant réduit sensiblement le nombre

des enceintes footballistiques en mesure d'abriter les matchs des compétitions de paliers inférieurs.

«Le stade Drizi dispose d'une pelouse synthétique de bonne qualité et il n'est pas normal de ne pas l'exploiter, surtout avec ce pertinent problème du manque d'infrastructures que connaît la wilaya de Tissemsilt, a encore regretté le même responsable.

**GHANA :  
LES FRÈRES AYEW  
ÉCARTÉS**

Grosse surprise ce mercredi puisque le sélectionneur du Ghana, Kwesi Appiah, a décidé de ne pas convoquer André et Jordan Ayew pour le prochain match des éliminatoires de la Coupe du monde 2018 contre l'Ouganda (7 octobre). La presse locale évoque des tensions entre le sélectionneur et les deux anciens Marseillais, alors que leur père Abedi Pelé avait critiqué les choix du technicien. Un geste fort de la part d'Appiah puisque les deux frères ont un statut de cadre dans cette sélection. André totalise 77 sélections (14 buts) avec les Black Stars, tandis que Jordan compte 50 sélections (12 buts).



**VARANE  
PROLONGE  
JUSQU'EN  
2022**

Désormais titulaire indiscutable au Real Madrid, Raphaël Varane (24 ans, 7 matchs toutes compétitions cette saison) n'est pas pressé de quitter la capitale espagnole. Le défenseur central français vient d'étendre son contrat de deux années supplémentaires, soit jusqu'en juin 2022, annonce la Casa Blanca ce mercredi. Varane est arrivé au Real en 2011 en provenance de Lens.

**Diego Costa  
s'en va frustré**

Officiellement de retour à l'Atletico Madrid (voir ici), l'attaquant Diego Costa (28 ans) en a profité pour effectuer ses adieux à Chelsea, où il évoluait depuis trois ans. Sommé de faire ses valises par l'entraîneur Antonio Conte, le Brésilien de naissance reconnaît que la fin de cette aventure lui laisse un goût d'inachevé.

"Des cycles s'ouvrent, d'autres se ferment. Celui de Chelsea a commencé il y a trois ans. Trois années marquantes dans tous les domaines et que je n'oublierai jamais. (...) Ce cycle se ferme. Pas comme je le voulais (loin de là) mais de la meilleure manière possible", a glissé l'international espagnol sur Instagram. "Je garderai toujours en mémoire et dans mon cœur les fans de ce grand club et mes coéquipiers et tout le personnel, médical, administratif et logistique. Je les emporte avec moi. Je serai toujours à leurs côtés. Je suis sûr qu'ils comprendront pourquoi ce cycle s'est terminé. Je ne pouvais pas perdre foi en moi. Merci pour tout Chelsea !" On l'aura remarqué, pas de petit mot pour Conte.



**Aboubakar y  
tenait beaucoup**

Grand artisan du succès du FC Porto face à l'AS Monaco (3-0) au stade Louis II mardi en Ligue des Champions, l'attaquant Vincent Aboubakar (25 ans, 1 match et 2 buts en LdC cette saison) a frappé fort pour ses retrouvailles avec une équipe de Ligue 1 en inscrivant un doublé. Forcément, l'ancien Lorientais était aux anges après la rencontre. "Ça fait un bout de temps que je n'ai pas joué en France donc le fait de revenir, j'ai eu de très bons souvenirs de ma période ici qui sont remontés, a expliqué le Camerounais au micro de l'UEFA. Comme je revenais, je me suis dit : 'Il faut davantage montrer quelque chose.' C'est le cas et je remercie vraiment mes coéquipiers parce que collectivement nous avons fait une grosse performance." Au point de donner des regrets à l'Olympique de Marseille et à ses autres prétendants estivaux ?

**Le Qatar rapporte 7 M€ par an**

Si le Bayern Munich fait partie des clubs qui critiquent l'argent dépensé par les Qataris au Paris Saint-Germain, le club allemand profite aussi de la générosité du Qatar. Selon L'Equipe, les Bavarois perçoivent 7 millions d'euros annuels grâce au contrat de six ans signé cet été avec l'aéroport de Doha, au Qatar. L'ouverture d'une boutique du Bayern au sein de l'aéroport est même prévue, et devrait faire entrer beaucoup d'argent dans les caisses du club.

**Özil  
indésirable  
en Serie A**

Arsenal semble bel et bien décidé à se débarrasser de Mesut Özil dès le mois de janvier, le milieu de terrain offensif arrivant au terme de son contrat chez les Gunners au 30 juin prochain. Mais selon la presse italienne, il apparaît plus difficile que prévu de trouver une nouvelle terre d'accueil à l'international allemand. En effet, celui-ci aurait été proposé à plusieurs formations de Serie A par le club londonien, mais toutes auraient décliné. Ces dernières semaines, l'Inter Milan semblait pourtant figurer parmi les prétendants à la signature d'Özil, mais les Nerazzurri auraient également refusé de donner suite. De l'autre côté de la Manche, les tabloïds estiment que Manchester United et le Real Madrid seraient intéressés par le profil du meneur de jeu.



**Guardiola  
a une pensée  
pour Mendy**

Ce mardi, Manchester City s'est imposé face au Shakhtar Donetsk (2-0) à l'occasion de la 2e journée de la Ligue des Champions. Présent en conférence de presse après la partie, l'entraîneur des Citizens Pep Guardiola a évoqué la situation de Benjamin Mendy (23 ans, 4 matchs en Premier League cette saison), touché au genou et dont l'état physique inquiète (voir brève 14h30). "J'ai une pensée pour lui. S'il devait être absent sur le long terme, je serai vraiment très triste. Il s'agirait d'un coup dur car c'est un joueur unique. Nous avons des solutions pour le remplacer dans le groupe", a commenté le technicien espagnol. Pour rappel, Mendy va se rendre à Barcelone pour consulter le docteur Ramon Cugat, spécialiste du genou.

## ALGÉRIE-TURQUIE : M. Yousfi appelle au renforcement des partenariats industriels



Le ministre de l'Industrie et des mines, Youssef Yousfi, a appelé hier au renforcement des partenariats industriels entre les entreprises algériennes et turques, a indiqué ce ministre dans un communiqué. Lors de son entretien avec l'ambassadeur de Turquie à Alger, M. Mehmet Poroy, les deux parties ont exprimé leur satisfaction quant à la qualité des relations économiques bilatérales qui connaissent une «dynamique appréciable», et ont exprimé les moyens de leur consolidation.

A ce propos, M. Poroy a mis en exergue les investissements réalisés par des entreprises turques, notamment dans les secteurs de la sidérurgie, du textile, de la pharmacie et de l'automobile, rappelant que le montant de ces investissements a atteint trois (3) milliards de dollars.

Pour sa part, M. Yousfi a mis l'accent sur la nécessité de renforcer davantage les partenariats industriels entre les entreprises des deux pays, et à souhaité les étendre à d'autres domaines d'activités tel que celui des mines, citant notamment la production et le traitement du marbre et du granit.

Il a également fait part de la disponibilité des services de son ministère à accompagner les investisseurs turcs qui souhaiteraient saisir les opportunités d'investissements en Algérie, tout en soulignant l'importance du projet de la mise en place d'une Chambre de commerce et d'industrie algéro-turque pour le rapprochement entre les investisseurs des deux pays.

## ALGÉRIE - AFRIQUE DU SUD : M. Benmeradi appelle à l'augmentation du volume d'échanges commerciaux

Le ministre du Commerce, Mohamed Benmeradi, a reçu mardi l'ambassadeur de l'Afrique du Sud, M. Dennis Thokozani Dlomo, avec lequel il a évoqué les moyens d'augmenter les échanges commerciaux entre les deux pays et le renforcement de l'investissement, a indiqué un communiqué du ministère.

Le ministre a présenté à cette occasion les mesures incitatives accordées par l'Algérie en matière d'investissement, notamment un climat propice à l'investissement, soulignant la nécessité de sensibiliser les hommes d'affaires sud-africains pour investir en Algérie.

Le ministre du Commerce a affirmé que «son département compte créer un groupe de travail pour arrêter les mécanismes et outils permettant de développer les échanges commerciaux et encourager les investissements», précise la même source.

Pour sa part, l'ambassadeur de l'Afrique du Sud a exprimé «la volonté de son pays de développer les relations économiques et commerciales entre les deux pays, soulignant son admiration face aux richesses de l'Algérie et des villes qu'il a eu à visiter».

L'ambassadeur a ajouté que plusieurs hommes d'affaires ayant pris part au dernier Forum africain des hommes d'affaires organisé à Alger étaient prêts à revenir pour étudier les opportunités d'investissement, rappelant qu'une «équipe a commencé le travail». Les deux parties ont également passé en revue les relations historiques et politiques unissant les deux pays.

## ALGÉRIE - ALLEMAGNE Le Président Bouteflika félicite la chancelière allemande et l'invite à effectuer une visite officielle en Algérie

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a adressé mardi un message de félicitations à la Chancelière allemande, Angela Merkel, à l'occasion de la victoire de son parti politique aux dernières législatives, dans lequel il l'a invitée à effectuer une visite officielle en Algérie.

«C'est avec un plaisir réel que j'ai appris la victoire de votre parti politique aux dernières législatives allemandes, ce qui ouvre, si heureusement, la voie à votre reconduction à la Chancellerie de votre pays ami», écrit le Président Bouteflika dans son message.

«Au nom du peuple et du gouvernement algériens et en mon nom personnel, je vous exprime nos chaleureuses félicitations pour ce brillant succès.

Cette consécration qui est la vôtre est une juste reconnaissance par le peuple allemand des efforts louables que vous avez investis et des résultats dignes d'éloge que vous avez réalisés pour le développement de votre pays et pour son rayonnement dans le monde», ajoute le chef de l'Etat.

«Au cours des dernières années, l'Algérie et l'Allemagne, sous votre direction, ont su consolider et élargir leur coopération bilatérale dans plusieurs



domaines et ont ouvert également de nouvelles perspectives pour l'approfondissement de ces liens, au bénéfice de nos deux peuples», relève le président de la République. «C'est dans le but de concrétiser ensemble ces perspectives prometteuses pour l'amitié et la coopération algéro-allemande et de poursuivre avec vous le dialogue fructueux que nous avons déjà noué, que j'ai grand

plaisir à vous inviter à effectuer une visite officielle en Algérie à une date dont nous conviendrons par voie diplomatique», indique le chef de l'Etat.

«Dans cette heureuse perspective, je forme mes vœux les meilleurs pour la réussite de votre noble mission et pour davantage de progrès pour le peuple allemand ami», conclut le président de la République.

## ALGÉRIE - RÉPUBLIQUE DU CONGO Le ministre congolais de l'Intérieur veut développer les relations de son pays avec l'Algérie dans le domaine de la formation

Le ministre de l'Intérieur de la République du Congo, Raymond Zéphirin Mboulou a exprimé, hier à Blida, sa volonté de développer les relations de son pays avec l'Algérie dans le domaine de la formation.

Dans une déclaration à la presse en marge d'une visite effectuée à l'Ecole d'application de la Sûreté nationale Abdelmadjid Bouzbid de Soumaâ, le ministre congolais a indiqué que ce qu'il a vu comme infrastructures "nous encourage à vouloir pousser nos relations dans le domaine de la formation avec le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de

l'Aménagement du territoire en général, et avec la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) de façon particulière».

M. Raymond Zéphirin Mboulou, qui était accompagné, à l'occasion, par le Directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), le général Abdelghani El Hamel, s'est dit impressionné par l'Ecole d'application de Soumaâ, qu'il a estimé parmi les plus grands centres de formation qu'il a visités depuis qu'il est à son poste, depuis près de huit (8) années, se félicitant du programme de sa visite et des exhibitions présentés par les élèves de cet établissement.

A l'entame de sa visite à cette école, le ministre congolais a écouté un exposé sur le secteur de la sûreté nationale en Algérie, en matière de formation notamment.

Selon l'exposé en question, le secteur compte 15 écoles de police d'une capacité d'accueil de 7680 places pédagogiques, en plus de sept (7) centres de formation et d'un nombre d'infrastructures. La délégation hôte a ensuite eu droit à une parade de sortie de la 12ème promotion des lieutenants de police, constituée de 128 éléments, et baptisée du nom du chahid du devoir l'officier de police Mohamed Ayad. S'ensuit une tournée

du ministre congolais à travers différentes structures de l'école de Soumaâ, dont le parcours motos, le site des entraînements, le centre équestre, le musée de l'école, le champ de tir, et le siège modèle de la sûreté urbaine, au niveau duquel lui a été présenté un exposé sur le système de vidéo surveillance intelligente des salles de garde à vue.

Il s'est dit impressionné par le niveau de développement atteint par l'Algérie en matière de sécurité. Le ministre de l'Intérieur de la République du Congo est arrivé avant-hier lundi à Alger, pour une visite de trois (3) jours.

## Décès du moudjahid Mohamed Lemkami

Le moudjahid Mohamed Lemkami est décédé hier à l'âge de 85 ans des suites d'une longue maladie, a-t-on appris auprès du ministère des Moudjahidine.

Né le 1er janvier 1932 à Tlemcen, le défunt comptait parmi les moudjahidine de la première heure qui ont répondu à l'appel de la patrie. Il rejoignit les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN) en 1953 dans la zone I de la cinquième (V) wilaya historique.

Il a travaillé au ministère de l'Armement et des Liaisons gé-

rales (MALG) dans la huitième Wilaya historique de 1959 à 1962. Mohamed Lemkami a pris part à plusieurs batailles contre l'occupation française, ce qui lui a valu le respect et la confiance de plusieurs dirigeants et compagnons d'armes. Au lendemain de l'indépendance, il a occupé plusieurs postes dans les secteurs du commerce et de la santé. Il fut désigné au poste de vice-président à l'Assemblée populaire nationale (APN) puis nommé ambassadeur d'Algérie en Albanie.

Il a, à son actif, plusieurs

recherches et ouvrages dont «Les hommes de l'ombre». En cette douloureuse circonstance, le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni a présenté ses sincères condoléances à la famille du défunt et à ses compagnons d'armes, priant Dieu le Tout Puissant de lui accorder Sa sainte miséricorde, de l'accueillir en Son vaste paradis. Le défunt a été inhumé hier après la prière d'Al dohr au cimetière de Sidi Yahia.

APS